



ENABLING CITY

pour des communautés créatives résilientes

Volume 2

chiara camponeschi

AUTEUR: Chiara Camponeschi

TITRE ORIGINAL : Enabling City Volume 2 : Enhancing Creative Community Resilience

TRADUCTION FRANÇAISE : Fanny Martin

COORDINATION DE LA CONCEPTION : Laurissa Barnes-Roberts

CONCEPTION GRAPHISME D'INFORMATION : Juni Xu

CRÉDITS PHOTOS : Les photographies utilisées appartiennent aux organismes mentionnés de la p. 21 à la p. 137 sauf mention contraire. Les informations sur les projets mentionnés proviennent et sont adaptées de leurs sites Internet respectifs.

Photo p. 150: Tabor-Roeder (bit.ly/1b1DnPB)

Le contenu de cette publication ainsi que le nom, logo et la marque Enabling City sont partagés sous licence Creative Commons CC BY-NC-ND 3.0.

Sous licence «Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification», vous êtes libre de :

PARTAGER — reproduire, distribuer et communiquer l'œuvre selon les conditions suivantes :

 ATTRIBUTION — Vous devez attribuer l'œuvre de la manière indiquée par l'auteur de l'œuvre ou le titulaire des droits (mais pas d'une manière qui suggérerait qu'ils vous approuvent, vous ou votre utilisation de l'œuvre). Merci de citer Chiara Camponeschi et/ou Enabling City et son site web : www.enablingcity.com

 PAS D'UTILISATION COMMERCIALE — Vous n'avez pas le droit d'utiliser cette œuvre à des fins commerciales.

 PAS D'ŒUVRES DÉRIVÉES — Vous n'avez pas le droit de modifier, de transformer ou d'adapter cette œuvre.

Comprenant bien que :

RENONCIATION — N'importe laquelle des conditions ci-dessus peut être levée si vous avez l'autorisation du titulaire de droits.

DOMAINE PUBLIC — Là où l'œuvre ou un quelconque de ses éléments est dans le domaine public selon le droit applicable, ce statut n'est en aucune façon affecté par la licence.

AUTRES DROITS — Les droits suivants ne sont en aucune manière affectés par la licence :

- Vos prérogatives issues des exceptions et limitations aux droits exclusifs ou fair use ;
- Les droits moraux de l'auteur ;
- Droits qu'autrui peut avoir soit sur l'œuvre elle-même soit sur la façon dont elle est utilisée, comme le droit à l'image ou les droits à la vie privée.
- Remarque: A chaque réutilisation ou distribution de cette œuvre, vous devez faire apparaître clairement au public la licence selon laquelle elle est mise à disposition. La meilleure manière de l'indiquer est un lien vers cette page web.



© 2013 CERTAINS DROITS RÉSERVÉS. MERCI DE CITER VOS SOURCES.

Pour en savoir plus sur les licences Creative Commons, visitez www.creativecommons.org

Pour toute requête de copyright ou toute question, contactez enablingcity@gmail.com

Nous reconnaissons avec gratitude le soutien généreux de la Fondation de la famille J.W. McConnell.

THE J.W. McCONNELL
FAMILY FOUNDATION

LA FONDATION DE LA
FAMILLE J.W. McCONNELL



*A mon père, qui m'a donné
un monde de possibles*



TABLE DES MATIÈRES

6

Remerciements

7

Introduction
vers une
société des
possibles

11

Le droit à la ville
une exploration des
liens entre espace
public et démocratie

15

Transition
collaborative
pour des
communautés
créatives
résilientes



21

Innovations
créativité
territoriale
appliquée

25

Résilience
Article de Daniel Lerch

39

Villes pour tous
Article d'Alexa Mills

55

Innovation rurale + suburbaine
Article de Roger Keil

69

Énergie communautaire
Article de Laura Tozer

83

Bien-être + bien commun
Article de Juliet Michaelson

97

Science citoyenne + cartographie
collaborative
Article de Public Lab

111

Urbanisme participatif
Article de Lucinda Hartley

125

Économie du partage + équitable
Article de Neal Gorenflo

140

Innovation
Civique
au-delà des
promesses du
gouvernement 2.0

148

Conclusion
le pouvoir des
mots

REMERCIEMENTS

J'ai écrit ce volume de *Enabling City* pendant un été à Rome si chaud que j'ai du passer beaucoup de temps à l'ombre. Malgré ces longues heures de solitude entre quatre murs en seule compagnie d'un ordinateur portable, c'est à un groupe d'amis et collègues que je veux exprimer ma reconnaissance, pour leur soutien et leurs encouragements tout au long de ce parcours.

J'ai commencé à travailler sur ce second volume il y a déjà plus de deux ans, mais c'est à partir du moment où l'équipe de *Enabling City* s'est officiellement formée que tout s'est accéléré. Mille mercis à Laurissa Barnes-Roberts, Hillete Warner et Juni Xu pour mettre leur talent au service de ce projet, toujours avec tant d'élégance et d'humour. Pour avoir traduit le Volume 1 en un temps record et pour leur travail exceptionnel sur le Volume 2, merci également à l'équipe multilingue (Chiara Buongiovanni, Fanny Martin, Javier Vergara Petrescu, Marisol Garcia, Kurt Steffens et Claudia Olavarria) qui a rendu possible l'impossible. Je tiens également à exprimer ma gratitude à Stephen Huddart et John Cawley de la Fondation de la famille J.W. McConnell pour leur généreux soutien d'une grande partie de ce projet et pour leur foi en *Enabling City*.

Pour leur confiance et générosité, merci à Daniel Lerch, Laura Tozer, Roger Keil, Neal Gorenflo, Lucinda Hartley, Public Lab et Juliet Michaelson, dont les articles figurent dans cette édition. Et je redouble ces remerciements pour Alexa Mills, pour son article sur les Villes pour tous et pour sa relecture de la toute première version du manuscrit.

Je suis reconnaissante à Mai Ngo et Joanna Dafoe, mes 'yeux neufs', Chris Berthelsen pour ses recommandations sur le Japon et Tim Devin pour offrir de partager ses magnifiques photographies de Broadside Street pour ce projet.

Enfin, merci à tous ceux qui agissent et rêvent et forment cette incroyable communauté rassemblée autour de *Enabling City*. De conversations sur l'urbanisme du haut d'un balcon à des balades à travers des quartiers en plein renouveau, je me sens honorée de pouvoir toujours apprendre de ces instigateurs, pleins de passion et détermination. Voir un tweet se transformer en amitié m'inspire encore et toujours, et c'est bien pour cela que je garde espoir.

Chiara Camponeschi
Août 2013

INTRODUCTION

vers une société des possibles

Dans son livre publié en 1972, *Les villes invisibles*, Italo Calvino raconte l'histoire du voyage de Marco Polo dans des contrées exotiques et merveilleuses. Nous découvrons ses tribulations à travers une conversation avec un empereur d'âge avancé, Kublai Khan, qui aime à recevoir de tels explorateurs pour entendre les échos de son vaste empire. Alors que la plupart des marchands reviennent à la Cour chargés des trésors qu'ils ont amassés pendant leurs voyages, Marco Polo, à la grande joie de l'empereur, lui offre les récits des lieux qu'il a visités. Regroupées en thèmes mystérieux, comme « villes et désir », « villes cachées » et « villes et mémoire », ses destinations éphémères sont autant d'invitations au rêve, des lieux de séduction où rien n'est tel qu'il paraît. Il y a ainsi Beersheba, toujours survolée par sa ville jumelle, plus vertueuse, pour rappeler à ses habitants ce à quoi la ville du bas devrait aspirer ; Isidora, où les désirs aussitôt formés se changent en souvenirs ; et Chloé, où les habitants sont curieux d'autrui mais n'échangent jamais un seul mot.

Les lieux de Marco Polo ne figurent sur aucune carte, mais *Les villes invisibles* constitue, depuis sa parution, un point d'accès à l'imaginaire urbain. Que certains lieux puissent être invisibles, ou encore à découvrir, est un véritable ouvrage d'imagination qui nous invite non seulement à questionner les idées reçues, mais aussi

« Tu ne jouis pas d'une ville à cause de ses sept ou soixante-dix-sept merveilles, mais de la réponse qu'elle apporte à l'une de tes questions. »

Italo Calvino, *Le Città Invisibili*

à reconsidérer ce que nous avons tendance à négliger. Comme l'écrit Calvino dans l'introduction à l'édition italienne : « Ce qui importe à mon Marco Polo est de découvrir les raisons secrètes qui poussent les hommes à vivre en ville, des raisons qui résistent à toutes les crises... »¹. Ce classique de la littérature moderne nous rappelle que nos villes – qui changent et grandissent constamment – sont faites de conflit, d'intentions et de contingence, au moins autant que d'intuition et de vision.

Trois ans ont passé depuis la publication du premier volume de *Enabling City*, et le fait urbain est devenu un sujet de débat par le monde entier, consacrant le rôle des villes comme force majeure de notre société actuelle. L'évolution des villes au cours des trois dernières années démontre clairement non seulement les enjeux et potentiels de l'urbanisation, mais également les schémas qui influencent des développements à plus grande échelle, en termes d'écologie, d'économie et d'émancipation.

Ces quelques années, sous le signe du changement et de la rupture, ont une forte relation d'influence mutuelle

1. Calvino, I. (2002 [1972]) *Le Città Invisibili*. Milan : Mondadori Editore, p. ix (traduction de l'auteur).

avec le développement de l'urbanisme. De 2010 à 2013, nous avons assisté à une incessante propagation des coupes budgétaires et de la dette mondiale ; à des crues dévastatrices et des tremblements de terre fréquents qui ont fait rage du Brésil à la Nouvelle-Zélande ; au Printemps Arabe et au mouvement Occupy, alimentant une vague mondiale de mécontentement ; et à un intérêt accru pour les bidonvilles qui nous rappelle que nous n'avons pas besoin de nous tourner vers la fiction pour reconnaître l'existence des villes cachées.

Il nous semble voir partout des situations de crise et d'échec, indiquant qu'au-delà des lignes de bilan, c'est peut-être à un échec des structures fondatrices de l'urbanisation que nous avons affaire. Confronté à la tâche si difficile de mesurer l'ampleur et la gravité de ces événements, il est tentant de se voiler la face. Mais si nous sommes sans aucun doute à un carrefour du développement mondial, chaque catastrophe ou difficulté est accompagnée d'innombrables réponses collaboratives qui semblent confirmer qu'une transition vers des villes plus agréables à vivre, plus accueillantes et plus résistantes aux crises n'est pas simplement souhaitable : elle est déjà amorcée. Il suffit de regarder le nombre de festivals et rassemblements qui ont eu lieu de par le monde entre 2010 et 2013 pour se rendre compte de l'importance accordée à l'espace public, la résilience et la qualité de vie ; on voit également émerger une prise de conscience, en cette ère de connectivité instantanée, du rôle des communautés locales comme points globaux de connexion dans le vaste réseau des solidarités urbaines.

Durant cette période, la 5^{ème} Biennale d'architecture de Rotterdam s'est interrogée sur la manière dont se fabriquent les villes à travers le monde, avec une

exposition sur le thème de « Making City » ; Milan a accueilli quatre éditions du Festival de design public annuel ; et Phnom Penh a vu le lancement du Festival Our City, le tout premier festival public cambodgien à s'intéresser à l'urbanisme et à son influence sur la culture contemporaine. A Istanbul, Adhocracy s'est penché sur l'intersection du design et des révolutions sociales ; Bangalore et Delhi ont donné lieu à City Spinning, ou comment reconsidérer la nature même et l'usage des espaces urbains publics et sous-utilisés ; au Zimbabwe, le quatrième Protest Arts Festival a exploré le rôle de la culture dans le développement et de la participation. Il semble que le temps soit venu de reconsidérer non seulement la manière dont les villes doivent fonctionner, mais aussi le type de société que nous désirons être.

Déjà, en 2007, alors que Enabling City prenait forme, des communautés se lançaient dans des expériences pour développer des solutions innovantes et infuser la créativité appliquée de tout leur courage, vision et détermination. Aujourd'hui, elles sont plus fortes – et plus visibles – que jamais. En seulement quelques années, des pratiques autrefois confinées au champ expérimental se sont imposées comme des moyens de formuler des réponses adaptées à des problèmes actuels. L'économie collaborative est devenue un mouvement vigoureux qui ne cesse de présenter des opportunités nouvelles d'échanges fructueux. Open data, activisme social et cartographie collective sont désormais des méthodes utilisées couramment par des institutions et des individus. L'agriculture urbaine est encore et toujours un facteur de cohésion sociale, démontrant ainsi que les défis posés par le fait urbain peuvent tout à fait être abordés par les cinq sens. Le concept de « enablement »[†] a gagné en popularité et est désormais de plus en plus reconnu. En 2012, la

2. Pour en savoir plus : bit.ly/1gNnfPs

3. Visitez the site de CIVICUS pour plus d'informations : bit.ly/16lYFw

† NDLT : enablement peut se comprendre comme le fait ou le processus de rendre possible, ou encore habilitation, facilitation, permission... En tant que notion riche et complexe qui renvoie au titre original de l'ouvrage, nous avons gardé enablement et enablement en anglais à chaque fois qu'une traduction aurait mené à un appauvrissement de sens.

Carnegie Foundation a initié le projet « Enabling State », explorant les relations que les individus et collectivités entretiennent avec l'Etat et les conséquences sur leur qualité de vie.² En 2013, l'association CIVICUS a publié un rapport intitulé *Creating an Enabling Environment* ainsi qu'un indice correspondant pour « décrire et mesurer les conditions de la société civile de par le monde »³.

Partout, des projets d'esprit communautaire et de facture technologique agissent comme leviers pour célébrer l'enracinement, répondre à des situations d'urgence, exposer les injustices, envisager un futur plus durable et même d'adonner à des jeux créatifs collectifs. Ces pratiques réunies forment un nouveau langage autour de la culture d'une démocratie au quotidien. Aujourd'hui, cependant, il nous faut rassembler nos énergies créatrices pour nous atteler aux défis les plus complexes, ceux qui perdurent au-delà du battage médiatique.

Il est évident que nous avons accompli des progrès remarquables en peu de temps, mais il nous reste encore beaucoup à faire. Alors que des méthodes telles que l'urbanisme tactique, le crowdfunding civique et la smart city s'immiscent dans le discours courant, il nous faut maintenant tirer parti de l'élan généré par ces approches pour aller plus loin ; il nous faut surtout faire face aux problèmes qui semblent moins urgents ou plus compliqués et qui bien souvent sont la cause même des défis, barrières et lacunes au sein des pratiques participatives. Par souci de perspective et pour résister à la tentation du tout-technologique ou d'une foi aveugle en l'efficacité de certains « modèles d'entreprise qui vont sauver la planète », il peut être utile de garder à l'esprit que nous n'en sommes à peine qu'aux balbutiements de la résolution de problème collective. En concentrant nos énergies créatives sur les injustices sociales

qui continuent souvent d'exister même au sein du changement collectif, nous pouvons donner au projet non seulement une meilleure chance de s'inscrire dans le temps, mais également préserver son intégrité.

C'est pourquoi le second volume de *Enabling City* va peut-être vous surprendre. Bien que toujours ancrée fermement dans la promesse de changement portée par la créativité territoriale appliquée, cette nouvelle publication s'intéresse à certaines des questions – il y en a beaucoup – qui nous permettront de passer véritablement et globalement à plus encore qu'une ville des possibles : une société des possibles. Ici, nous explorerons la relation entre mouvement collectifs et droit à la ville, les liens entre la notion de biens communs et la résilience, et, finalement, le rôle que l'innovation civique peut et doit jouer pour les préserver et les faire progresser. Ces thèmes forment le corps des trois chapitres de ce second volume et sont enrichis par une série d'initiatives qui interrogent, concrètement, les dynamiques entre optimisme expérimental et urgences réelles.

Les projets sélectionnés pour ce volume sont complémentaires de ceux qui figurent dans le premier volume et concernent des aspects de la créativité territoriale appliquée qui vont au-delà de ceux qui nous sont désormais familiers. Ces exemples ne s'arrêtent pas aux limites du centre-ville. A l'heure où nous n'avons plus « le choix d'importer notre résilience », Daniel Lerch, du Post Carbon Institute, nous invite à redécouvrir et réinventer ce que ce terme signifie en contexte – que ce soit dans une ville, une forêt ou un village. Alexa Mills du MIT Community Innovators Lab nous fait part de ses pensées sur les 'villes participatives' et les travaux de son 'Lab' en partenariat avec des communautés locales, du Bronx au Nicaragua. Roger Keil, de l'Université



de York (Canada), contribue à la section Innovation rurale et suburbaine avec un article provocateur intitulé « Occupons le centre commercial », et Laura Tozer nous présente le monde révolutionnaire de l'énergie communautaire. Juliet Michaelson, de la fondation britannique New Economics, nous parle ensuite de l'importance du bien-être et du bien commun, et l'équipe de Public Lab nous livrent leurs conclusions sur la science citoyenne. Enfin, Lucinda Hartley de CoDesign Studio se penche sur les incarnations de l'urbanisme participatif en Australie et au Vietnam, et Neal Gorenflo, co-fondateur de Shareable Magazine, conclut la série avec un article emballant sur le partage et l'économie équitable.

Ce volume est également de portée encore plus internationale. Vous y découvrirez un total de 80 initiatives sélectionnées dans plus de 40 pays pour inviter la communauté de l'innovation sociale à regarder au-delà du monde anglophone occidental et à s'essayer à l'interculturalité, en inversant le flot à sens unique d'information et d'inspiration qui se taille la part du lion des échanges actuels. Vous y trouverez aussi une série d'illustrations qui

donnent forme à des questions et provocations pour mener à une prise de conscience plus critique sur des pratiques désormais populaires comme le crowdfunding civique et la planification concertée, ainsi qu'une ébauche de manifeste pour une Ecole de créativité citoyenne, pour développer les compétences collaboratives nécessaires au succès de la créativité territoriale appliquée (voir aussi Volume 1).

En tant que designers civiques et médiateurs du quotidien, il est temps d'étendre la pensée créative désormais typique aux centres urbains jusqu'aux banlieues, villages et tout ce qu'il peut y avoir au milieu. Nous disposons pour cela d'une des ressources les plus négligées de notre époque : la source abondante (et renouvelable) de possibles qu'est notre imagination.

Dans l'une de ses histoires, Marco Polo explique à Kublai Khan que le vrai plaisir offert par une ville n'est pas ses sept merveilles mais la question à laquelle elle répond. En allant encore plus loin, nous pouvons nous demander : « Si une société n'est pas un ouvroir de possibilités, qu'est elle-donc ? »⁴

4. Tout le crédit pour cette provocation est dû à Jamey Coughlin, un lecteur de *La ville des possibles* qui nous a d'abord posé une version légèrement différente de cette question et qui a ainsi entamé un dialogue captivant sur les valeurs qui mènent les programmes urbains de nos jours.

Citations:

Calvino, I. (1974) *Les villes invisibles*. Traduction Jean Thibaudeau 2013. Paris: Gallimard (coll. Folio).

LE DROIT À LA VILLE

une exploration des liens entre espace public et démocratie

Notre monde est un monde de plus en plus urbain. Les journaux et les blogs sont pleins d'histoires et de statistiques sur l'ascension de l'« espèce urbaine », documentant ainsi l'exode rural toujours en cours dans le monde entier. Déjà dans les années 1960, le sociologue français Henri Lefebvre s'interrogeait sur « l'urbanisation complète de la société » et sur les conséquences d'un tel changement. Il ne serait sans doute plus valide, écrivait-il, de faire la distinction entre des catégories telles que 'ville' et 'campagne', parce que les frontières sont amenées à se brouiller et la ville à s'épancher sur les paysages avoisinants, imposant avec elle les signes d'un mode de vie 'urbain' que nous avons désormais non seulement appris à reconnaître, mais aussi largement adopté¹. Cette transition sans précédent dans l'histoire est d'une telle force qu'elle ne fait pas que modifier l'échelle à laquelle nous mesurons habituellement notre propre monde : elle a aussi des effets ahurissants sur notre environnement, de l'air que nous respirons aux rues que nous parcourons.

De nos jours, l'urbanisation ne gagne pas du terrain de façon stable et régulière, mais peut au contraire se manifester de métropoles sans fin en centres périurbains, de méga-villes en habitat précaire. Si les villes furent jadis considérées secondaires par rapport aux gouvernements nationaux ou internationaux, elles sont désormais considérées comme des moteurs essentiels de croissance

« Notre espace public a la résonance que nous lui donnons. »

Candy Chang, artiste

économique et d'innovation globale. Neil Brenner l'exprime ainsi : « On ne peut plus reléguer le fait urbain à un territoire défini et délimité ; au contraire, c'est désormais une condition généralisée à l'échelle de la planète qui sert à la fois de principe d'organisation et de champ de bataille à l'accumulation du capital, à l'appropriation continue des espaces et domaines 'communs' (...) et à la lutte pour l'avenir de la planète et de l'humanité »². Autrement dit, ce qui se passe en ville compte – au delà des frontières.

Dans le cadre des méthodes participatives, l'insistance croissante sur le rôle des villes laisse penser qu'il est crucial de bien comprendre les liens entre les grandes lignes de la croissance urbaine et leurs conséquences sur le terrain, pour être à même de saisir les liens complexes entre individus, pouvoir et espace. A l'ère des super-régions et méta-villes, une urbanisation inégale porte des conséquences sur la démocratie, les biens communs et le bien-être social. C'est pour cela que les liens entre les deux ne peuvent être considérés isolément des processus d'innovation sociale et d'autonomisation des communautés.

Etudier l'espace urbain aujourd'hui est un exercice révélateur : que se passe-t-il dans les rues du monde

1. Schmid, C. (2012) "Henri Lefebvre, the Right to the City, and the New Metropolitan Mainstream" en *Cities for People, Not For Profit: Critical Urban Theory and the Right to the City*, Brenner, N., P. Marcuse et M. Mayer, eds., New York: Routledge, p. 45

2. Brenner, N. (2012) "What Is Critical Urban Theory?" en *Cities for People, Not For Profit: Critical Urban Theory and the Right to the City*, Brenner, N., P. Marcuse et M. Mayer, eds., New York: Routledge, p. 21

entier ? Quels types d'échanges sont en cours ? Qui influence ce qui se forme et construit ? Grâce à un intérêt renouvelé pour la politique de la ville et pour l'urbanisme, les facteurs complexes d'ordre social, culturel et économique de cette évolution constante sont mis en lumière. Si nous sommes bien une espèce urbaine, alors

« Changer le quotidien : voilà la vraie révolution ! »

Christian Schmid, Cities for People, Not for Profit

il nous faut réfléchir ensemble et mettre en œuvre des solutions à ces problèmes interdépendants : un défi à surmonter, certes, mais qui nous rassemble et définit.

Le droit à la ville : un mouvement co-révolutionnaire

Le droit à la ville nous permet d'exprimer, collectivement, les types de relations sociales que nous cherchons à construire, l'importance que nous accordons aux biens communs et les façons de vivre que nous désirons. C'est pour cela qu'il est en passe de devenir ce que le géographe David Harvey appelle 'un mouvement co-révolutionnaire', fédérant des désirs complémentaires pour des villes plus agréables à vivre et plus accueillantes. Tout comme la 'créativité territoriale appliquée', il constitue un processus à la fois personnel et collectif vers un sentiment d'appartenance et vers une plus grande autonomie, qui évolue au rythme des changements en cours dans nos rues et nos quartiers. Mais que veut-on dire au juste par 'droit' ? De quelle ville s'agit-il ? Et pour qui serait-elle ?

Apporter une réponse à ces questions constitue un acte politique. Notre conception de la ville est en soi une négociation d'intérêts. Les résidences sécurisées,

la privatisation de l'espace public, la criminalisation de la dissidence ne sont que quelques exemples du bouleversement du paysage physique urbain. De nos jours, les mouvements sociaux urbains travaillent sur des lignes similaires pour s'attaquer à la racine même de ce qui exacerbe ces formes d'inégalité en ville, notamment en visant directement l'approche dominante de la politique urbaine.

En créant de nouveaux modes de résistance, on peut modifier la façon dont la ville s'envisage elle-même, ainsi que son rôle en tant que moteur de croissance, remettant en cause le langage de l'inégalité au cœur du développement néolibéral. Et c'est là un effort qui a des effets tout autant sur les communautés urbaines que sur les résidents 'non-urbains'. Il s'agit bien de la qualité et de la cohésion de la vie urbaine, certes, mais également du rôle de l'espace public, de la capacité de résilience d'un lieu, de la durabilité d'une société et des liens entre les villes et les zones suburbaines, péri-urbaines et rurales.

En tant que médiateurs du quotidien, les agents catalytiques communautaires font désormais face au défi de s'assurer que ce nous apprécions dans nos villes – l'ouverture, la créativité et les opportunités qui forment les bases du succès des projets ancrés dans l'espace physique – continue à être porteur d'autonomisation, plutôt que de perdre son sens. Il en incombe alors à ces mouvements sociaux urbains de défendre l'intégrité des mots qui s'ajoutent à notre vocabulaire – comme 'économie collaborative', 'urbanisme tactique' et 'open data' – pour éviter des associations malheureuses qui les réduiraient à un simple phénomène de mode. En cas d'échec, nous devons nous résigner à les voir tomber du côté de ce que la sociologue urbaine Sharon Zukin appelle 'le calmant-cappuccino'⁵, c'est-à-dire un aspect du modèle, déjà polémique, de 'consomm'action' qui bien trop souvent

3. Schmid, C. (2012) "Henri Lefebvre, the Right to the City, and the New Metropolitan Mainstream" en *Cities for People, Not For Profit: Critical Urban Theory and the Right to the City*, Brenner, N., P. Marcuse et M. Mayer, eds., New York: Routledge, p. 43

4. Marcuse, P. (2012) "Whose Right to the City?" en *Cities for People, Not For Profit: Critical Urban Theory and the Right to the City*, Brenner, N., P. Marcuse et M. Mayer, eds., New York: Routledge, p. 30

mélange divertissement et engagement.

En s'écartant du mode du désir et de la consommation et en s'intéressant plutôt à établir des bases solides de savoir citoyen, on peut au contraire connecter l'innovation sociale à une discussion plus vaste sur la citoyenneté active et ses droits associés. En accompagnant ainsi la croissance urbaine, on peut éviter que les villes ne soient perçues uniquement comme moteurs de croissance, et plutôt comme porteuses de bien-être et de responsabilité.

Une métropole solidaire

Une étape importante vers la reconnaissance du statut des villes comme co-créatrices de cadres habitants fut franchie en décembre 2012 lorsque Cités et Gouvernement Locaux Unis – l'organisation mondiale pour l'autonomie locale démocratique – a organisé la première Rencontre mondiale des pouvoirs locaux pour le droit à la ville. Réunissant des délégués venus de l'Autriche à l'Uruguay, l'événement fut conçu pour explorer le « droit à une métropole solidaire » et pour faire progresser les diverses chartes qui ont été adoptées en ce sens à partir de l'année 2000. Lors de cette réunion globale, les signataires de la Charte Mondiale des Droits de l'Homme dans la Cité ont développé une définition de la ville comme « espace collectif qui appartient à toutes et tous ses résident(e)s et qui doit offrir les conditions nécessaires pour une vie digne, d'un point de vue social, politique, culturel, économique et environnemental »⁷. Ensemble, ils ont établi un programme local avec des dates concrètes de mise en œuvre et des indicateurs de mesure de progrès vers ce but.

Ailleurs, des lieux et des pratiques quotidiennes sont repris en main pour transformer le terrain local en un site d'investissement. Des rues transformées en terrains de jeux, ouvertes à tous, ou encore animées par des fêtes,

le quotidien urbain voit surgir un renouveau d'intérêt et de confiance pour ce qui a fait partie du domaine public depuis des siècles. Dans l'ensemble, ces interventions in situ, parfois en marge de la légalité, servent à animer un débat sur le rôle et la gestion de l'espace public, la nature de l'engagement civique et les limites des approches dominantes (souvent dominées par les intérêts privés) à la prise de décision en ville.

« La liberté de faire et refaire ce que nous sommes et ce que sont nos villes est, pour moi, l'un des droits humains les plus précieux, et les plus négligés. »

David Harvey, Rebel Cities

Prenons par exemple la cartographie. Jadis une activité 'fermée', réservée strictement aux cartographes, la cartographie actuelle est un effort collaboratif qui se sert des technologies interactive et de GPS pour rendre visible l'invisible. Les utilisations peuvent varier de la documentation du qualitatif intangible (comme la culture propre à une rue) au journalisme de données révélant des faits nouveaux, à la collecte d'opinions multiples pour répondre à une situation d'urgence avec des informations instantanées (voir le réseau des Crisis Mappers p. 106). Si l'on y ajoute une tradition bien vivante de pratiques participatives 'hors ligne' (tels que des cartes communautaires ou des projets inspirés de la cartographie comme celui de Candy Chang, « I Wish This Was »⁸), ce qui était réservé aux experts est désormais un bien commun culturel offrant de multiples opportunités d'interaction et d'utilisation de l'information, de façon tangible et efficace.

On ne crée pas une vague de changement généralisé avec des interventions progressives comme ces pop-ups ou cartes interactives – mais on peut l'accélérer. Les

5. Zukin, S. (1995) *The Culture of Cities*. Oxford: Blackwell, p. 28

6. Cela comprend la Charte Mondiale du Droit à la Ville écrite par les mouvements sociaux au Forum Social Mondial de Porto Alegre en 2001. Pour en savoir plus : bit.ly/1fQLq5U

7. Pour en savoir plus : bit.ly/16zmeQ6

8. Pour consulter le projet iwishthiswas.cc

espaces partagés offrent la possibilité d'ouvrir un dialogue avec un large groupe d'acteurs autour de la qualité de vie et permettent aux personnes et groupes concernés de prendre compte, de façon réaliste, des inégalités qui peuvent persister même au sein des pratiques participatives⁹.

« C'est l'espace public qui définit le caractère d'une ville et non pas ses espaces privés. »

Joan Clos i Matheu, Directeur Général, UN-HABITAT

L'espace public et le futur de l'aménagement urbain

Pour Peter Bradwell, auteur de *Future Planners: Propositions for the Next Age of Planning* (Futur urbanistes : Propositions pour la prochaine ère de l'aménagement urbain), la profession d'urbaniste est particulièrement adaptée à mettre en œuvre cette transition vers une gouvernance à multiple niveaux. A ce moment précis où « l'aménagement de l'espace, bâti et naturel, n'est plus déterminé uniquement par l'Etat »¹⁰, Bradwell pense que les difficultés qui existent à relier des stratégies d'ampleur avec leur application concrète et « vécue » font partie d'un système encore plus large qui comprend la discipline.

« L'urbaniste », écrit-il, « se situe à une place difficile, au cœur d'un conflit idéologique entre les notions historiques d'intérêt privé et public »¹¹. Tout en continuant d'agir indépendamment au nom de l'intérêt public, il leur faudra venir à terme avec leur rôle de médiateurs entre intérêts privés et aspirations publiques. Pour cela, les urbanistes vont devoir adopter ce que Bradwell appelle un « modèle d'expertise ouvert et collaboratif » qui implique qu'ils

devront être capables d'écouter autrement et de « laisser le public poser des questions différentes et difficiles »¹². Au cœur de leur fonction de médiateur : pouvoir négocier les contradictions entre valeurs publiques et privées, et le courage de s'opposer à la privatisation.

Bien que l'espace public s'étende au-delà des places et parcs, ces lieux sont devenus des creusets de manifestations et d'expérimentation, des sites où le sens se fait et se défait au quotidien. En assurer l'accès et la longévité est essentiel au fonctionnement du processus démocratique et à la capacité de résilience d'un lieu. Les initiatives présentées dans ce volume sont toutes des manières ingénieuses d'étendre, de défendre et de redéfinir la valeur des biens communs et d'une 'culture de la chose publique'. Elles représentent les premières étapes, collaboratives, vers un droit à la ville qui va au-delà du modèle de la 'consommation' en y incluant également le droit à la production (de sens, de processus, de politiques et de services).

Et d'ailleurs, proclamer un droit n'est pas suffisant pour garantir la cohésion sociale. Pour créer des villes accueillantes, résilientes et agréables à vivre, il ne suffit pas aux citoyens de s'atteler à des projets de 'placemaking' ou aux décideurs d'ouvrir le processus participatif – le droit à la ville nécessite de nouveaux cadres pour garantir un véritable accès à ce droit dans son sens plein. Et de fait, ainsi qu'Harvey nous le rappelle, « le droit à la ville est n'est qu'un signifiant. Tout dépend de qui lui donne sens »¹³.

9. Voir, par exemple : The Real Utopias Project (bit.ly/15BCIB4), Community Economies Collective (bit.ly/1bQrOP8) et Democratizing Engagement (bit.ly/18zkRgm)

10. Bradwell, P. (2007) *Future Planners: Propositions for the Next Age of Planning*. Londres: Demos, p. 4

11. Ibid., p. 2

12. Ibid., p. 12

13. Harvey, D. (2012) *Rebel Cities*, Londres et New York: Verso, p. xv

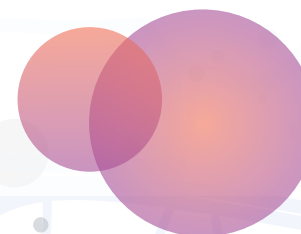
Citations, dans l'ordre du texte :

Candy Chang, *Before I Die*. Pour en savoir plus : bit.ly/19dk8Zr

Schmid, C. (2012) "Henri Lefebvre, the Right to the City, and the New Metropolitan Mainstream" en *Cities for People, Not For Profit: Critical Urban Theory and the Right to the City*, Brenner, N., P. Marcuse et M. Mayer, eds., New York: Routledge, p. 58

Harvey, D. (2012) *Rebel Cities*, Londres et New York: Verso, p.4

Bradwell, P. (2007) *Future Planners: Propositions for the Next Age of Planning*. London: Demos, p. 12



TRANSITION COLLABORATIVE

pour des communautés créatives résilientes

Dans un article publié en 2006, Richard Sennett nous met en garde contre l'émergence de la Ville Fragile (Brittle City), un lieu où la surdétermination et une lourdeur bureaucratique excessive menacent aussi bien les équipements d'infrastructure que le lien social d'un centre urbain. Dans la Ville Fragile, l'identité d'un lieu est contrôlée par l'utilisation stratégique de l'urbanisme et du zonage, pour ségréguer les fonctions et homogénéiser la population. Le résultat, pour Sennett, est « la perte de vitalité de l'imagination urbaine »¹.

Les pratiques participatives sont particulièrement pertinentes lorsqu'il s'agit de résoudre cette crise de l'imagination, et la résilience peut nous permettre de répondre à la menace de fragilité. S'appuyant sur la notion développée par Jane Jacobs de la Ville Ouverte (Open City), Sennett identifie quatre éléments systématiques qui forment le cœur d'un système urbain ouvert : des paysages qui sont à la fois poreux et résistants ; de la place pour le changement et l'amélioration ; la négociation du conflit ; et finalement, l'espace démocratique – « démocratique non pas au sens légal », clarifie Sennett, « mais comme expérience physique »².

Trouver des remèdes à la fragilité est un défi urgent de notre époque. Au moment où les centres urbains commencent à peine à considérer les multiples

« 'L'innovation', surtout lorsqu'elle est associée avec les 'villes créatives', la 'classe créative' et la 'compétition urbaine', profite bien trop souvent uniquement au monde corporatif et aux élites économiques et ne parvient pas à intégrer les diverses dimensions qui contribuent à la prospérité, notamment le développement équitable et la durabilité environnementale. »

ONU-HABITAT, Rapport, *State of the World's Cities 2012-/2013*

ramifications de la crise généralisée, les décideurs sont confrontés au besoin urgent de gouverner pour tous, de penser durablement et de planifier de manière résiliente.

La résilience est une notion clé pour les villes, parce que plus de 50 pour cent de la population mondiale habite désormais en milieu urbain. Actuellement, 14 des 19 plus grandes villes du monde sont des villes côtières³, et de nombreux exemples de catastrophes naturelles qui ont bouleversé ou annihilé les vies de beaucoup de leurs résidents sont encore bien présents dans la mémoire collective. Cette situation est aggravée par le fait que 75 pour cent de citoyens vivent dans des pays en voie de développement, et que les pays qui s'urbanisent le plus rapidement comptent souvent parmi les plus pauvres au monde⁴. La convergence continue de l'urbanisation et du changement climatique – deux forces majeures d'origine humaine – semble désigner ainsi la connexion inhérente entre résilience et gouvernance inclusive.

1. Sennett, R. (2006) *Housing and Urban Neighbourhoods: The Open City*. Berlin: Open Age, p. 1

2. Ibid, p. 4

3. UN-HABITAT (2012) *Prosperity of Cities: State of the World's Cities 2012-/2013 Report*. Nairobi: United Nations Human Settlements Programme, p. 91

4. Moench, M., S. Tyler, et J. Lage (2011) *Catalyzing Urban Climate Resilience: Applying Resilience Concepts to Planning Practice in the ACCCRN Program (2009-2011)*. Boulder, CO: Institute for Social and Environmental Transition, p. 22

5. UN-HABITAT (2011) *Cities and Climate Change: Global Report on Human Settlements*. Nairobi: United Nations Human Settlements Programme, p. 21



« En tant que phénomène global avec des conséquences profondes à l'échelle locale, le changement climatique représente un défi unique. »

Rapport, Catalyzing Urban Climate Resilience

Réchauffement planétaire, résilience locale

On pense souvent que la résilience est strictement réservée au domaine scientifique ou à la gestion de situations d'urgence, mais à notre époque d'ouverture et de collaboration, être résilient peut signifier, de plus en plus, entretenir de bonnes relations de voisinage, s'appuyer sur un cadre de gouvernance réactif et avoir accès à des espaces appropriés pour se regrouper en cas de besoin.

Le terme est désormais utilisé dans de nombreux domaines, de l'infrastructure numérique à la psychologie, pour décrire une certaine capacité à 'rebondir' face à un bouleversement ou sous tension. En écologie, la notion de résilience présuppose un mode d'apprentissage flexible et adaptatif qui permet de s'adapter en innovant. Dans un système social, le terme est utilisé pour décrire la capacité

des êtres humains à planifier et à répondre à des chocs tels que les catastrophes naturelles, le changement climatique ou les conséquences de l'amenuisement des ressources.

Pour renforcer la résilience, il faut identifier et consolider les systèmes fragiles en limitant leur vulnérabilité à des impacts donnés ; il faut également permettre aux communautés de développer de nouveaux modes d'adaptation. De fait, si nos identités sont ancrées dans les paysages qui nous entourent – et partiellement influencées par eux – alors le réchauffement planétaire ne va pas simplement modifier nos écosystèmes, mais également nos mythes collectifs. Bien des rituels culturels, par exemple, sont liés au passage des saisons ; on ne compte plus les prédictions qui se font au quotidien fondées sur le temps qu'il fait et d'autres conditions naturelles. Pour que les communautés puissent retenir un sens de contrôle et d'appartenance face à ces changements, les biens communs deviennent une voie par laquelle nous pouvons rassembler ressources et ingéniosité, atteindre un consensus et animer le processus de prise de décisions, et inscrire la participation et la transparence dans les normes mêmes du quotidien, celles qui vont influencer les directions que prendront les villes.

Du 'design thinking' à la résilience conceptuelle

Qu'une ville soit résiliente ou fragile est un symptôme de toute une histoire de décisions politiques. Dans une ville rayonnante et résiliente, les infrastructures, les équipements physiques et les services sont déployés pour servir les besoins de tous et de toutes – et surtout des plus vulnérables – et les opportunités sont distribuées de manière équitable et sans causer de dommage à l'environnement.

Les systèmes et les agents sociaux jouent un rôle clé dans ce processus. Par systèmes, il faut comprendre

l'environnement naturel, l'infrastructure physique, les institutions sociales et les savoirs et savoir-faire propre à un lieu. Les agents, quant à eux, sont des acteurs de terrain tels que des individus, foyers ou encore entreprises privées, ainsi que les organismes et associations qui forment la société civique. Pour être véritablement globale, une stratégie de résilience devra donc adopter une approche collaborative qui utilise et soutient ces deux types d'éléments.

La mairie de Copenhague a récemment lancé une stratégie ambitieuse, à l'échelle de la ville, pour devenir la première ville au monde à atteindre la neutralité carbone d'ici 2025. Bien que construit sur le mode de la 'croissance verte', ce Plan d'adaptation climatique comprend la création d'un quartier résilient au changement climatique et un poste de Responsable de la résilience, en charge de faciliter la collaboration entre acteurs urbains⁶. La mairie de San Francisco a également récemment initié un nouveau partenariat visant à renforcer les liens entre le champ social et la résilience. La ville travaille étroitement avec BayShare, un collectif d'organismes phares de l'économie collaborative, tels que Airbnb et Shareable Magazine (voir l'article de Neal Gorenflo, co-fondateur, p. 126), pour s'assurer que tout désastre puisse être couvert par une réponse collective efficace. Inspiré en partie par la mobilisation des usagers de Airbnb face à l'ouragan Sandy – quand l'organisme a mis un microsite gratuitement à la disposition des résidents qui se retrouvaient sans toit – un des premiers résultats de ce partenariat a pris la forme d'une réunion organisée par la Ville entre ses Unités d'intervention de quartier et le chapitre locale de la Croix Rouge américaine pour discuter des applications possibles de l'économie collaborative, avant, pendant et après un désastre⁷.

On peut également citer les efforts des municipalités affiliées avec l'ICLEI⁸ (*International Council for Local*

Environmental Initiatives, Conseil international pour les initiatives écologiques locales) ou encore les campagnes multilatérales telles que celle de l'UNISDR (Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes), 'My City is Getting Ready' (Ma ville se prépare), qui soutient actuellement les efforts de 1 499 villes vers la mise en place de mesures pour renforcer les capacités de résistance aux catastrophes en milieu urbain (voir p. 29)⁹. Si l'on considère l'ensemble de ces efforts, il apparaît clairement qu'alors qu'au niveau national et international on observe encore hésitations et déni sur le changement climatique, les villes, elles, n'ont pas le choix de prendre leur temps sur ce sujet. En effet, le changement climatique est de plus en plus reconnu comme 'méta-problème', avec des conséquences directes sur toutes les autres formes d'activités municipales – du budget à la gestion des catastrophes, des investissements pour l'équipement à l'animation de l'espace public, des avantages sociaux au bien-être.

« Dans la plupart des villes, il faudra bien que les gouvernements locaux passent à l'action et se donnent les moyens de donner au changement climatique un statut prioritaire »

Tyler et al, *Planning for Urban Climate Resilience*

La notion de résilience est amenée à jouer un rôle de plus en plus important pour le maintien et la santé des systèmes urbains stratégiques qui garantissent, entre autres, l'approvisionnement en eau et alimentation, le traitement de l'eau et des déchets et la protection du littoral. Cependant, tous ces efforts pour encourager l'émergence d'une culture de collaboration et transparence, ainsi qu'une interprétation élargie de la résilience et du bien-être, ne pourront aboutir qu'en s'alignant sur des tendances récentes de participation

6. Pour un bref résumé, voir la vidéo produite par la ville : bit.ly/1biyfv3

7. Voir : bit.ly/14Shgiv

8. Voir, par exemple, le Forum des Villes Résilientes de ICLEI : resilient-cities.iclei.org

9. Pour en savoir plus : bit.ly/16SQrE7

10. Voir : bit.ly/19JnvjJ

citoyenne en milieu urbain et sur les nouvelles voies de participation locale qui les rendent possible.

« L'adaptation créative naît quand les gens ont le sentiment que leur environnement leur appartient et se sentent capable d'y prendre part, de l'influencer et de le contrôler. Pour cela, il faut permettre à cet environnement d'être à l'écoute de leurs besoins, aspirations et idées. »

Samuel Jones et Melissa Mean, *Resilient Places*

La relocalisation résiliente

Si l'on s'en réfère à la plupart des plans stratégiques de résilience, les villes occupent une position unique pour affronter les défis complexes de notre époque. D'où un appel à la « relocalisation » des écosystèmes et économies pour décroître la dépendance régionale aux ressources importées et encourager la transition vers des échelles plus locales et mieux gérables.

Au fil des ans, on a pu observer bien des propositions de décentralisation et d'autonomie accrue, du concept d' 'autogestion' développé par Lefebvre à la 'Big Society' du gouvernement de David Cameron au Royaume-Uni¹⁰. Urbanisation, globalisation et changement climatique sont autant de systèmes qui modifient le résultat de ces efforts, ce qui revient à dire qu'on pourra atteindre la résilience seulement si les intentions de la capacitation spatiale sont sincères et s'appuient sur la diversité et la transparence, plutôt que d'être manipulées en outils de gestion pour effectuer des coupes dans les budgets et services au détriment de citoyens déjà en difficulté.

Il va sans dire que faire face à la crise climatique – et à toutes les crises qui en découlent – demande des efforts soutenus à chaque échelle et niveau de gouvernement. Le niveau international est crucial pour formuler et mettre

en œuvre un traité sur le climat à valeur juridique ; au niveau national, on peut répondre aux variations locales du bouleversement climatique, et mettre en place les mesures financières, règlements et équipements nécessaires à la conception de cadres innovants de résilience. Le niveau municipal est celui où de telles politiques peuvent être développées et suivies sur le terrain, et le niveau communautaire permet d'identifier et mesurer les faiblesses territoriales.

Au plan local, un nombre toujours croissant d'associations travaillent à resserrer le maillage et font la promotion de la résilience avec ou sans support institutionnel. On peut citer en exemple Project Neutral, à Toronto (voir p. 33), et les Villes en Transition (voir Volume 1). Dans la même lignée, on trouve d'autres initiatives récentes, comme Mosaic, une plateforme de crowdfunding pour investir dans les sources d'énergie renouvelable (p. 80) ; Seattle's Food Forest (p. 36) ; et Depave (p. 35), une association de 'désasphaltage' qui enlève le bitume en trop et crée des terrains propices à la restauration de l'habitat naturel. Ensemble, ces initiatives et toutes les autres présentées dans ce volume représentent ce que les chercheurs Ron Eyerman et Andrew Jamison appellent des « espaces publics temporaires »¹¹, c'est-à-dire des mouvements sociaux de création collective qui fournissent à la société des idées, des identités et même des idéaux pour explorer collectivement des possibilités d'adaptation innovante.

De l'adaptation créative à la résilience et au bien-être

La notion de résilience peut aider à comprendre le contexte dans lequel se place l'innovation sociale parce qu'elle rend explicite ce qu'on sait généralement intuitivement : que des inégalités dans un quartier affectent l'ensemble de l'agglomération ; que la pauvreté

11. Eyerman, R., & Jamison, A. (1991) *Social Movements: A Cognitive Approach*. Oxford, Royaume-Uni: Polity Press, p. 4

et la concentration des richesses fragilisent la ville. Le processus d'adaptation, lorsqu'il est mené par la communauté concernée, comprend donc non seulement un processus d'autogestion, mais également le soutien technique, civique et créatif qui permet aux citoyens de prendre part directement aux processus de gouvernance, voire de les modifier.

Le rapport de l'ONU-HABITAT intitulé *State of the World Cities 2012-2013* s'appuie sur le concept de prospérité pour mettre en valeur le rôle de banc d'essai du changement social que les villes sont amenées à jouer. La ville prospère n'est pas simplement une ville plus rentable et productive, mais plutôt une ville qui a réussi à conserver son rôle de forum public, où les besoins non matériels et les aspirations peuvent s'exprimer. C'est un endroit où le bien-être agit comme cadre dirigeant pour guider les efforts de la municipalité vers une relocalisation résiliente et une gouvernance collective des biens communs. Ainsi que l'explique ONU-HABITAT, « il y a une association positive très claire entre un niveau élevé d'engagement vers une meilleure qualité de vie et la possibilité de concevoir des politiques en ce sens. Malheureusement, le contraire est également vrai, et bien des villes traitent la qualité de vie comme une conséquence indirecte ou un effet secondaire de leurs interventions »¹².

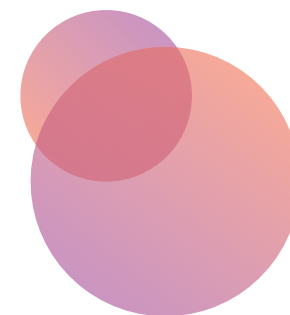
En élargissant le champ des préoccupations officielles au-delà de l'angle étroit du PIB et en adoptant des indicateurs de résilience et de bien-être (voir p. 89), on peut capter bien d'autres valeurs, telle que la possibilité de s'exprimer sur l'avenir de sa ville ou de faire partie de collectivités fortes, qui ont une influence directe sur le succès d'une politique. Faire preuve de créativité dans l'utilisation des infrastructures, concevoir des destinations à usages multiples et encourager le partage des

connaissances (voir Long Time No See, p. 37) sont autant de façons de mettre en valeur l'expérience physique de la ville – et en particulier la qualité de ses expériences vécues – et d'offrir davantage d'accès à ses espaces pour faciliter l'action collective.

Pour Samuel Jones et Melissa Mean, auteurs du rapport *Resilient Places*, les collectivités territoriales devraient penser à développer des instruments de mesure, tel qu'un indice de « résilience d'un lieu », pour comprendre l'évolution de leurs besoins et mieux accompagner leur potentiel d'autogestion. Selon eux, « la résilience d'un lieu peut nous permettre de mieux juger de l'état d'un village ou d'une ville, parce qu'un tel indicateur prend en compte le fait qu'un lieu n'est pas figé, mais au contraire dynamique et inscrit dans le temps »¹³.

Encore une fois, il faut noter que la culture locale et la créativité doivent être traitées comme des éléments indispensables du processus, et qu'elles représentent elles aussi des facteurs variables, liés à l'expression personnelle, l'identité collective et l'engagement citoyen. Sans espaces ouverts qui permettent la mobilisation au niveau communautaire, la ville est fragile. D'un autre côté, des méthodes créatives d'évaluation collective des faiblesses ou le *storytelling* civique permettent de coproduire des résultats de résilience et assurer une transition viable de ce que Nick Wilding appelle « communautés au point mort » à des « communautés en flèche » - des endroits où l'on anticipe et réagit aux chocs par des actions coordonnées qui visent à construire un avenir meilleur pour tous.

Après tout, s'adapter requiert de la créativité, et répondre de manière collaborative au changement est sans doute ce dont les communautés ont le plus besoin pour faire face aux incertitudes présentes et à venir.



12. UN-HABITAT (2012) *Prosperity of Cities: State of the World's Cities 2012-/2013 Report*. Nairobi: United Nations Human Settlements Programme p. 62

13. Jones, S. et M. Mean (2010) *Resilient Places: Character and Community in Everyday Heritage*. Londres: Demos, p. 17

14. Wilding, N. (2011) *Exploring Community Resilience in Time of Rapid Change*, Dunfermline, Royaume-Uni: Carnegie UK Trust, p. 35

Citations, dans l'ordre du texte (traduction libre) :

UN-HABITAT (2012) *Prosperity of Cities: State of the World's Cities 2012-/2013 Report*. Nairobi: United Nations Human Settlements Programme, p. 104

Moench, M., S. Tyler, et J. Lage (2011) *Catalyzing Urban Climate Resilience: Applying Resilience Concepts to Planning Practice in the ACCCRN Program (2009-2011)* Boulder, CO: Institute for Social and Environmental Transition, p. 125

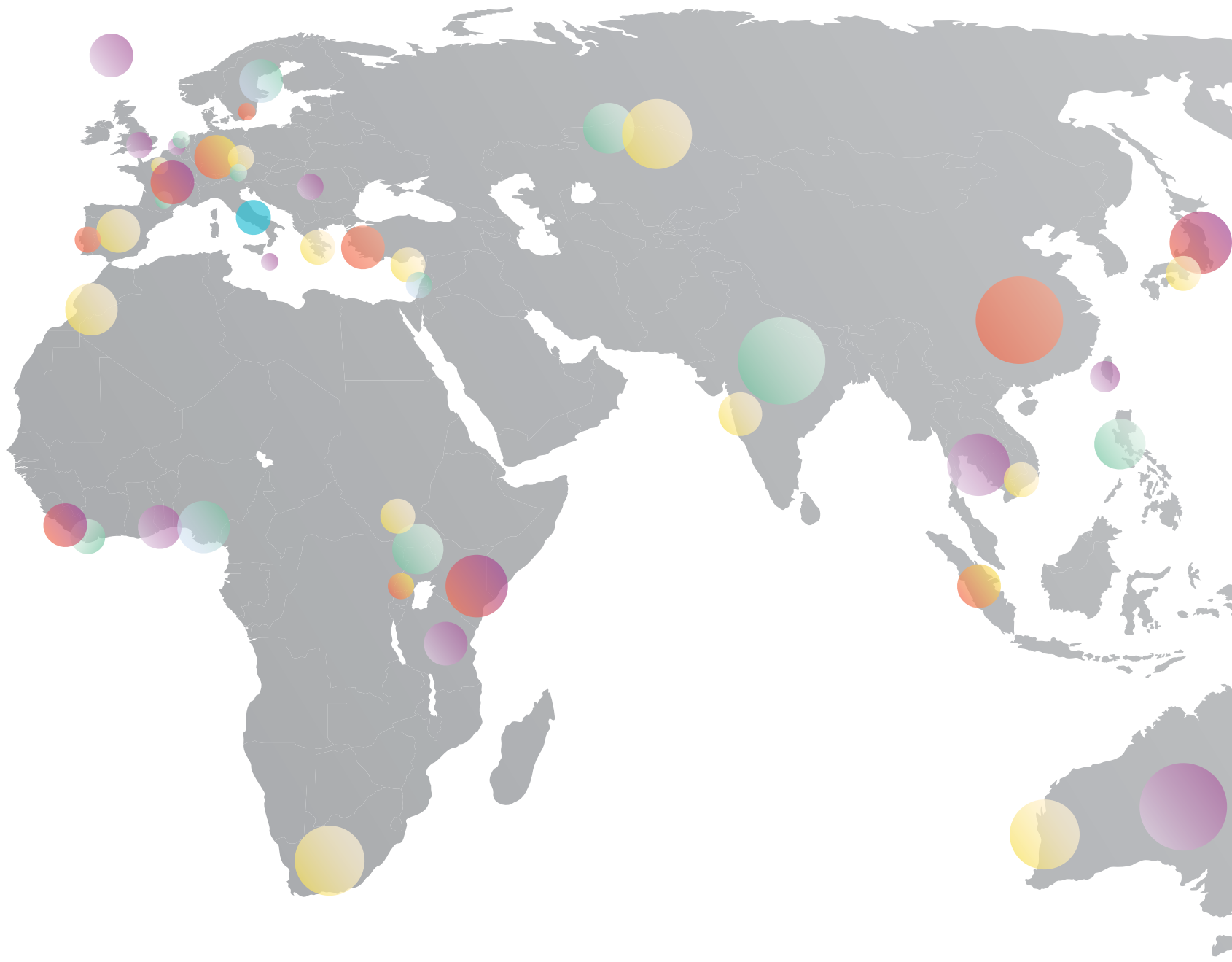
Tyler, S. et al. (2010). *Planning for Urban Climate Resilience: Framework and Examples from the Asian Cities Climate Change Resilience Network (ACCCRN)*. Climate Resilience in Concept and Practice Working Paper Series. Boulder, CO: Institute for Social and Environmental Transition, p. 40

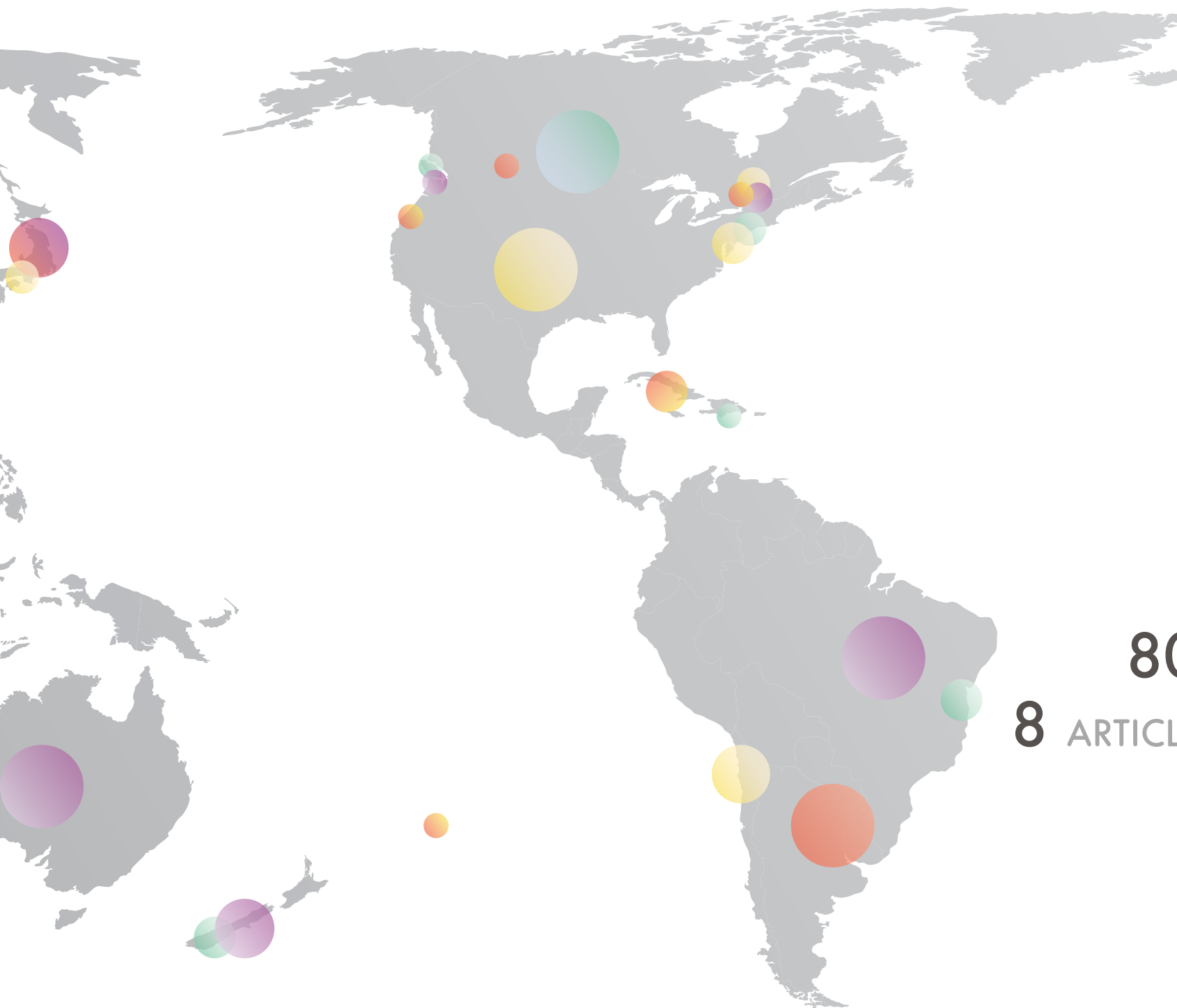
Jones, S. et M. Mean (2010) *Resilient Places: Character and Community in Everyday Heritage*. London: Demos, p. 44



INNOVATIONS

créativité territoriale appliquée





40⁺ PAYS
80 INITIATIVES
8 ARTICLES EXCLUSIFS

CLIMATE CHANGE(S) PEOPLE'S STORIES

Le climat change
l'histoire des gens



Chiara Camponeschi



RÉSILIENCE



REDÉCOUVRIR LA RÉSILIENCE

Article de Daniel Lerch

En cette ère de changement climatique, nous aimons parler de « résilience » : la Nouvelle-Orléans qui rebondit après l'ouragan Katrina en 2005 ; l'Europe centrale qui brave le gel, les inondations puis la canicule en 2010 ; l'Australie qui traverse 17 ans de sécheresse.

Aux Etats-Unis, la résilience a fait la Une vers la fin de l'année 2012 quand l'ouragan Sandy s'est rué le long de la côte Est en plein dans New York. Quelques semaines et des millions de photos sur Facebook plus tard, les tunnels du métro étaient drainés, le chauffage et les lumières fonctionnaient de nouveau, et cette ville américaine résiliente parmi toutes était de retour à la normale. *Time*, le magazine américain bien connu pour être à la pointe des idées toutes faites, se demandait en janvier si la résilience serait « le mot clé environnemental de 2013 ». Il est sans aucun doute très tentant de faire passer le discours général sur la durabilité à la vitesse supérieure avec un mot comme « résilience ».

Mais suffit-il vraiment de rebondir ? Il faut noter qu'au sein d'un écosystème, la « résilience » encapsule considérablement plus que la simple capacité à rebondir après une perturbation. Dans ce cas, la résilience dans un système a trois caractéristiques majeures :

- L'ampleur du changement que le système peut endurer tout en préservant la même fonction et structure.
- Le degré d'auto-organisation dont le système est capable.

- L'aptitude à augmenter la capacité d'apprendre et de s'adapter.¹

Commençons avec la première caractéristique, « ... tout en préservant la même fonction et structure ». Si le système en question est une forêt tempérée à feuilles caduques, la fonction et la structure sont à la fois claires et bien connues. Mais c'est une autre histoire si le système en question est une communauté de 500 000 personnes : contrairement à la forêt, la communauté peut décider de ce que sa propre fonction et structure pourraient être. Encore mieux, la communauté peut faire une prévision de ce que l'avenir lui réserve, et ainsi planifier sa fonction et structure. Si le changement climatique et le pic pétrolier se révèlent être des facteurs d'influence fondamentaux sur notre avenir, alors le plan idéal s'impose de lui-même : il faut gérer la transition de nos communautés et économies hors des combustibles fossiles et s'adapter à un nouveau monde affecté par le changement climatique et à une économie globale chahutée par la fin du pétrole bon marché.

Comment les communautés vont bien pouvoir accomplir cette gigantesque tâche, voilà la question clé du 21^{ème} siècle – et les solutions les plus communément offertes sont plutôt décevantes. Elles ont tendance à compter un peu trop sur l'innovation technologique et l'infrastructure centralisée, en présumant que nous réaliserons une telle transition en utilisant des combustibles fossiles « plus propres » (alors qu'ils deviennent de plus en plus chers) et en se servant des ressources et de la créativité du capitalisme global (alors

qu'il ignore les coûts environnementaux et sociaux, et voit rarement plus loin que les profits de l'an prochain). Ce n'est pas simplement une question de traditions – c'est tout à fait typique de la rigidité d'un système qui ne réussit pas à apprendre, s'adapter et se réorganiser.

Ce qui nous amène aux caractéristiques suivantes de la résilience, et leur parallèle évident avec les concepts de la gouvernance participative, la citoyenneté active et le renforcement des capacités culturelles – concepts que Chiara Camponeschi appelle collectivement la « créativité territoriale appliquée ». Il se trouve que ce ne sont pas que des exemples anecdotiques d'instruments de durabilité urbaine – ce sont en fait des *éléments critiques* de la résilience communautaire. Sans eux, nos communautés complexes ne peuvent ni apprendre de leurs citoyens et institutions, ni adapter leurs économies et cultures, ni réorganiser leur mode de gouvernance et infrastructures. Enabling City et la créativité territoriale appliquée qui y est développé prennent leur source dans l'une des idées les plus importantes (ainsi que les plus oubliées) de la pensée de durabilité : l'autonomie locale. L'idée que les acteurs locaux – à l'inverse de décideurs opérant en mode centralisé et à un niveau national – devraient être encouragés à partager l'information et à influencer les prises de décision parce qu'ils possèdent des connaissances uniques sur les besoins et ressources locaux, l'histoire et la culture du coin... et parce que c'est eux qui sont le plus impliqués (par choix ou non !) dans l'avenir de leurs communautés.

La seule nouveauté de ces réflexions sur la résilience communautaire est qu'elles n'avaient pas été exprimées clairement jusqu'à présent. Les combustibles fossiles à bas prix nous offrent le luxe de déléguer notre résilience. Mais avec les menaces qui pèsent sur les systèmes globaux sur lesquels nous comptons, il est grand temps de redécouvrir la résilience et de la réinventer ici et maintenant.



Daniel Lerch

Directeur des publications, Post Carbon Institute

En tant que Directeur des publications au Post Carbon Institute, Daniel est l'éditeur principal des publications majeures de l'Institut, qui comprennent la série en quatre volumes du *Community Resilience Guide series* (2012-13) et *The Post Carbon Reader* (2010). Il est également l'auteur de *Post Carbon Cities* (2007), le premier guide à l'usage des gouvernements sur la fin du pétrole bon marché.

➔ www.postcarbon.org

🐦 [@PostCarbon](https://twitter.com/PostCarbon)

1. "Resilience," Resilience Alliance website, 29 octobre 2002, bit.ly/16SQHmz. NDA : j'ai légèrement simplifié la première caractéristique en m'appuyant sur la définition de la résilience plus souvent citée développée par Walker, B., C. S. Holling, S. R. Carpenter, et A. Kinzig, 2004, "Resilience, adaptability and transformability in social-ecological systems," *Ecology and Society* 9(2): 5, bit.ly/1bgKgOb.



RESILIENCE CIRCLES

ÉTATS-UNIS
www.localcircles.org
@ResilienCircles

Resilience Circles – des petits groupes pour des temps difficiles – est un nouveau type d'espace communautaire où les membres s'assemblent pour apprendre de nouvelles compétences, partager des ressources et participer à des actions locales et sociales. Guidés par un cursus gratuit et open source, les Circles consistent en des groupes de 10 à 20 personnes qui se rencontrent régulièrement pour explorer librement des solutions collectives pour une économie plus juste et plus douce pour notre planète. D'abord lancé comme projet pilote du Institute for *Policy Studies on Inequality and the Common Good* (Institut d'Études Politiques sur l'inégalité et le bien commun), Resilience Circles permettent aux facilitateurs et participants d'accéder à des webinars, des formations et des événements locaux qui contribuent à leur sécurité économique et redéfinissent ce qu'on entend par abondance.

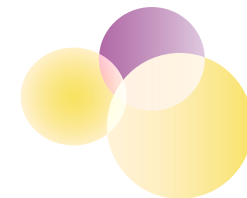
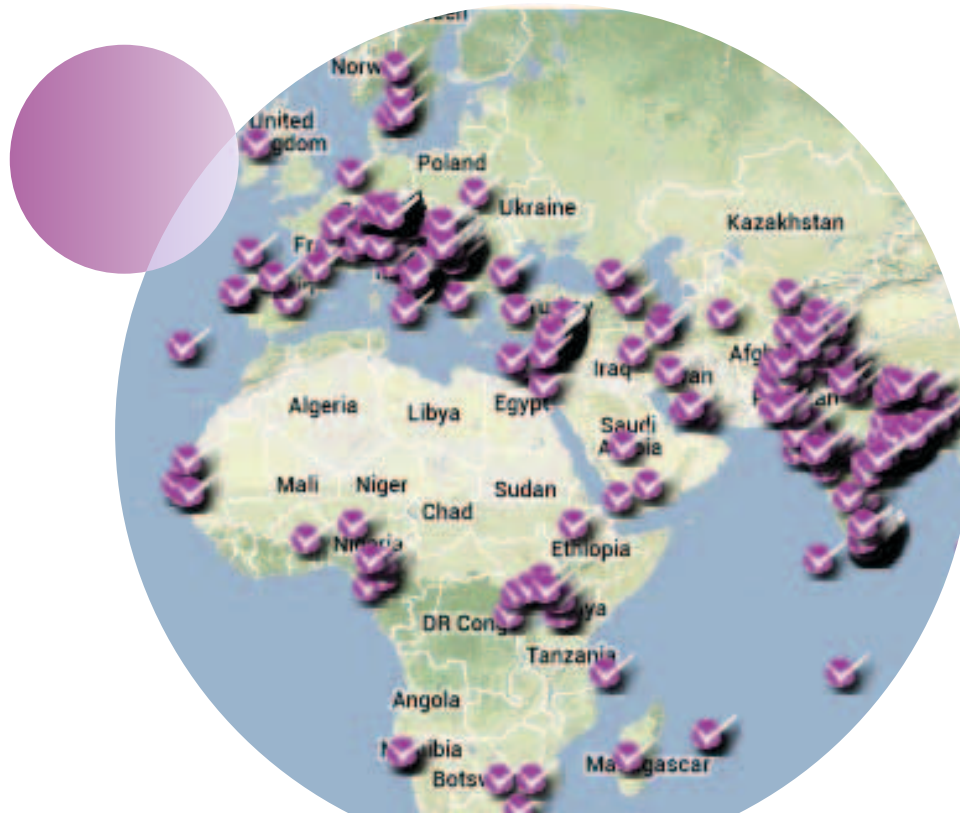
MY CITY IS GETTING READY

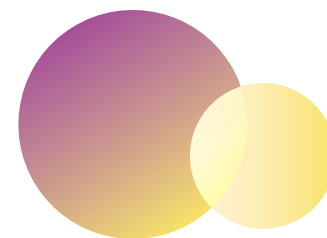
INTERNATIONAL

www.unisdr.org/campaign/resilientcities

@UNISDR

En 2010, le Bureau des Nations Unies pour la réduction du risque de catastrophe (UNISDR) a lancé la campagne 'My City is Getting Ready' (Ma ville se prépare) pour répondre aux problèmes de gouvernance locale et de risque en milieu urbain. Grâce au soutien et aux conseils de nombreux partenaires, la campagne propose une liste de « dix points essentiels » pour aider les villes à être plus résilientes face au changement climatique et aux risques de catastrophes. A ce jour, l'agence des Nations Unies a travaillé avec plus de mille gouvernements locaux sur tous les continents et en appelle à présent à la société civile, aux urbanistes et aux professionnels de la ville pour développer ensemble des solutions innovantes qui réduisent le risque de catastrophe et renforcent la capacité locale.





JOUR INONDABLE

TOURS, FRANCE

www.polau.org/programmations/jour-inondable

@pOlau3

Pendant deux jours en 2012, le groupe expérimental pOlau a organisé la simulation artistique d'une inondation de la ville de Tours. Organisé en collaboration avec La folie kilomètre, un collectif de création in situ, Jour Inondable a invité les élus, services d'urgence, résidents, étudiants et artistes locaux à se joindre à une expédition urbaine immersive dans toute la ville autour de l'idée d'une crue imaginaire. Des quais inondés aux refuges de fortune, le projet a été conçu pour repenser les questions d'utilisation de l'espace tout en posant les bases d'une réponse collective plus autonome et plus résiliente. Cette approche unique, mêlant art et science, invite à explorer un problème difficile tout en éduquant les participants sur les risques potentiels d'inondation.

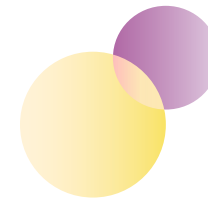
GAP FILLER

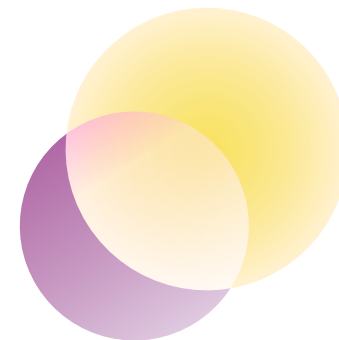
CHRISTCHURCH, NOUVELLE ZÉLANDE

www.gapfiller.org.nz

@GapFillerChch

Gap Filler est une initiative de revitalisation urbaine lancée à la suite des tremblements de terre à Christchurch en 2010 et 2011. Utilisant les sites inoccupés comme lieux d'interventions temporaires, Gap Filler travaille avec des artistes, architectes, propriétaires fonciers, bibliothécaires, designers, étudiants et ingénieurs pour faciliter la création de projets destinés à la communauté entière. L'organisme s'occupe des obligations légales et d'assurance nécessaires pour réaliser de tels projets, puis s'associe à des groupes locaux pour développer des initiatives qui démontrent que la ville peut faire des progrès significatifs sans nécessairement recourir à des dépenses élevées ou à des projets de construction de grande ampleur.





THAI FLOOD HACKS

BANGKOK, THAILANDE

thai-flood-hacks.tumblr.com

Les catastrophes climatiques sont de plus en plus fréquentes et surprennent souvent les élus locaux mal préparés. Lorsque une inondation dévastatrice ravagea la Thaïlande en 2011, des centaines de citoyens prirent les choses en main et s'adaptèrent de façon créative en fabriquant des kits de survie de fortune, pour se protéger de la montée des eaux et faire face au chaos généralisé. Thai Flood Hacks est un site Tumblr qui a attiré l'attention du monde entier sur cette crise en documentant l'ingéniosité des Thaïlandais. Pour cela, le site montre des exemples d'inventions – allant de radeaux fait de bouteilles en plastique à des toilettes flottantes – qui sont rapidement devenues le symbole des conséquences directes du changement climatique sur des vies humaines et de la nécessité de mettre en place des politiques plus à même de réagir face à un tel désastre.

PROJECT NEUTRAL

TORONTO, CANADA

projectneutral.org

@ProjectNeutral

Que se passe-t-il lorsque vous combinez un ingénieur, un urbaniste et un bâtisseur communautaire ? Le résultat s'appelle Project Neutral, une initiative qui travaille avec deux quartiers de Toronto pour les aider à atteindre la neutralité carbone. Guidés par leur passion commune pour les communautés fortes, le désir d'agir face au changement climatique et leur préférence pour les actions ancrées dans le territoire, l'équipe de Project Neutral est en train de développer des indicateurs qui permettront aux participants de comparer leur empreinte, fixer leur objectif de réduction d'émissions et identifier les étapes prioritaires. Avec le support de leaders locaux, de bénévoles et de spécialistes, les résidents travaillent ensemble pour partager des idées et tester de nouvelles méthodes qui leur donnent plus de prise sur le processus de neutralité carbone.





WOTR

INDE

wotr.org

[@WOTRIndia](https://twitter.com/WOTRIndia)

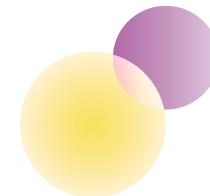
WOTR est une ONG impliquée dans sept États indiens pour soulager la pauvreté rurale à travers des projets participatifs de développement de bassins versants. Sa mission est d'aider les groupes de villageois à éradiquer la pauvreté en mobilisant le potentiel créatif des habitants locaux à revitaliser leur propre environnement. Connu internationalement pour ses interventions participatives, l'organisme a formé, au fil des ans, plus de 600 000 individus sur des sujets aussi divers que l'énergie renouvelable, la micro-finance et l'adaptation au changement climatique.

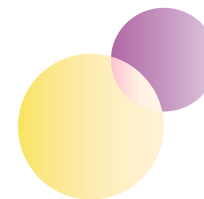
DEPAVE

PORTLAND, ÉTATS-UNIS

depave.org
[@depave](https://twitter.com/depave)

Une ville où il fait bon vivre, selon Depave, est une ville où les gens et la nature peuvent coexister en toute harmonie et profiter d'un air pur, d'eau propre, de forêts urbaines en pleine santé et d'un secteur agricole local prospère. Et encore selon eux, c'est le ciment qui nous empêche d'en arriver là. Les surfaces bitumées contribuent à la pollution des eaux pluviales, privent la ville de précieuses terres arables et font augmenter les températures estivales en causant un effet d'îlot de chaleur urbain. Depuis 2007, Depave s'efforce de retirer le revêtement non nécessaire, par exemple sur des parkings et trottoirs, pour créer des espaces verts partagés et mieux gérer le ruissellement des eaux de pluies. A ce jour, grâce aux projets menés bénévolement par les membres de l'association, des milliers de mètres carrés d'asphalte ont été dépavés à Portland, et sept millions de litres d'eau ont été détournés du réseau d'égout pluvial.





BEACON FOOD FOREST

SEATTLE, ÉTATS-UNIS
beaconfoodforest.weebly.com

Une Food Forest – jardin-forêt – est un système de gestion de terrain qui imite un écosystème forestier mais y substitue des arbres et arbustes comestibles. Les arbres fruitiers et à noix forment la partie supérieure de la forêt, et les arbustes à baies et d'autres plantes comestibles sont plantées en dessous. Des plantes compagnes servent à attirer des insectes spécifiques pour réguler la gestion des parasites de façon naturelle, et d'autres plantes sont utilisées comme source de paillage et de nutriments pour le sol. Ensemble, ces plantes créent des relations qui donnent vie à un écosystème de forêt nourricière capable de produire à haut rendement avec des efforts minimaux. La Beacon Food Forest de Seattle, soutenue par le Département des Quartiers de la ville, travaille avec des bénévoles et des institutions locales pour construire un espace partagé qui contribue à la sécurité alimentaire, donne libre accès à des produits sains et équilibrés à des populations vulnérables et encourage la biodiversité en ville.

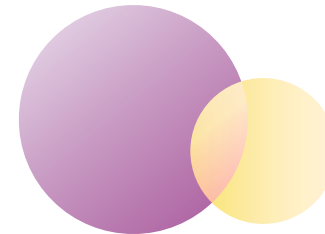
LONG TIME, NO SEE?

BRISBANE, AUSTRALIE

community.long-time-no-see.org

@ltns_

Long Time, No See? (LTNS) est un projet participatif qui invite les résidents de Brisbane à prendre part à une exploration artistique multimédia du développement durable. S'appuyant sur le pouvoir de la narration et de la cartographie, LTNS vise à développer une compréhension renouvelée des notions d'espace, d'environnement et de communauté, en connectant les expériences personnelles du 'ici et maintenant' avec les aspirations pour l'avenir. Faisant plein usage des technologies mobiles et GPS, LTNS organise des ateliers, offre des outils simples et gratuits et anime une plateforme de données brutes en temps réel qui peuvent être visualisées et mises à profit pour contribuer à la résilience collaborative locale et renforcer les processus de gouvernance.







VILLES POUR TOUS



CULTIVONS NOTRE JARDIN

Article d'Alexa Mills

Je me suis retrouvée à faire une balade de 15 kilomètres à Toledo, Ohio, un dimanche de juin, parce que je m'étais trompée dans mes horaires de vol et que je n'avais pas pris de voiture de location. Qu'aurais-je pu faire d'autre ? Il semblait idiot de passer tant de temps assise dans ma chambre d'hôtel minable, et je n'avais jamais visité Toledo. Au bout de deux heures de marche, il s'est mis à pleuvoir des cordes. Un homme en vélo m'offrit un parapluie, mais je refusai. Quelques minutes plus tard, il revint de chez lui avec un parapluie, et insista pour que je le prenne. Il me donna son adresse, à quelques rues de là.

Quand la pluie cessa, je revins sur mes pas vers sa maison. C'est drôle parfois de chercher une maison. On regarde toutes les maisons en passant, on se demande si celle qu'on cherche ressemblera plutôt à celle-ci ou plutôt à celle-là. J'étais tout prêt de mon but quand je remarquai un changement de motif – un jardin en friche, après des rues entières de pelouse verdoyante. Ce jardin avait été complètement retourné et des légumes y étaient plantés. Mon prêteur de parapluie était là, les pieds dans la boue, s'occupant de ses tomates. « Michelle Obama a dit qu'il faut planter des potagers », dit-il, « mais elle n'a pas dit où ! » Michelle Obama, Première dame des Etats-Unis, a fait de l'éducation alimentaire et la lutte contre l'obésité sa cause personnelle. Encourager les gens à planter des jardins potagers est l'une de ses recommandations.

Les Américains ont caché leurs jardins derrière leurs maisons depuis des décennies. Les jardins côté rue étaient courant à l'époque coloniale, mais ils sont passés de mode. Les gens se mirent à cacher leur jardins au fond de leur propriété pour que les voisins ne sachent pas qu'ils avaient besoin de faire pousser leurs propres légumes juste pour joindre les deux bouts. C'était vu comme un peu honteux.

Partout, les gens font des petites choses formidables pour améliorer leur vie et celles de leurs voisins. De plein gré, ils se lancent dans des projets qui vont à l'encontre de la culture locale et la redéfinissent, tout ça parce qu'ils ont en tête une planète plus équitable.

Ce chapitre va traiter des jardins côté rue du monde – ces projets et idées qui commencent tout petit et prennent l'ampleur d'un mouvement local. Il s'agit de la capacité d'une communauté à allumer et à rassembler ces étincelles, plutôt que de les éteindre. Dans mon bureau au MIT Community Innovators Lab (CoLab), nous cherchons ces étincelles et nous essayons de les comprendre.

Au Nicaragua, CoLab travaille avec une communauté de ramasseurs de déchets qui a décidé de demander à leur gouvernement municipal des conditions de travail et de logement équitables. Bien que MIT puisse suggérer de nouvelles technologies de traitement de déchets

et proposer de nouveaux modèles de gestion aux ramasseurs, c'est le savoir local qui est au cœur de ce projet. C'est nous qui apprenons d'eux.

Dans le Bronx, CoLab travaille avec une équipe d'associations et de collectifs locaux pour construire un réseau d'entreprises autogérées. Ce projet est réalisé grâce à une véritable collaboration entre un grand nombre de participants.

Au bureau de CoLab à Boston, je maintiens un blog où tous ceux qui s'impliquent dans cet effort d'amélioration urbaine peuvent partager leur projet ou raconter leur histoire. Dans bien des domaines – urbanisme et journalisme, parmi d'autres – les puissants parlent au nom des impuissants. CoLab Radio s'efforce d'être un espace d'expression pour tous, puissant ou impuissant – pour parler des politiques et systèmes qui affectent leur vie. Mais souvent, c'est ceux-là mêmes qui ont les histoires les plus significatives sur l'état de notre société qui ont le moins de chances de pouvoir parler et de se faire entendre.

C'est cela qu'on veut dire par inclusion : la reconnaissance que chacun a une histoire qui vaut la peine d'être partagée et une idée qui vaut la peine d'être entendue. Le jardinier de Toledo en sait peut-être plus sur la durabilité que les directeurs du bureau local de développement durable. Le ramasseur de déchets au Nicaragua a quelques leçons à partager avec un technologiste de MIT.



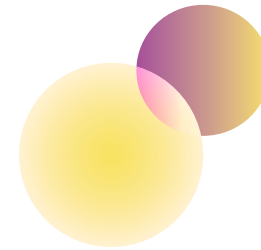
Alexa Mills

Directrice des Projets Médias, CoLab

Alexa est la directrice des projets médias à MIT Community Innovators (CoLab), où elle combine sa passion pour les récits avec sa passion pour l'urbanisme ascendant. Elle est fondatrice et editrice de CoLab Radio, un blog qui publie des articles de professionnels, universitaires et résidents qui s'impliquent dans leur communauté.

→ colabradio.mit.edu

🐦 [@MITCoLab](https://twitter.com/MITCoLab)



RED, BIKE AND GREEN

ÉTATS-UNIS

www.redbikeandgreen.com

@redbikegreen

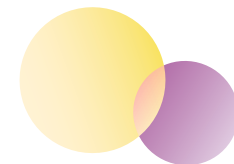
Red, Bike and Green est un collectif de tisseurs de lien social qui veulent rendre le cyclisme urbain plus attrayant pour les Afro-Américains. Inversant le cliché du cyclisme urbain dominé par les hommes blancs, le groupe organise des trajets en ville pour les célibataires et les familles, ainsi que des événements pour ceux qui ne sont pas forcément intéressés par le vélo. A partir d'une initiative locale lancée à Oakland, le collectif a maintenant des chapitres dans d'autres villes majeures des États-Unis et s'efforce de construire une culture vélo accueillante tout en améliorant le bien-être physique et émotionnel de ses membres.

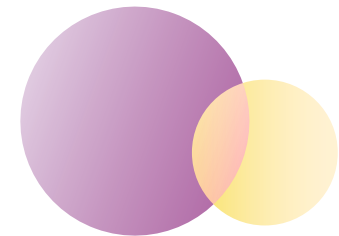
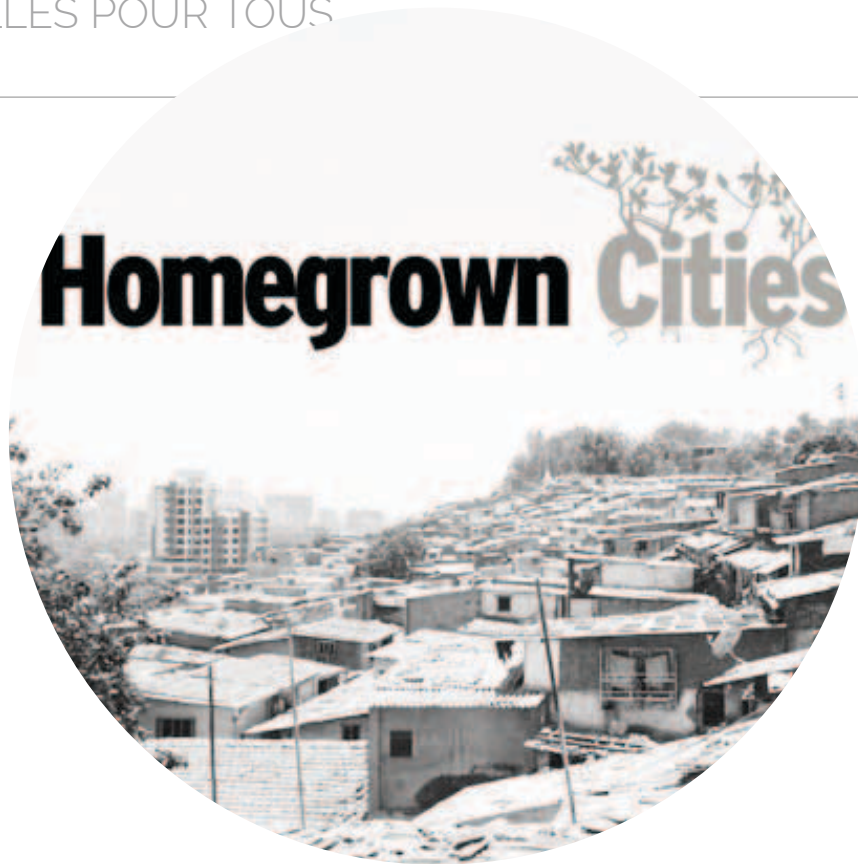
ENDANGERED LANGUAGES

INTERNATIONAL

www.endangeredlanguages.com

On considère qu'une langue est en danger quand le nombre de ses locuteurs décline ou qu'elle est menacée par une langue dominante. Aujourd'hui, on estime que plus de 40% des langues parlées dans le monde sont en voie de disparition, entraînant des pertes d'informations scientifiques et culturelles comparables à la disparition d'une espèce animale. Endangered Languages est une initiative qui favorise la diversité linguistique en connectant les universitaires et spécialistes à une communauté de locuteurs. Pour participer à l'initiative, il suffit de soumettre des enregistrements et des documents dans sa langue maternelle. La carte du site, très complète, donne des informations sur les langues les plus vulnérables du monde, et des interviews vidéo capturent des moments précieux pour préserver les cultures locales et leur signification.





HOMEgrown CITIES

MUMBAI, INDE

urbz.net/the-homegrown-cities-project

@urbz_

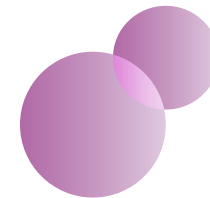
A Mumbai, les habitants des quartiers de fortune sont souvent la cible d'expulsions forcées. Homegrown Cities est un projet qui veut donner à ces résidents une chance de construire leur propre avenir. Partant du point de vue que 'bidonville' est une étiquette qui ne fait pas justice à tout ce que ces populations ont à partager, le projet travaille sur le développement de logements dans le quartier de Bhandup, dans la banlieue nord de la ville, pour trouver une solution au problème des évacuations. Son modèle coopératif repose sur la contribution et la participation des résidents, ingénieurs et constructeurs locaux qui sont tout autant impliqués dans le processus. En tant qu'initiative du collectif expérimental d'action urbaine URBZ, Homegrown Cities a été conçu pour encourager le partage de connaissances et l'augmentation de la capacité technique tout en donnant aux populations vulnérables comme celles de Bandhup une voix sur leurs lieux et façons de vivre.

NEXT DOOR FAMILY

BELGIQUE, ESPAGNE, HONGRIE, ITALIE,
MALTE, PORTUGAL, RÉPUBLIQUE
TCHÈQUE, SLOVAQUIE

www.nextdoorfamily.eu

L'échange interculturel est depuis longtemps un objectif de la Communauté Européenne, mais l'intégration sociale demeure un processus long et ardu pour beaucoup. Lancé en 2003, Next Door Family crée de nouvelles opportunités entre des familles locales et étrangères, qui se rencontrent un dimanche de Novembre pour partager un repas. Les hôtes et les invités, généralement d'âges et intérêts similaires, sont rejoints par un médiateur culturel qui s'assure que les subtilités culturelles soient bien comprises de part et d'autre. Jusqu'à présent, plus de 1 000 familles ont déjeuné ensemble, et 60% d'entre elles ont déclaré être restées en contact, appréciant la chance de « vivre ensemble et pas simplement à côté les uns des autres ». Aujourd'hui, le projet s'est étendu à sept autres pays – Slovaquie, Hongrie, Italie, Belgique, Portugal, Espagne et Malte – grâce au soutien de l'Union Européenne.





A-SMALL-LAB

TOKYO, JAPON

www.a-small-lab.com

@a_small_lab

a-small lab est une agence créative qui mêle projets indépendants et collaborations avec des think tanks, associations, institutions éducatives, entreprises et gouvernements locaux, au Japon et ailleurs. Fondé par Chris Berthelsen, a-small lab explore les aspects souvent négligés des grandes métropoles comme Tokyo, avec une attention toute particulière pour les petits espaces propices à des interventions 'bricolage', les expériences d'éducation alternative et les paysages fruitiers locaux. A titre d'exemple, Hand-Made Play est un projet de 'recherche ouverte' pour mieux comprendre et tirer des leçons du jeu spontané et non commercial des enfants, et City at Child Scale est une étude de la perception de la rue par les enfants.

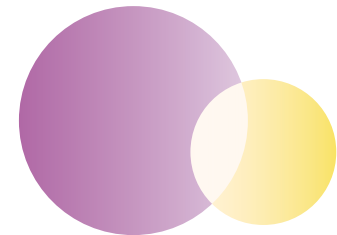
SHACK/SLUM DWELLERS INTERNATIONAL

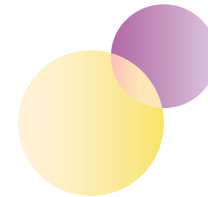
AFRIQUE, AMÉRIQUE LATINE, ASIE

www.sdinet.org

@sdinet

Shack/Slum Dwellers International (SDI) est un réseau d'associations qui défendent les droits des citoyens les plus pauvres dans 33 pays en Afrique, Asie et Amérique Latine. Lancé en 1966, l'organisme s'est développé d'une fédération de terrain luttant contre les expulsions de bidonvilles à un réseau international qui s'attache à faire progresser les politiques urbaines favorables aux indigents. Dans chaque pays où SDI est présent, des organismes associés se rassemblent au niveau du quartier, de la ville et du pays pour construire une plateforme qui permet aux résidents informels d'engager un dialogue direct avec les gouvernements et les organismes internationaux, contribuant à influencer les politiques et à attirer l'attention sur les problèmes du développement urbain.





DIASPORIC GENIUS

TORONTO, CANADA

diasporicgenius.com

@DiasporicGenius

Diasporic Genius cherche à stimuler la créativité individuelle par des événements publics de grande ampleur et par les arts de la scène. A travers son processus de 'tissage civique' – des activités de quartier inspirées par les histoires locales qui construisent des communautés fortes – le projet se sert des observations des diverses populations de Toronto pour souligner les défis et opportunités de la résilience à l'échelle locale. Les Story and Creativity Circles (Cercles de contes et de créativité) sont des moyens de révéler la sagesse cachée des résidents, en célébrant des expériences personnelles (« Old Story ») et les ressources collectives (« New Story ») pour ré-imaginer à la fois le quartier et la ville entière. Ces histoires sont ensuite mises en scène lors de célébrations publiques saisonnières et s'inscrivent dans la démarche économique générale de l'organisation.

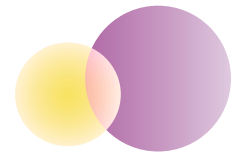
8-80 CITIES

TORONTO, CANADA

www.8-80cities.org

@penalosa_g

On parle bien souvent des bénéfices d'un mode de vie sain et actif, ainsi que du rôle transformatif des espaces publics en ville. Cependant, on parle moins des moyens nécessaires pour rendre ces options accessibles aux plus jeunes et au plus âgés. 8-80 Cities est une association à but non lucratif qui travaille à l'échelle internationale pour créer des villes dynamiques où les habitants peuvent se déplacer à pied, en vélo ou en transport en commun et profiter des parcs et espaces publics quel que soit leur âge. Les méthodes utilisées impliquent des groupes de résidents et des décideurs pour créer ensemble des programmes qui reflètent l'égalité sociale et l'intégration dans la sphère publique. Grâce à une expérience directe du terrain et une collection impressionnante de projets internationaux, 8-80 Cities est reconnu pour sa philosophie simple et efficace : si l'on crée une ville qui convient à un enfant de 8 ans ou un adulte de 80 ans, on crée une ville sûre et agréable pour tous.





GIRLS LEARNING CODE

TORONTO, CANADA

girlslearningcode.com

@l1codedotcom

A l'âge des réseaux sociaux et de la communication instantanée, la culture numérique est devenue un atout incontestable pour se faire entendre. Partant du constat que le HTML, PHP et CSS sont surtout dominés par les hommes, Ladies Learning Code organise des ateliers pour les femmes qui veulent apprendre la programmation informatique de façon collaborative. Le programme des Girls Learning Code est l'étape suivante de cette mission : des jeunes filles âgées de 8 à 17 ans sont formées à la programmation pour développer les compétences qui leur permettront de changer le monde. Les filles se retrouvent dans des camps et ateliers technologiques ou suivent des cursus en alternance qui s'ouvrent à des participantes d'âge de plus en plus varié, grâce au succès du programme initial.

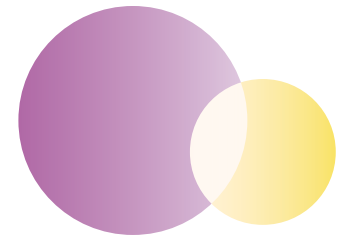
MMOFRA FOUNDATION

ACCRA, GHANA

mmofraghana.org

@mmofra_ghana

La Mmofra Foundation a été établie pour célébrer la mémoire de l'auteure et pédagogue ghanéenne Efua T. Sutherland, ardente défenseuse des droits des enfants. Pendant plus de quarante ans, Sutherland a joué un rôle majeur dans le développement de programmes éducatifs, livres, pièces de théâtre et films pour ou au sujet des enfants ghanéens. Aujourd'hui, Mmofra – « enfants » en Akan, une des langues les plus parlées au Ghana – est un exemple parfait d'espace créatif pour développer des idées et actions pour les enfants. Enracinés dans la culture locale et enrichis par des interactions fréquentes avec le reste du monde, les programmes de la fondation proposent à des milliers d'enfants des initiatives d'alphabétisation et santé publique, des activités de production multimédia et des projets de recherche.



LA VILLE INTELLIGENTE EST-ELLE SAGE ?



Voici quelques initiatives pleines de promesses qui contribuent à rendre nos villes plus sages, plus ouvertes et plus justes :

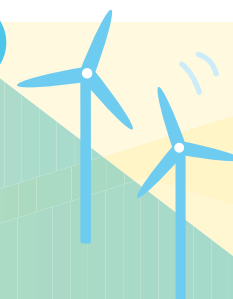
Considérer les données comme des biens communs

Une ville intelligente n'est pas forcément une ville démocratique. A qui appartient les données produites quotidiennement, et qui décide comment les utiliser ? 'Nuages' et câbles font partie d'un système clos qui, s'il n'est pas géré et surveillé de manière transparente, peut revenir tout simplement à une infrastructure d'ordre et de contrôle. Pour être vraiment intelligente, cette infrastructure doit faire l'objet d'une critique démocratique et les données doivent faire partie des biens communs.

Alors que les exigences augmentent et que les budgets diminuent, les éloges pleuvent sur la smart city – ville intelligente – qui promet plus d'efficacité, de meilleures solutions et une coordination globale.

Des capteurs sont incorporés dans la trame urbaine pour améliorer la performance de l'infrastructure, et l'analyse de données est mise au service du contrôle des questions environnementales, de l'amélioration du transport et de l'offre de services plus en phase avec les citoyens. Mais cette efficacité est-elle synonyme d'engagement ?

En donnant priorité à l'accès libre, le rapport du gouvernement australien, Engage, encourage toutes les institutions nationales à ouvrir leurs jeux de données et à les rendre librement disponibles sous licence Creative Commons (1). Ainsi, l'information du secteur public est perçue comme une ressource nationale qui contribue de manière importante à la santé de la démocratie.



Créer ensemble le menu

Bien qu'elle soit souvent interactive, la technologie 'smart' permet rarement d'influencer la forme même de la plateforme. Selon Richard Sennett, les interfaces centrées sur l'utilisateur reviennent de plus en plus à «choisir des options dans un menu au lieu de créer le menu». (2) Une vraie ville intelligente valorise des modèles de propriété collective avec lesquels elle expérimente, sachant que les citoyens sont capables de bien plus que de se servir d'une technologie – ils peuvent la co-crée et décider comment l'utiliser.

Les associations à but non lucratif Code for America, Open Knowledge Foundation et Sunlight Labs comprennent bien que les villes intelligentes sont avant tout par et pour les citoyens, pas les capteurs. Leurs programmes sont conçus pour favoriser une plus grande responsabilité et exploiter la puissance des outils numériques pour placer la délibération au cœur de l'interaction technologique.

Citations:

Engage: Getting On With Government 2.0, Report of the Government 2.0 Taskforce
<http://www.finance.gov.au/publications/gov20taskforcereport/>

Richard Sennett, No One Likes A City That's Too Smart
<http://www.theguardian.com/commentisfree/2012/dec/04/smart-city-río-songdo-masdar>

Fairphone www.fairphone.com

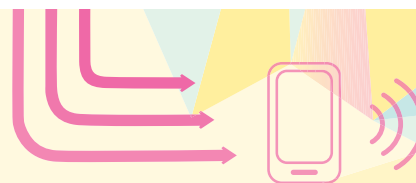
I Wish This Was <http://iwishthiswas.cc>

La gouvernance 'smart' est d'abord de la gouvernance

Les villes intelligentes ne sont pas neutres. Alors que la révolution numérique peut nous rendre la vie plus facile et ouvrir des systèmes précédemment clos, aucun de ses avantages ne peut opérer de véritable transformation si la structure qui les sous-tend n'est pas alignée avec les systèmes porteurs de changement.



Fairphone (3) est une innovation qui inscrit la justice sociale au cœur de la 'gouvernance intelligente'. S'il est vrai que nous nous servons de plus en plus d'outils interactifs et de logiciels civiques, alors ne perdons pas de vue que sans regard critique sur le côté 'sombre' de la technologie (e-déchets, conditions de travail, pollution, conflits et plus encore) nous ne pouvons parler d'innovation véritablement 'ouverte' sans reconnaître et corriger les déséquilibres actuellement au cœur des infrastructures numériques.



Débranchez !

Le test ultime d'une technologie intelligente est sa capacité à influencer un changement de comportement 'hors ligne'. Le prix à la baisse des contrats de données et le fossé numérique persistant sont deux facteurs qui ont un impact direct sur la chance de pouvoir participer. Si un facteur ne peut pas être mesuré par un capteur, compte-t-il encore ? Et comment la technologie peut-elle être utilisée pour améliorer, et non remplacer, ce qui se passe à l'échelle locale ?

La technologie intelligente peut être utilisée pour compléter, et non dominer, des méthodes et instruments qui rendent les services plus réactifs. Des projets d'art public interactif comme I Wish I Was de Candy Chang (4) permettent de s'inspirer des efforts communautaires déjà existant et de prendre en compte les aspirations locales en diversifiant les manières de recueillir les commentaires.



Carl Wycoff • www.flickr.com/photos/carluwycoff/5753029749



INNOVATION RURALE + SUBURBAINE



OCCUPONS LE CENTRE COMMERCIAL

Article de Roger Keil

Le mouvement Occupy qui a explosé en 2011 et s'est propagé géographiquement et rhizomatiquement dans nos sociétés occidentales laisse un bilan mitigé dans les villes qu'il a touché.

Occupy a enclenché une réévaluation de nos modes et lieux de vie. Le mouvement a créé une nouvelle notion de centralité en occupant des lieux symboliques bien spécifiques où une urbanité dense, presque médiévale, faite de structures transitoires, s'est nichée dans l'espace bâti. Souvent, ces endroits sont proches, voire au cœur de ce que l'urbaniste français Henri Lefebvre appelle les « centres de décisions » en ville¹. Évidemment, étant donné l'attention particulière d'Occupy pour l'inégalité des richesses et le rôle qu'y joue le secteur financier, les Indignés ont planté leurs tentes pile en face des gratte-ciels des banques, que ce soit à New York, Francfort, Londres ou Toronto. Au Canada, même la manifestation de Winnipeg s'est déroulée à l'intersection des rues Portage et Main, aussi proche que possible du pouvoir financier quand on est au cœur des Prairies. Ce sont ces centres nerveux des métropoles qui ont été pris en compte dans le 'placemaking' géographique et symbolique qui guide Occupy.

Et c'est bien cela le problème. Pourquoi ? Parce que d'un point de vue stratégique, Occupy s'est fait une place

dans l'ombre du 1 pour cent pour éclairer les souffrances des autres 99 pour cent – mais aussi loin que possible des lieux de vie, de travail et de loisir de ces derniers. Sa fixation sur les centres (là où l'on trouve les pouvoirs, réels et médiatisés, et là où ils seront forcés de remarquer) peut en fait affaiblir le mouvement alors qu'il évolue de manifestation à organisation, une étape indispensable pour sa survie politique.

On trouve un mythe intéressant autour de ces sites occupés qui fétichisent les centres monolithiques. Comme l'écrit Matt Yglesias dans son texte accablant sur « le fardeau de la ville », « personne n'a envie d'occuper le centre commercial, le parc de bureaux ou le parking-relais. Ni aujourd'hui, ni demain. »²

Certaines voix dissidentes commencent à se faire entendre. Peter Marcuse, sur son blog, traite des différents aspects de l'espace et lance un avertissement sur la « fétichisation de l'espace »³. La remarque de Pham Binh - « On ne peut pas expulser une révolution » - fait allusion à l'indétermination du lieu et de l'espace inhérent à la révolte.⁴ Un bon mot ? Mais un mot faux lorsqu'on repense à l'histoire des révolutions. Traversant Lower Manhattan à vélo le matin suivant l'expulsion de Occupy Wall Street, Sarah Goodyear, exaspérée, pose la question rhétorique : « Où est Occupy

Wall Street (OWS) sans Zuccotti Park ? » et y répond elle-même : « Le mouvement a toujours eu l'intention d'aller au delà des limites de Zuccotti Park. Le lieu lui-même est puissant, et nous a été utile, mais si le mouvement qui sous-tend OWS est aussi fort que les organisateurs le pensent, il ne tardera pas à resurgira ailleurs »⁵.

Il faut nous rendre à l'évidence que notre monde urbain s'est agrandi au-delà des centres. La centralité doit désormais se penser à une autre échelle. Lorsque Lefebvre conçut l'idée de « droit à la ville » comme réaction à l'exclusion des étudiants de Nanterre des promesses de Paris, il n'approuvait pas pour autant la fétichisation des « centres de décision ». Il s'attachait plutôt à porter l'attention sur la subordination des périphéries, où 99 pour cent de ses contemporains travaillaient, étudiaient et vivaient leur vie. Et en effet, il existe une histoire Haussmannienne d'éviction des classes populaires du centre. Il est clair que ce qui se passait à Paris il y a plus d'un siècle est maintenant bien présent dans les capitales du capital, embourgeoisées et commerciales, dont New York est l'exemple parfait. Il a peut-être une leçon importante à en tirer : nous pouvons de plus en plus ignorer les centres de pouvoir, pleins de symboles mais finalement vides de sens, des métropoles mondiales, et se concentrer sur la politique de la vie de tous les jours, là où elle a vraiment lieu. La vie, la vraie, elle est dans l'étalement des banlieues et dans les interstices en plein cœur de nos villes.

Ces espaces sont des espaces des possibles. Et il est aussi possible d'évoluer dans des domaines politiques nouveaux, sans liens avec le capital symbolique du capital. Les centres commerciaux, signes sans faille de l'échec des banlieues, objet de mépris et bombes à problèmes, centres nerveux de l'économie de quartier banlieusarde, résultats d'un âge condamné de l'automobile, ont commencé à être repensés dans leur contexte commercial et social.⁷ « Strip appeal » pour la sphère politique : occupons le centre commercial !



Roger Keil

Professeur, Faculté d'Etudes Environnementales,
Université de York (Toronto)

Roger Keil est professeur à la Faculté d'Etudes Environnementales, Université de York (Toronto), où sa recherche porte sur le phénomène de 'banlieusation' global, les maladies contagieuses en ville et la gouvernance régionale. En tant que Chercheur principal d'une Initiative de Recherche Collaborative Majeure sur les banlieues globales, il travaille avec 50 chercheurs et 18 organismes partenaires pour documenter et évaluer les formes récentes de suburbanisation et les formes émergentes de banlieues dans le monde.

→ www.yorku.ca/city/?page_id=222

🐦 @rkeil

1. Henri Lefebvre, *The Urban Revolution*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 2003: 119.

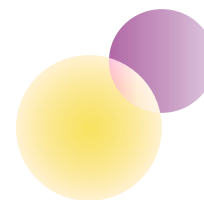
2. bit.ly/17c8x7l

3. pmarcuse.wordpress.com

4. bit.ly/19JpiVX

5. bit.ly/1fy5JYb

6. *Curb Magazine: Places, Spaces, People*, Theme issue on Suburban Land Use: Strip Malls and Parking Lots. Volume 3, 2, City-Region Studies Centre, University of Alberta, 2012.



GINEAGROTIS

ATHÈNES, GRÈCE

www.gineagrotis.gr/el

@GineAgrotis

Gineagrotis – « devenir agriculteur » en grec – est une plateforme ouverte qui connecte les habitants des villes avec des agriculteurs qui ont des terres à louer. Les utilisateurs précisent la taille du lot qui les intéresse, ce qu'ils aimeraient y faire pousser et où recevoir leur part hebdomadaire. La communauté obéit à deux grandes règles : tous les locataires doivent rendre visite à leur agriculteur au moins une fois, et les producteurs doivent s'engager à livrer leur récolte en moins de 24 heures. Les produits, qui vont directement de la ferme à la table, sont 70% moins chers qu'en supermarché, et ce type d'agriculture est également plus durable, parce que tout est produit localement avec un revenu garanti pour les agriculteurs. Née au milieu de la crise de la dette, cette initiative a déjà été adoptée par plus de 500 familles, et Gineagrotis est en train de tester une option pour que les utilisateurs puissent donner une partie de leurs produits à des soupes populaires à Athènes.

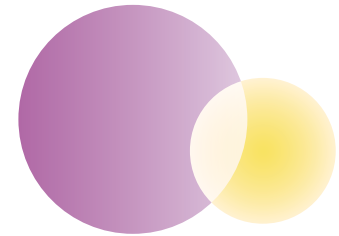
FARM HACK

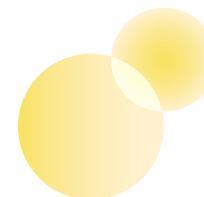
NEW YORK, ÉTATS-UNIS

www.youngfarmers.org/practical/farm-hack

@NYFCnyfc

Pendant des générations, les agriculteurs ont développé leurs propres outils pour faciliter le semis, le labour et le transport. Farm Hack est une communauté d'utilisateurs qui développent et partagent des solutions pour une agriculture durable. Le réseau relie des producteurs à des ingénieurs, designers, architectes et autres partenaires pour aider les nouvelles générations à résoudre leurs problèmes en devenant de meilleurs inventeurs. Cet échange stimule le développement de solutions créatives en phase avec l'échelle et l'éthique de fermes familiales, permettant ainsi aux agriculteurs de renouer avec cette tradition et de partager leurs innovations avec une communauté grandissante de collègues.





YADO NOMADO

JAPON

yadonomado.jimdo.com

Yado Nomado est un réseau bénévole de professionnels de l'informatique qui ont pour but de soutenir les petites auberges dans les coins éloignés du Japon. Les membres créent des sites Internet pour ces auberges, consolident leur présence sur les réseaux sociaux et mettent en place des systèmes de réservation et commerce en ligne pour aider les auberges à être mieux connectées au reste du pays. Ces bénévoles proposent également des ateliers pour permettre aux résidents locaux d'être plus autonomes et d'acquérir des compétences essentielles, comme se servir de l'Internet et se connecter à des réseaux sociaux, pour pouvoir soutenir l'économie locale et tisser des liens solides entre les populations rurales et urbaines.

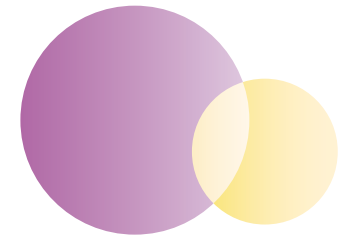
UNMONASTERY

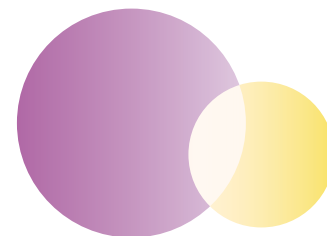
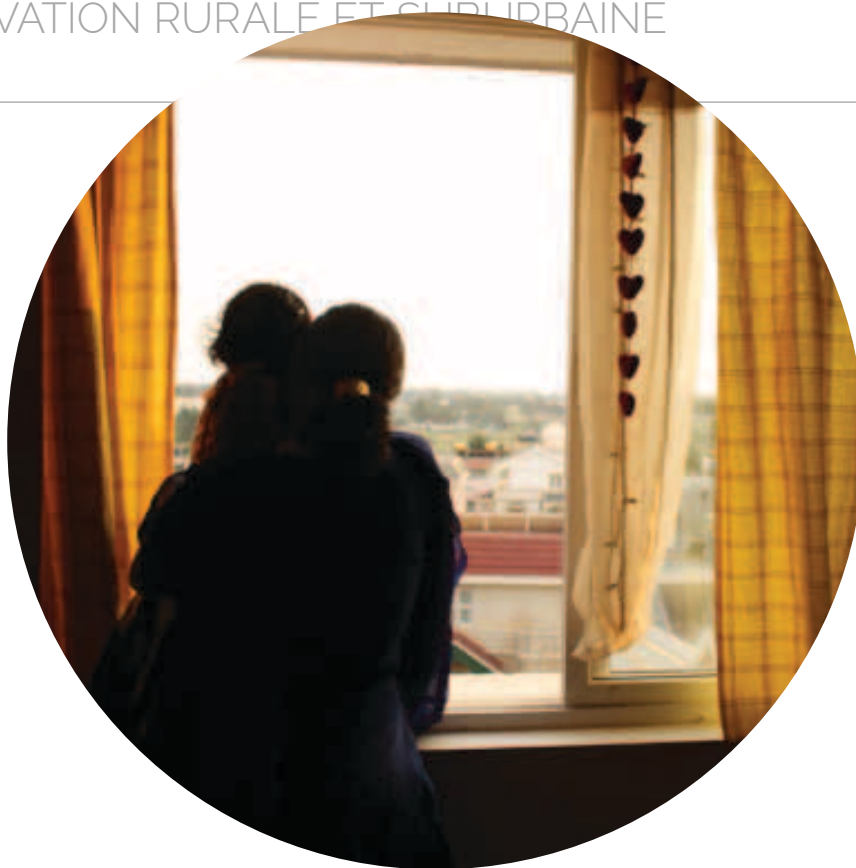
MATERA, ITALIE

www.unmonastery.eu

@unMonastery

unMonastery est comme une résidence d'artiste un peu spéciale. Des individus hautement motivés et qualifiés sont placés avec des communautés qui ont besoin d'un coup de pouce. Les résidences durent de 1 à 4 mois, durant lesquels les 'non-monastériens' travaillent sur un projet personnel, qui peut aller d'une start-up à une nouvelle initiative citoyenne, et reçoivent un logement gratuit et une rémunération de 400 € par mois. L'idée est de reproduire le meilleur des fonctions sociales d'un monastère traditionnel : donner à ses membres une mission à accomplir, une chance de développer des rapports étroits avec d'autres membres et l'élimination du besoin de générer un revenu pendant la durée de leur séjour. Le premier projet pilote doit être lancé en janvier 2014 dans la ville de Matera, en Italie.





OUT MY WINDOW

AFRIQUE DU SUD, BRÉSIL, CAMBODGE,
CANADA, CUBA, ÉTATS-UNIS, INDE,
LIBAN, PAYS-BAS, RÉPUBLIQUE TCHÈQUE,
TAIWAN, TURQUIE

highrise.nfb.ca

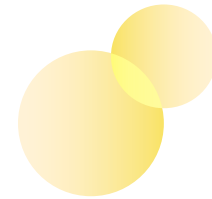
Out My Window est le premier projet de grande ampleur de Highrise, une expérience documentaire collaborative multimédia filmée par Katerina Cizek pour l'Office national du film du Canada. Le projet explore la vie dans la forme construite la plus commune du siècle dernier : l'immeuble résidentiel en béton. Avec plus de 90 minutes de film à explorer, Out My Window comprend 49 histoires de 13 villes différentes – racontées en 13 langues – où les résidents s'accrochent à leur communauté pour trouver un sens dans les ruines du modernisme. Le projet a été couronné de succès, avec un Emmy Award à son palmarès et une collaboration innovante avec le New York Times en cours de réalisation. Highrise, l'un des premiers documentaires interactifs filmés à 360°, explore le rôle que le processus de documentation peut jouer dans l'innovation sociale, au-delà du simple mécanisme d'archive, et en même temps contribue à redéfinir notre nature d'espèce urbaine à l'aube du 21^{ème} siècle.

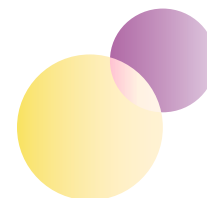
STRIP APPEAL

ALBERTA, CANADA

www.strip-appeal.com

En Amérique du Nord, les centres commerciaux de taille moyenne étaient autrefois considérés comme des centres d'activité commerciale locale. De nos jours, ce sont des espaces mal définis et sous-utilisés qui ont désespérément besoin d'un nouveau souffle de vie. Strip Appeal est une compétition de design et une exposition itinérante conçue pour stimuler l'imagination et présenter des propositions de design créatives pour des centres commerciaux situés dans la province canadienne de l'Alberta. En 2012, le projet a fait appel à des architectes, à des designers et au grand public pour recevoir des idées novatrices qui réinventent l'esthétique et adaptent la fonction de ces espaces pour imaginer de nouvelles possibilités de lieux de vie de quartier et rendre les banlieues plus piétonnes et plus durables.





WE CARE SOLAR

ÉTATS-UNIS, HAÏTI, LIBÉRIA, NIGÉRIA ET
21 AUTRES PAYS

www.wecaresolar.org

@WeCareSolar

WE CARE Solar (un acronyme pour Women's Emergency Communication and Reliable Electricity) est un système de panneau solaire compact qui tient dans une simple valise. Cette innovation permet de fournir des équipements médicaux portables et abordables à des cliniques qui souffrent de problèmes d'approvisionnement en électricité. Les valises WE CARE sont équipées d'une lampe, de talkies-walkies, de matériel médical d'urgence et d'un système de communication mobile qui rend les opérations chirurgicales plus sûres et réduit les risques de mortalité maternelle. A ce jour, plus de 300 valises solaires ont été distribuées dans des pays tels qu'Haïti (où elles étaient utilisées par les équipes d'urgence pendant le tremblement de terre de 2010) pour aider les agents de santé à prendre soin des patients qui souffrent de complications obstétriques. Grâce à WE CARE, les équipes médicales se sentent plus capable de mener à bien des soins compliqués et n'ont plus à redouter le travail de nuit.

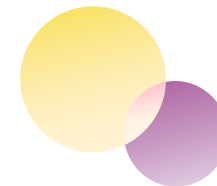
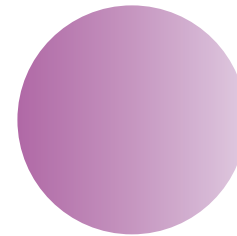
CASA NETURAL

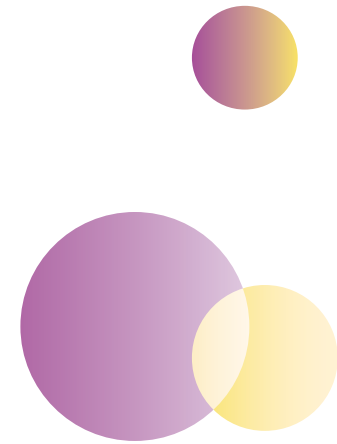
MATERA, ITALIE

www.benetural.com

@CasaNetural

Casa Netural, ou « maison neutre » en italien, est un espace partagé de vie et de travail au cœur de Matera, en Italie. C'est la première entreprise sociale italienne à faire venir à la campagne le type de talent créatif que l'on trouve en abondance dans les centres urbains, créant ainsi des opportunités pour les professionnels locaux (et internationaux) de travailler sur de nouveaux projets, d'étendre leur réseau et d'augmenter leur impact social. Casa Netural a été conçue pour être aussi proche de la neutralité carbone que possible et organise régulièrement des ateliers pour transmettre les compétences de la durabilité, repenser l'utilisation des espaces publics et partager des idées d'investissement local.





CITIZEN'S INSTITUTE ON RURAL DESIGN

ÉTATS-UNIS

www.rural-design.org

Le design rural est une méthode efficace pour les petites collectivités pour leur permettre de mettre en valeur leur patrimoine et améliorer leur qualité de vie. Le Citizens' Institute on Rural Design, un partenariat entre le Ministère de l'agriculture des États-Unis et l'association Projet for Public Spaces, propose aux collectivités rurales la chance de résoudre des problèmes locaux par une approche basée sur le design. L'Institut offre le support technique et l'expertise nécessaires pour réaliser ces idées et propose également un concours de bourses pour encourager la création de solution de design innovantes pour les populations de moins de 50 000 habitants.

52 SUBURBS AROUND THE WORLD

ALLEMAGNE, AUSTRALIE, CHINE,
ÉTATS-UNIS, FRANCE, INDE, ITALIE,
JAPON, NOUVELLE ZÉLANDE, TURQUIE

52suburbs.com

@52suburbs

52 Suburbs a été conçu par Louise Hawson, une photographe australienne qui s'intéresse à la face cachée des grandes villes. En 2009, se sentant étrangère à sa propre ville, Hawson décida de passer un an à photographier une banlieue différente de Sidney par semaine. A partir de ce projet, elle se lança en 2012 dans une expédition encore plus ambitieuse avec sa fille. 52 Suburbs Around the World (52 banlieues du monde) est un regard sur la 'vraie vie' des quartiers en périphérie de ville comme Hong Kong, Paris et Tokyo, nous permettant de voir ce que se passe en dehors des circuits touristiques. Le projet a déjà donné lieu à un livre et à une exposition, et deux nouvelles publications devraient bientôt s'ajouter à cette liste.







ÉNERGIE COMMUNAUTAIRE



ALIMENTER LA REVOLUTION ENERGETIQUE

Article de Laura Tozer

En 2012, surplombant la West Bay sur la magnifique île Manitoulin au Canada, la communauté de la Première nation M'Chigeeng a célébré l'inauguration de leur projet éolien de 4 MW. C'était alors le premier projet éolien à appartenir à 100% à une Première nation construit dans la province canadienne de l'Ontario. La communauté a passé des années à mener ce projet à bien, porteur de développement économique local, de création d'emploi dans la communauté et de vision environnementale. Un jour d'été en 2012, la communauté fêtait son succès avec une cérémonie traditionnelle du lever de soleil dans l'ombre de la paire d'éoliennes qui font désormais partie intégrante de leur vie.

En 1997, une île danoise balayée par le vent et comptant environ 4 000 habitants s'inscrivit à une compétition nationale pour devenir la première île entièrement alimentée par de l'énergie renouvelable. Ils remportèrent le concours. Les résidents de la communauté se prirent d'engouement pour le projet – particulièrement emballés par la perspective de création d'emplois locaux – et érigèrent au final 21 éoliennes sur leur île. Des citoyens ordinaires sont copropriétaires de 20 d'entre elles et se partagent un revenu de plus de \$8 millions par an. Ces jours-ci, les résidents de l'île de Samsø exportent leur surplus d'énergie verte, et ils ont également construit des réseaux de chaleur fonctionnant au bois ou à la paille,

produisent du biocarburant et installent des panneaux solaires et des pompes à chaleur.

Ces histoires nous parlent de résilience énergétique communautaire.

Il devient urgent de reconstruire les systèmes énergétiques desquels dépendent nos communautés. Les systèmes actuels reposent sur des chaînes d'approvisionnement précaires qui s'étirent le long de la planète et rejettent des quantités énormes de pollution atmosphérique liée au réchauffement climatique. Alors que les communautés savent déjà que ce système n'est pas durable, certaines ont commencé à modifier le leur pour augmenter leur résilience énergétique, comme la Première nation M'Chigeeng et l'île de Samsø.

La gestion énergétique au niveau du gouvernement local recouvre un large champ : de l'efficacité de l'environnement bâti au transport et à l'infrastructure de production énergétique. Les gouvernements locaux, les associations et les citoyens individuels peuvent tous réaliser des progrès significatifs pour leurs communautés, mais il est également essentiel qu'ils soient soutenus par leurs gouvernements régionaux et nationaux.

Autre élément clé dans le domaine de la résilience énergétique communautaire, les coopératives citoyennes d'énergie renouvelable, qui mettent en œuvre des projets

de production d'énergie renouvelable portés et gérés par des groupes de citoyens. En Allemagne, plus de la moitié des équipements d'énergie renouvelable sont propriété citoyenne. Beaucoup de projets appartiennent à des coopératives rurales qui ont assemblé un total de plus d'un milliard de dollars en capital privé pour investir dans des projets d'énergie renouvelable.

Des citoyens ordinaires peuvent également contribuer de façon isolée à la résilience énergétique de leur communauté. Nous savons généralement qu'on peut réaliser des économies substantielles en améliorant la performance énergétique d'un bâtiment, mais les citoyens peuvent également se faire producteurs d'électricité. Des panneaux photovoltaïques peuvent être installés par des agriculteurs, qui diversifient leurs opérations en récoltant non seulement du blé et du soja, mais également de l'énergie solaire.

Les membres d'une communauté peuvent moderniser leur système de production énergétique, mais seulement jusqu'à un certain point. Les politiques mises en place par les gouvernements régionaux et nationaux jouent un rôle critique pour permettre un véritable changement. Les agriculteurs ne peuvent pas injecter leur production d'énergie solaire renouvelable dans le réseau public en l'absence de politique de soutien. Des mesures telles qu'un tarif de rachat pour l'énergie renouvelable permettent aux communautés de construire un réseau de production d'électricité décentralisé, distribué, renouvelable et résilient.

Une communauté qui prend en compte sa vulnérabilité énergétique et fait le nécessaire pour remédier aux trous les plus visibles dans sa cuirasse se dirige vers un système plus stable et résilient. C'est une communauté plus riche en opportunités économiques locales. C'est une communauté qui répond à ses propres besoins de manière efficace, sans gaspiller de ressources. C'est une communauté qui se donne les moyens de la durabilité.



Laura Tozer

Fondatrice, Decarbon Strategies

Laura Tozer est une scientifique environnementale spécialiste des questions de politiques nationales et locales. Elle a occupé le poste de Directrice des opérations au **Community Energy Partnerships Program**, et a étudié l'adaptation au changement climatique pour le **Global Environmental Change Research Group**. Elle prépare actuellement une thèse de doctorat sur la réduction des effets du changement climatique en milieu urbain.

→ www.lauratozer.com

🐦 [@LMTozer](https://twitter.com/LMTozer)



SOLAR SCHOOLS

ROYAUME-UNI

www.solarschools.org.uk

@1010

Solar Schools est une association qui installe de l'énergie propre dans les salles de classe du Royaume-Uni. Les institutions participantes établissent des objectifs de levée de fonds pour leurs propres panneaux solaires puis lancent une campagne de financement participatif pour les acheter. L'organisme, qui en est déjà à son second cycle, aide les écoles à surmonter les barrières financières au déploiement de l'énergie renouvelable en mettant à leur disposition les méthodes, la formation et le soutien qui facilitent leur passage à l'indépendance énergétique. De cette manière, les étudiants peuvent comprendre le développement durable de façon directe et pratique, et les écoles peuvent investir leurs économies dans des activités extracurriculaires (un gain considérable en ces temps de coupes budgétaires). Jusqu'à présent, les écoles ont obtenu plus de £100 000 en seulement un trimestre et ont reçu les louanges du parlement britannique ainsi que plusieurs prix pour récompenser leurs efforts.

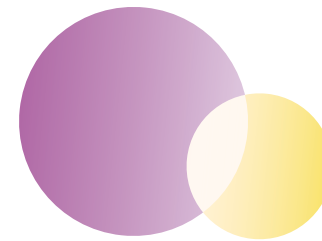
SUN COUNTRY HIGHWAY

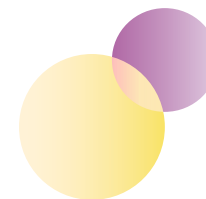
CANADA

www.suncountryhighway.ca

@SunCountryHwy

Sun Country Highway a pour but d'accélérer le taux d'adoption des véhicules électriques en créant l'infrastructure nécessaire à la croissance du transport 'zéro émission'. Partant du fait que les routes sont une ressource partagée au potentiel énorme, la compagnie a récemment installé le plus long réseau au monde de bornes de recharge sur la route Transcanadienne. Le manque d'infrastructure est reconnu comme un obstacle majeur à la prolifération des véhicules électriques, et Sun Country Highway se concentre surtout sur les lieux typiquement négligés par les investisseurs en travaillant avec les municipalités et les entreprises privées pour rendre cette technologie accessible à tous. Les conducteurs peuvent consulter la carte en ligne régulièrement mise à jour pour trouver des bornes près d'eux et peuvent également se servir du calculateur d'itinéraire adapté aux véhicules électriques pour planifier de longs trajets.





FOCUS THE NATION

ÉTATS-UNIS
focusthenation.org
[@FocusTheNation](https://twitter.com/FocusTheNation)

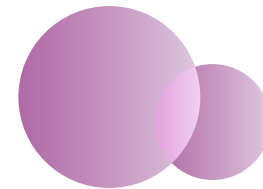
Les jeunes sont touchés de manière disproportionnée par les conséquences du réchauffement de la planète. Il n'est donc pas surprenant de les voir bien souvent en tête de file des solutions climatiques innovantes. Focus the Nation est un mouvement qui a pour but d'aider plus de 300 000 jeunes à faire passer le pays à l'énergie propre. Organisées en quatre profils d'action – techniciens, innovateurs, politiques et conteurs – les activités de Focus the Nation sont concentrées sur la facilitation des capacités civiques et des systèmes de pensée qui forment les bases de la force de travail de l'avenir. Ses activités comprennent les Clean Energy Forums et les projets de campus ; des subventions pour les jeunes innovateurs particulièrement motivés ; des programmes pour les futurs militants ; et le développement de matériels tels que *The WATT ?*, un e-book qui explique les nouveaux enjeux énergétiques aux jeunes.

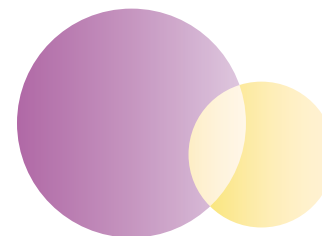
THE TOKELAU RENEWABLE ENERGY PROJECT

TOKELAU, NOUVELLE ZÉLANDE

bit.ly/16STo7u

L'archipel isolé de Tokelau a fait l'actualité quand le gouvernement de la Nouvelle-Zélande a annoncé un projet de 7 millions de dollars pour faciliter sa transition vers l'énergie solaire. Tokelau, un territoire sous souveraineté néo-zélandaise dans le Pacifique-Sud, dépend d'un approvisionnement annuel de 2 000 barils de pétrole pour satisfaire ses besoins énergétiques. Le nouveau système photovoltaïque est conçu pour résister aux bourrasques, aux températures élevées et à la corrosion atmosphérique ainsi que pour fournir une alternative propre, sûre et constante aux combustibles fossiles. Grâce à cet investissement, les communautés de Tokelau vont bientôt pouvoir tirer parti d'une ressource locale abondante et faire grimper leur taux d'énergie renouvelable de 0 à 90% d'un seul coup.





GROUNDSWELL

WASHINGTON (DC), ÉTATS-UNIS

www.groundswell.org

@Grndswell

Groundswell a pour mission de se servir de la somme du pouvoir économique des groupes de résidents pour combattre les inégalités économiques et la dégradation écologique. Parmi les activités de l'organisme, le Community Power Program, fondé sur une approche de partenariat, est une collaboration avec des communautés religieuses pour optimiser leur pouvoir d'achat collectif et garantir des prix bas pour leur approvisionnement en énergie propre. Le Strong Home Program permet à Groundswell d'aller encore plus loin pour ses membres en coordonnant leur diagnostic et mise à niveau de performance énergétique, leur permettant ainsi de réinvestir les économies réalisées dans des infrastructures collectives très efficaces. A ce jour, Groundswell a travaillé avec plus de 120 groupes et 1 000 familles et leur a permis d'économiser plus de 700 000 dollars sur leurs coûts énergétiques.

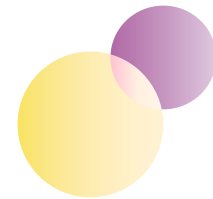
EVERY ROOFTOP

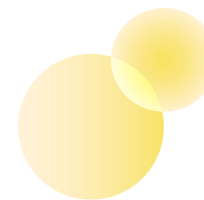
AUSTRALIE

www.flickr.com/photos/ari/4055625811

@EveryRooftop

Every Rooftop est le tout premier dispositif de location de panneaux solaires pour les particuliers. Le projet, géré par Green Cross Australia, une ONG environnementale locale, est une initiative innovante qui rend l'énergie solaire accessible aux foyers australiens sans passer par des investissements hors de prix ou des subventions gouvernementales compliquées. Avec un bail de location, les coûts initiaux sont réduits ou même éliminés, ce qui permet d'économiser sur le coût de l'énergie dès le départ. Le dispositif est fondé sur un système de recommandation qui rétribue les participants qui font connaître Every Rooftop à de nouveaux clients et fournit en même temps une commission à l'organisme, ce qui contribue à la croissance de ses activités d'éducation environnementale et de résilience aux catastrophes.





SOLAR SISTER

NIGERIA, RWANDA, SOUDAN DU
SUD, TANZANIE, UGANDA

www.solarsister.org

@Solar_Sister

Solar Sister est une entreprise sociale qui offre aux femmes des formations et conseils pour créer des micro-entreprises alimentées par l'énergie solaire qui produisent à la fois un revenu et de l'énergie renouvelable pour leurs familles. Les 'solar sisters' ('sœurs solaires') participantes apprennent à faire fonctionner et à entretenir leur propre source d'énergie solaire et sont conseillées dans leurs efforts entrepreneuriaux. Soutenus par la force de ce réseau 'pour les femmes et par les femmes', les projets prospèrent grâce aux liens familiaux, amicaux et de voisinage. Solar Sisters repose sur la conviction que les relations à long terme créent une atmosphère de confiance et de compréhension mutuelle qui permet de partager le savoir et le matériel technologique.

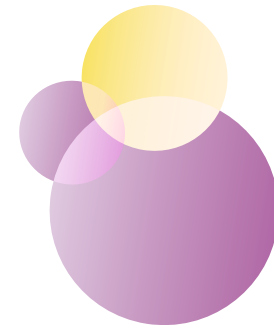
GREAT OUTDOOR GYM COMPANY

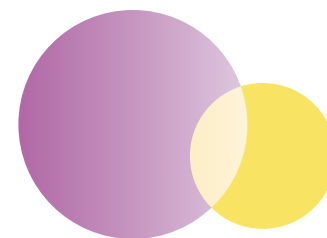
ROYAUME-UNI

www.tgogc.com

@TGO_OutdoorGyms

The Great Outdoor Gym Company (TGOGC) est le premier système d'équipement sportif au monde à transformer les exercices cardiovasculaires en électricité (de l'« énergie populaire » au sens littéral !). Ses zones d'entraînement en plein air sont conçues sans barrières pour être accessibles à tous et peuvent être utilisées jour et nuit pour alimenter l'éclairage de rue. A ce jour, 390 équipements sportifs ont été installés dans des parcs, des écoles et des espaces de quartier dans tout le Royaume-Uni, invitant spécialement les enfants, personnes âgées et populations marginalisées à améliorer leur forme physique. Les équipements utilisés par TGOGC, entièrement fabriqués au Royaume-Uni, sont désormais déclinés en plusieurs kits et modèles pour s'adapter à différents budgets et vont bientôt être accompagnés d'une application d'entraînement personnalisé.





MOSAIC

ÉTATS-UNIS

www.joinmosaic.com

@SolarMosaic

Mosaic est une plateforme qui relie les investisseurs individuels à des projets d'énergie solaire qui ont besoin de capital. Cofondé par Billy Parish, un jeune militant environnemental, Mosaic a pour but de démocratiser l'accès et de réduire les barrières à l'investissement dans l'énergie renouvelable. Le coût de l'énergie solaire a chuté de 80% au cours des cinq dernières années, ce qui la rend comparable (sinon moins chère) à l'énergie tirée des combustibles fossiles. Le problème, cependant, est de trouver des ressources pour financer cette énergie propre. Par un système de marché en ligne, Mosaic encourage le financement participatif de projets d'énergie solaire tout en modifiant radicalement la façon dont ils sont financés. L'année de son lancement, la demande pour l'énergie renouvelable était si élevée que Mosaic a vendu la totalité des actions de ses projets publics en 24 heures, réunissant plus de 300 000 dollars pour des projets partout aux États-Unis. A ce jour, Mosaic a levé 1,1 millions de dollars provenant de plus de 700 investisseurs et a financé douze centrales photovoltaïques en toiture en Californie, en Arizona et au New Jersey.

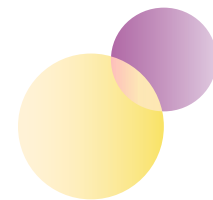
PEDAL CAFÉ

ROYAUME-UNI

www.pedalcafe.co.uk

@Pedal_Cafe

Vous aimez autant l'énergie renouvelable que les discussions autour d'un café ? Pedal Café est une initiative née au sud du Pays de Galle qui combine une passion pour le développement durable avec des outils pédagogiques fabriqués à partir d'objets endommagés. Parmi les inventions, on compte le Vélo Mixeur, qui se transforme en café temporaire ; un jeu de Vélo Bingo pour les activités sociales ; et un système de Vélo Cinéma. Que ce soit pour mixer un smoothie, projeter un film ou animer un jeu de bingo, l'équipe du Pedal Café va d'événements en foires et de foires en festivals pour promouvoir le cyclisme et le développement durable de manière amusante et surprenante, en offrant des ateliers qui vont du recyclage à l'assemblage de simples circuits électriques.



do you
talk to
your
neighbors?

yes

no

yes

yes

yes

yes

no

no

no

no



BIEN-ÊTRE + BIEN COMMUN



DE L'IMPORTANCE DE MESURER LE BIEN-ÊTRE EN VILLE

Article de Juliet Michaelson

Depuis quelque temps, la notion de mesure du bien-être des populations intéresse de plus en plus les décideurs politiques au niveau international, national et municipal, avec des leaders mondiaux comme Ban Ki-Moon, Secrétaire général des Nations Unies, qui soulignent l'importance d'indicateurs robustes pour mesurer le bien-être.

Alors, pourquoi est-il si important de mesurer le bien-être ? Voici cinq raisons essentielles.

1. Les indicateurs de bien-être

Nous disposons désormais de preuves multiples qu'il est possible de mesurer efficacement ce que les gens pensent de leur propre vie, en utilisant des indicateurs qui convergent avec d'autres types de données. Ces mesures nous donnent des informations directes sur nos vies que des mesures de substitutions – comme les dépenses en produits ou services – ne peuvent pas nous fournir.

2. Mesurer le bien-être élargit le champ de politiques trop étroites

Les politiciens ont tellement l'habitude d'utiliser les indices de croissance pour juger de leur succès ou de leur échec que leur champ d'action s'est extrêmement rétréci. Maximiser la croissance du PIB ne veut pas dire que l'on réduit de graves inégalités économiques, que l'on s'assure que les gens ont un

travail qui les satisfait et dont les attentes sont raisonnables, ou qu'ils ont accès à un système éducatif qui les prépare pour la vie et non pas simplement pour le marché du travail.

3. Les gens considèrent le bien-être comme un but pour le gouvernement et pour eux-mêmes

Cela fait longtemps que nous savons que les gens considèrent que le bien-être est un objectif gouvernemental important. Selon un sondage de la BBC en 2006, 81% de la population britannique est d'avis que l'objectif principal du gouvernement devrait être d'assurer 'plus de bonheur' plutôt que 'plus de richesse'. Un sondage similaire en France en 2012 a révélé que 89% de la population pensent que le bien-être pourrait constituer un but commun pour l'avenir. Et des statistiques recueillies récemment par l'OCDE montrent que les gens considèrent la satisfaction et la santé comme les deux plus importants critères de qualité de vie.

4. Les indicateurs de bien-être améliorent la qualité des décisions prises en notre nom

Les décisions prises au niveau gouvernemental ont un impact profond sur nos vies ; c'est pourquoi ceux qui prennent ces décisions de notre part devraient avoir accès aux indicateurs les plus fiables possibles pour évaluer les conséquences positives ou négatives de ces décisions. Les mesures de bien-être révèlent des liens entre le bien-être et toutes sortes

d'autres aspects de la vie quotidienne qui sont touchés par les décisions politiques, y compris le statut professionnel, les conditions de logement et la pollution atmosphérique. Pour citer une source du gouvernement britannique s'exprimant au moment du lancement du programme national de bien-être au Royaume-Uni : « La prochaine fois que nous nous livrons à un examen détaillé du budget, n'essayons pas de deviner les effets de diverses politiques sur le bien-être de gens. Efforçons-nous de le savoir. »¹

5. Mesurer le bien-être est une approche fondamentalement démocratique

Mesurer directement ce que les gens pensent de leur vie diminue le besoin de recourir à des 'experts' pour décider ce qui compte pour eux – et donne voix aux citoyens directement au cœur du système politique. Les mesures de bien-être nous permettent de juger par nous-mêmes des différents aspects de notre vie pour effectuer un 'jugement direct personnel', plutôt que de réfléchir à 'ce qui définit une vie agréable d'après les spécialistes ou les gouvernements'². Ils introduisent une approche fondamentalement démocratique dans l'élaboration des politiques.

Porter attention explicitement au bien-être peut aider nos villes à prendre des décisions sur l'allocation des ressources et la gestion des compromis pour améliorer nos vies de la façon la plus efficace possible. Il n'est donc pas surprenant de voir que nous commençons à constater des actions sincères au niveau municipal. Santa Monica, en Californie, s'est vue attribuer \$1 million par le 'Défis des maires' parrainé par Bloomberg Philanthropies pour créer un indice de référence du bien-être, et le projet Happy City à Bristol, au Royaume-Uni, est en train de développer son 'Happy City Index'. A nef, nous espérons que de nombreuses villes dans le monde entier vont suivre leur exemple, pour s'assurer qu'elles fassent tout leur possible pour offrir de belles vies à leurs habitants.



Juliet Michaelson

Chargée de recherche au Centre for Wellbeing de nef

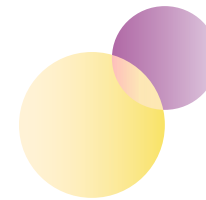
Juliet est Chargée de recherche et Coordinatrice des programmes au Centre for Wellbeing de nef. Elle dirige des projets de recherche qui explorent la mesure du bien-être et ses conséquences sur les décisions politiques, y compris des recherches sur les National Accounts of Wellbeing (Comptabilité Nationale du Bien-être) et le Happy Planet Index (indice de la planète heureuse).

→ www.neweconomics.org/issues/entry/well-being

🐦 @NEFWellbeing

1. Stratton A (2010, November 15) UK happiness index to gauge national mood. *The Guardian*, p1.

2. Helliwell JF, Layard R et Sachs JD (2012) *World Happiness Report*. New York: The Earth Institute, Columbia University.



BICICLOTECA

SÃO PAULO, BRÉSIL
biciclotecas.wordpress.com

Bicicloteca est un vélo équipé d'une petite bibliothèque qui circule dans la ville de São Paulo. Robson Mendonça, un bibliothécaire de 61 ans anciennement sans-abri, a créé ce projet pour encourager la lecture auprès des populations marginalisées – surtout ceux qui ne peuvent pas fournir les justificatif de domicile et papiers d'identité requis par les bibliothèques pour pouvoir emprunter des livres. Jusqu'à présent, la Bicicloteca a effectué plus de 107 000 prêts sans aucune procédure bureaucratique, grâce à une collection de plus de 30 000 livres. Cette initiative fait désormais partie du Instituto Mobilidade Verde (Institut de mobilité verte), une ONG qui s'intéresse à des modes de transport urbain alternatifs et durables. Bicicloteca prête aussi des livres en braille pour les malvoyants, organise des activités sur les places publiques et fournit un accès Internet gratuit alimenté à l'énergie solaire partout où elle va.

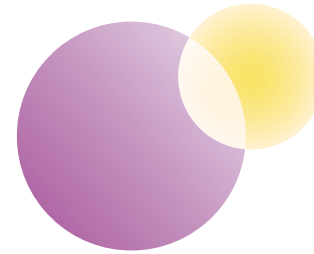
NATURE SACRED

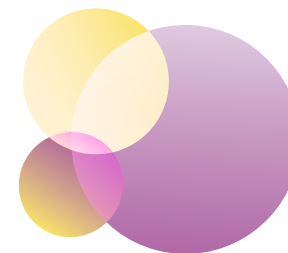
ÉTATS-UNIS

naturesacred.org

@NatureSacred

Le bien-être individuel et collectif sont liés plus intimement à la nature qu'on n'y pense généralement. Depuis 20 ans, Nature Sacred crée des espaces verts où les gens peuvent s'isoler du stress de la vie urbaine et profiter d'un train de vie plus lent. Au cours des années, l'organisation a construit des dizaines de Lieux Sacrés – des espaces en plein air pour se retrouver et se ressourcer – sur des campus universitaires, dans des quartiers difficiles, des hôpitaux et des prisons. Ces espaces sont considérés comme des lieux versatiles de l'infrastructure urbaine essentiels au bien-être collectif, à l'expression personnelle et à la résilience. Aujourd'hui, Nature Sacred est en train d'investir 4,5 millions de dollars dans six nouveaux projets et va travailler avec une équipe interdisciplinaire de recherche pour mesurer de façon rigoureuse les effets des vertus thérapeutiques de la nature.





BAREFOOT ACUPUNCTURISTS

MUMBAI, INDE

www.barefootacupuncturists.com/en/about-us.html

Partout dans le monde, les populations vulnérables sont bien souvent trop pauvres pour pouvoir accéder à des soins de santé efficaces. Barefoot Acupuncturists est une association à but non lucratif qui offre des traitements d'acupuncture gratuits ainsi que des séances de formation à des populations qui souffrent de maladies chroniques. Son but est d'aider les citoyens en situation précaire et les résidents ruraux à gagner plus d'autonomie sur leur propre santé. En s'appuyant sur des savoir-faire locaux et des traditions médicales, Barefoot Acupuncturists donne la priorité à la formation pour que les communautés concernées puissent à leur tour devenir ce qu'ils appellent des « acupuncteurs humanitaires », des praticiens qui peuvent offrir des options de traitement variées et abordables à ceux dans le besoin.

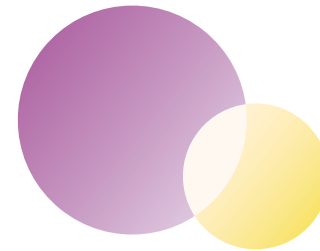
HAPPY PLANET INDEX

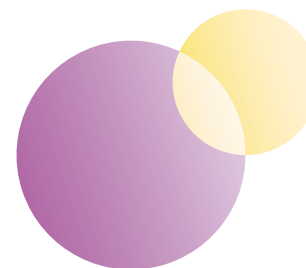
INTERNATIONAL

www.happyplanetindex.org

@nefWellBeing

La plupart des mesures de progrès à l'échelle nationale sont en fait des mesures d'activité économique – quelles quantités sont produites ou consommées. En utilisant uniquement des indicateurs comme le PIB pour mesurer la performance et le succès, nous ne prenons pas en considération ce qui compte vraiment : des vies pleines de bonheur, maintenant et pour l'avenir. Le Happy Planet Index (HPI) a été créé par Nic Marks, fondateur du Centre for Well-being à la new economics foundation, pour mesurer des valeurs telles que l'espérance de vie, le bien-être vécu et l'impact environnemental. Ces indicateurs servent à fournir une image plus précise de la capacité d'un pays à permettre à sa population de vivre longtemps et agréablement. Depuis 2006, nef a publié trois classements d'indices de Happy Planet pour plus de 150 pays et en appelle désormais aux dirigeants mondiaux et aux Nations Unies pour développer un cadre similaire qui place le bien-être au cœur des prises de décisions sociales et économiques.





THE CIRCLE MOVEMENT

ROYAUME-UNI

www.participe.net/projects/view/5/101

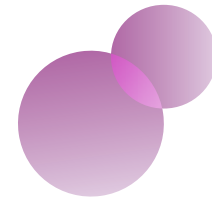
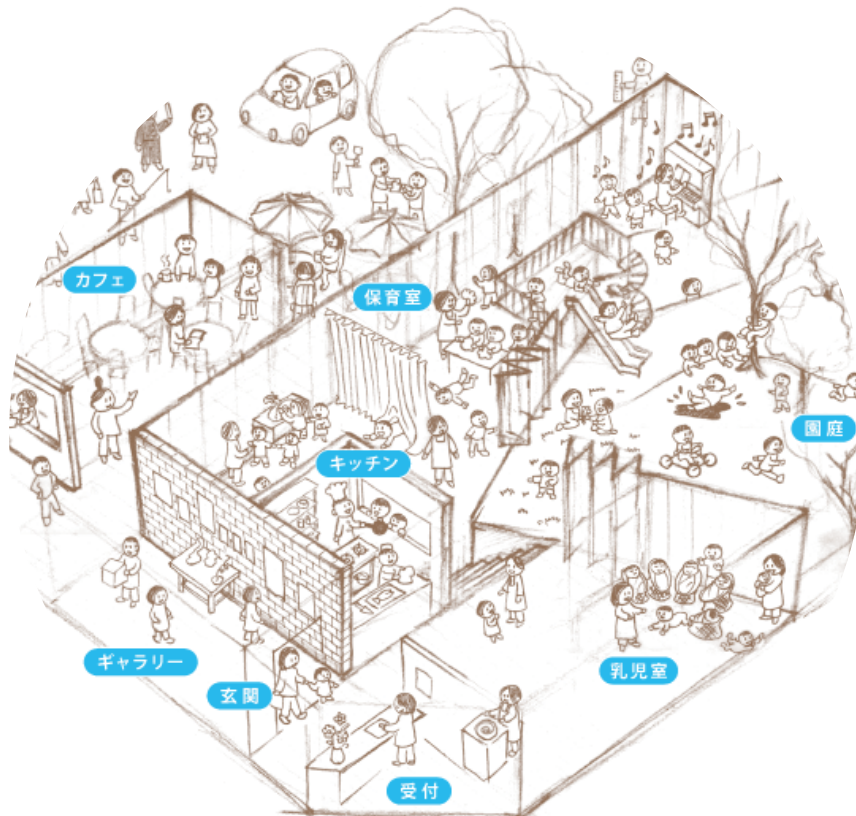
@WeAreParticipe

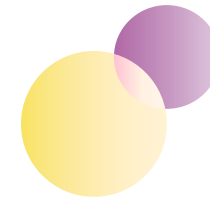
La population britannique vieillit, avec de lourdes conséquences sur le financement et l'accès aux services publics sur l'ensemble du territoire. Un des problèmes majeurs est celui des soins de santé pour le troisième âge : comment le pays pourra-t-il s'occuper d'un nombre toujours croissant de personnes âgées - et qui va payer ? Circle choisit une définition des soins et de la vieillesse qui élargit les ressources disponibles pour combiner les secteurs public, privé et bénévole et faciliter un changement radical dans la prestation des services. En tant qu'association d'adhérents, Circle travaille avec des acteurs divers pour pouvoir satisfaire les besoins et souhaits des personnes âgées et leur offrir plus d'autonomie, des réseaux sociaux renforcés et une plus grande motivation. D'abord développé en partenariat avec 250 usagers, les Circles se sont propagés dans tous le pays et ont attiré l'attention de la communauté internationale au point d'être reconnu comme une approche innovante exemplaire dans le domaine du vieillissement.

MACHI NO HOIKUEN

JAPON
machihoiku.jp

Machi no Hoikuen est une crèche à multiples fonctions qui attire des résidents de tous âges grâce à sa galerie d'art et son café. Cet équipement a été conçu pour contribuer au bien-être des enfants du quartier en encourageant les interactions sociales et les échanges. L'élan de départ est venu d'un bâtiment innovant imaginé par des architectes japonais, mais ce sont les rapports riches et profonds qui en sont nés qui assurent le véritable succès du centre. Machi no Hoiken est désormais un lieu incontournable de la vie des quartiers Roppongi et Nerima à Tokyo.





INNOSEV

EUROPE

www.inno-serv.eu

@InnoservProject

Innoserv est une communauté en ligne qui rassemble des représentants de la recherche, de l'action de terrain et de la politique pour partager les dernières innovations en matière de prestation de service. Mettant l'accent particulièrement sur les contributions multilatérales et les cadres émergents de politiques ouvertes, la plateforme est conçue pour faciliter des échanges et combler les lacunes qui existent souvent entre l'élaboration et la mise en œuvre des politiques ; elle sert également à créer des liens avec un large éventail d'utilisateurs. Les membres peuvent évaluer ensemble des tendances récentes, identifier des opportunités d'échange de savoir et proposer des questions à étudier et des méthodes pour les explorer.

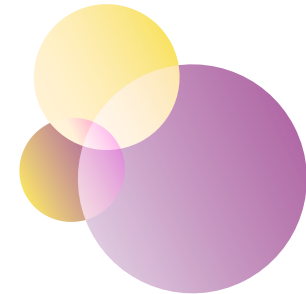
THEATRUM MUNDI

LONDRES, ROYAUME-UNI & NEW YORK
CITY, ÉTATS-UNIS

theatrum-mundi.org

@TheatrumM

Theatrum Mundi est un groupe d'universitaires, architectes, urbanistes et artistes qui ont pour objectif de stimuler le débat sur les liens entre la ville et le spectacle vivant. A la fois provocateurs et médiateurs, les membres du réseau – qui bénéficient du soutien de conseillers tels que Richard Sennett, Saskia Sassen et Geoff Mulgan – explorent des questions propres à l'urbanité de nos villes, de Londres, New York, Francfort, Berlin et Copenhague à Rio de Janeiro. Depuis 2012, les ateliers, salons, expositions et conférences organisés par Theatrum Mundi ont rencontré un vif succès et ont permis de partager des observations précieuses sur les liens entre scène et rue.





AFRICA YOGA PROJECT

KENYA

www.africayogaproject.org

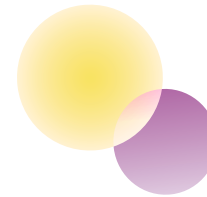
@AfricaYoga

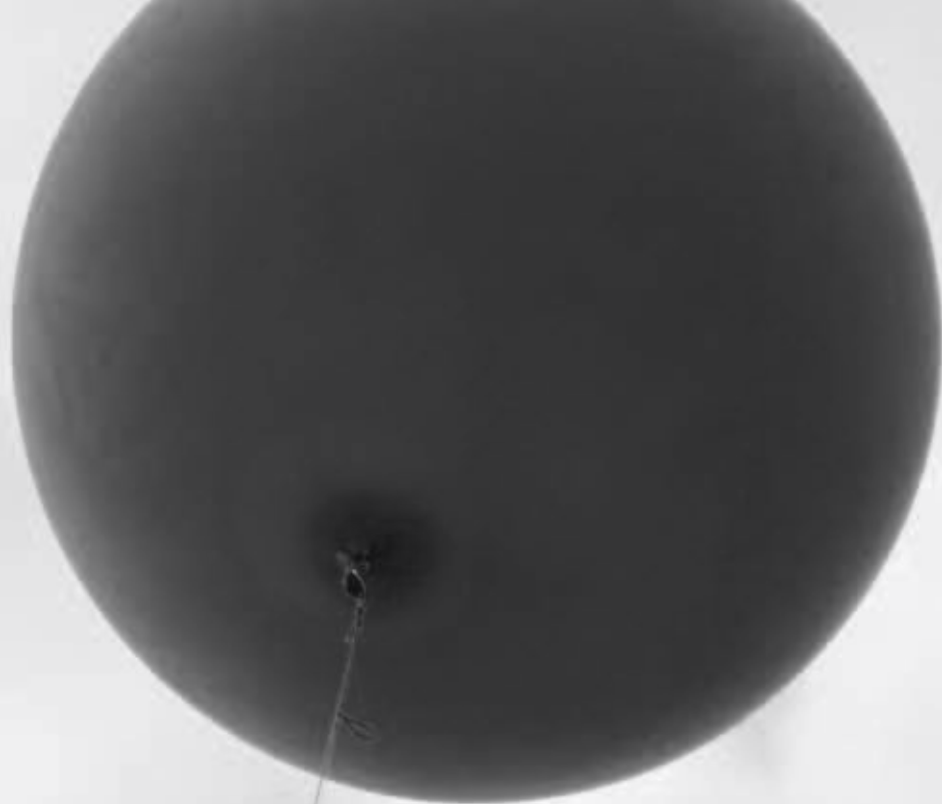
Africa Yoga Project s'inspire du yoga comme voie de transformation personnelle pour offrir aux jeunes des chances de devenir plus autonomes et responsables. Lancé en 2007 dans des régions pauvres du Kenya, le projet se sert du yoga et des arts du mouvement comme méthodes de développement et d'apprentissage par l'expérience. A ce jour, plus de 5 000 individus prennent part à plus de 250 classes hebdomadaires de yoga dans 80 lieux différents. Les participants retirent de nombreux bienfaits de leur pratique, y compris un sens de contrôle de soi, un apaisement émotionnel et une santé physique plus vigoureuse. L'organisme a également formé plus de 50 jeunes qui gagnent désormais leur vie en enseignant le yoga à des gens qui n'auraient pas la chance de pouvoir en profiter si le projet n'existait pas.

PROJECT INGEBORG

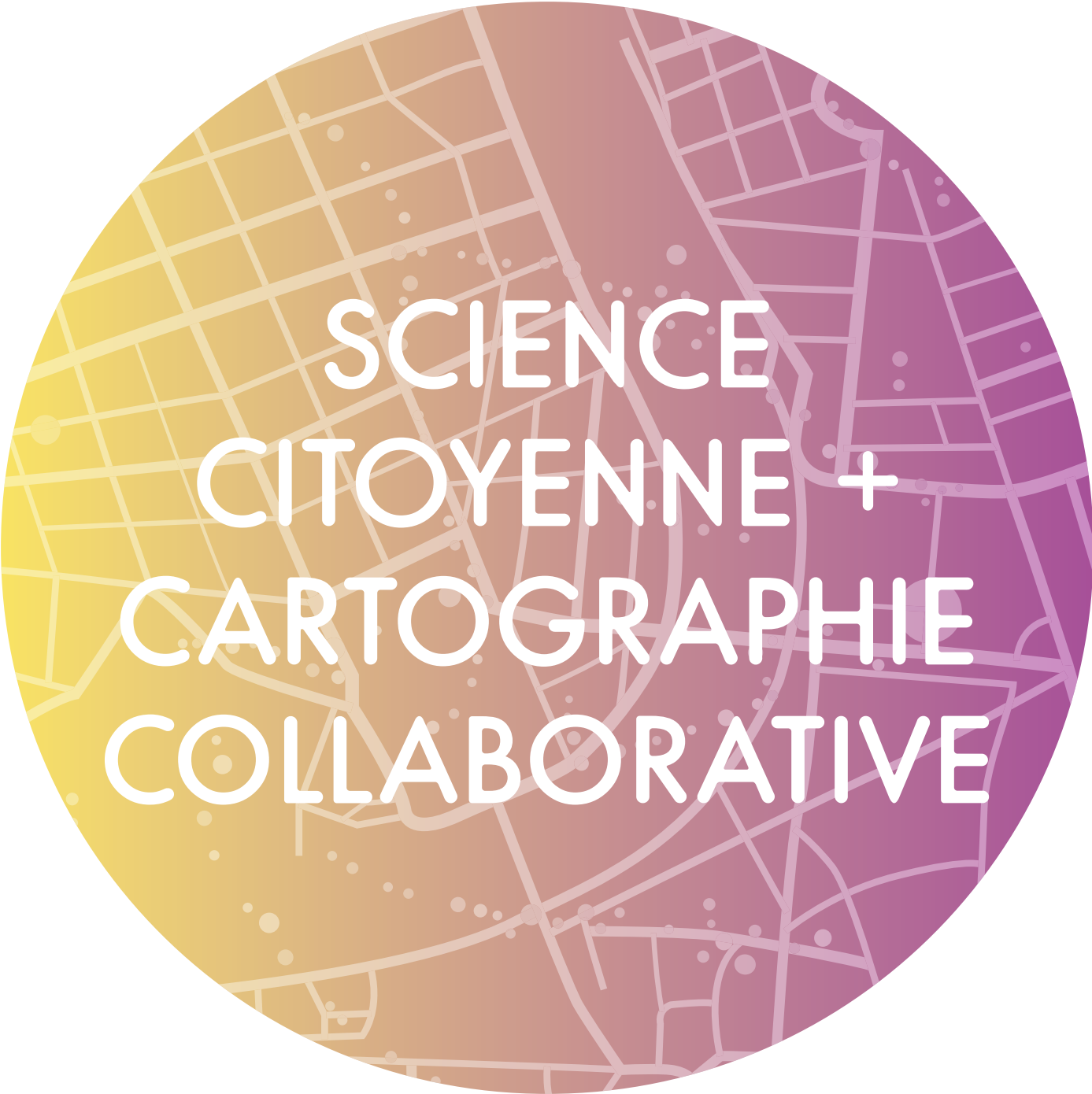
KLAGENFURT, AUTRICHE
pingeb.org

Le Project Ingeborg à Klagenfurt met les nouvelles technologies au service des classiques, en proposant une bibliothèque mobile entièrement accessible par code QR. Des stickers sont collés dans toute la ville – aux arrêts de bus, sur les bâtiments historiques, dans les vitrines de magasins – pour encourager la lecture de façon interactive et créative. Pour réaliser ce projet, les bénévoles du Project Ingeborg ont collaboré avec les bénévoles du Project Gutenberg – qui a numérisé plus de 40 000 livres, accessibles gratuitement – pour mettre une collection initiale de 70 ouvrages à la disposition des résidents (ces œuvres peuvent être téléchargées gratuitement parce que leurs droits d'auteur ont expiré et qu'elles sont maintenant dans le domaine public). Après déjà plus de 3 500 téléchargements, le projet va bientôt être étendu à trois autres villes autrichiennes.





Daniel Lombraña González • www.flickr.com/photos/teleyinex/8947102174



SCIENCE CITOYENNE + CARTOGRAPHIE COLLABORATIVE



DEMOCRATISER LA RECHERCHE ENVIRONNEMENTALE

Article de Public Lab

Si vous suspectez qu'un polluant toxique ait pu trouver son chemin vers votre domicile et dans votre eau courante, vous penserez peut-être d'abord à contacter votre fournisseur d'eau ou à demander l'assistance d'une agence gouvernementale. Mais après la marée noire de BP en 2010 qui a vu des millions de litres de pétrole brut déversés dans le Golfe du Mexique, ces options n'étaient pas disponibles pour les résidents de la Côte du Golfe. Juste après la catastrophe, le gouvernement imposa une restriction de vol au-dessus de la zone affectée et la Garde côtière s'efforça d'en repousser les bateaux, s'assurant que personne, résidents comme journalistes, ne puisse voir ce qui se passait vraiment. Alors que le pétrole continuait à s'épancher du Deepwater Horizon, les habitants n'avaient accès à aucune information fiable sur le déversement, y compris où et quand il toucherait terre, parce que BP et les agences gouvernementales en charge de l'intervention d'urgence ne communiquaient rien sur le sujet.

En réponse à cette situation, une initiative de 'cartographie populaire' menée par la population locale, des étudiants et des associations se servit de montgolfières et de cerfs-volants équipés d'appareils photos numériques automatiques et lancés à partir des plages et des bateaux là où il était encore possible, pour collecter plus de 100 000 images aériennes de la marée noire. Les cartes ainsi créées couvrent plus de 150 kilomètres de la Côte

du Golfe et ont permis de montrer aux habitants quelles localités seraient les plus touchées par le déversement. Public Laboratory for Open Technology and Science (Public Lab) est né de cette collaboration, avec pour mission de soutenir une communauté globale et collaborative de chercheurs-citoyens qui veulent répondre à des questions sur leur environnement local au moyen d'instruments et techniques faciles d'accès, *open source* et *do-it-yourself* (bricolage).

Depuis 2010, Public Lab continue d'appliquer cette approche d'enquête scientifique de terrain pour aider les populations marginalisées à identifier, redresser, corriger, attirer l'attention et créer une culture de responsabilité autour de leurs problèmes environnementaux. Des images assistées par cerfs-volants produites par Public Lab ont été utilisées dans un cas de litige contre une centrale au charbon polluante en Louisiane et pour contester le permis de construire d'une centrale nucléaire. En plus de ses activités de cartographie, la communauté de Public Lab développe également de nouveaux outils de recherche pour les scientifiques-citoyens.

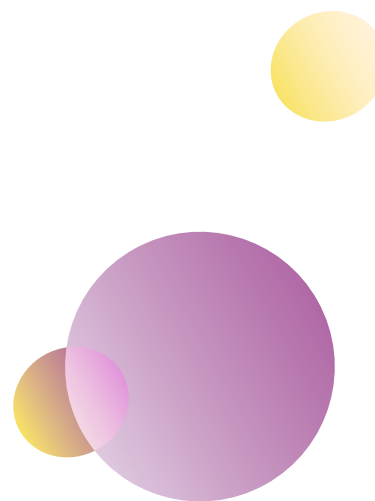
A l'avenir, nous nous intéresserons particulièrement au potentiel des équipements et logiciels ouverts à révolutionner les façons de faire dans le domaine scientifique et à donner à la science plus de poids dans



la sphère publique. Nous commençons à observer un nombre non négligeable de nouveaux projets prendre forme dans cet espace et nous savons qu'il sera passionnant de voir comment la science citoyenne va encore changer. La recherche scientifique représente un marché de 37 milliards de dollars par an pour des équipements dont les fabricants n'ont jamais considéré les particuliers comme des acheteurs potentiels et par conséquent n'ont jamais créé d'instruments spécifiquement à leur usage. Pendant ce temps, les technologies de cartographie font des pas de géants de tous côtés, avec des instruments de plus en plus sophistiqués qui se retrouvent dans les mains du grand public. La combinaison d'outils nouveaux conçus spécialement pour et par les scientifiques-citoyens et les possibilités croissantes de la cartographie ont un effet majeur sur la façon dont les citoyens peuvent interagir avec leur environnement, leurs gouvernements et leurs villes. Comme le démontrent nos expériences sur la Côte du Golfe et ailleurs, il y a un réel besoin pour une participation citoyenne authentique dans ce domaine et nous sommes honorés de faire partie du mouvement qui facilite cette participation.

Le Public Laboratory for Open Technology and Science (Public Lab) est une communauté qui développe et met en pratique des outils open source pour l'exploration et l'investigation environnementale. En démocratisant des techniques de « bricolage » à faible coût et simples d'utilisation, Public Lab crée un réseau collaboratif de spécialistes qui ré-imaginent la relation de l'homme avec l'environnement. Shannon Dosemagen est une employée de l'association Public Lab, et Jessica Breen (Université du Kentucky) et Don Blair (Université du Massachusetts-Amherst) sont des animateurs de Public Lab. Ils sont coauteurs de cet article.

→ www.publiclab.org
🐦 [@PublicLab](https://twitter.com/PublicLab)



INFRAGRAM

ÉTATS-UNIS

publiclab.org

@PublicLab

La photographie infrarouge proche est utilisée par NASA et par les grands propriétaires agricoles pour mesurer la santé des plantes grâce à des capteurs montés sur des avions et satellites. Cette technologie peut servir à évaluer la dégradation de l'écologie locale, mais à un coût rédhibitoire. Public Lab, la communauté collaborative de science citoyenne, a développé un simple appareil photo 'infragram' à bas prix qui permet aux jardiniers ordinaires, aux petits agriculteurs, aux enseignants et aux amateurs de surveiller leur environnement et recueillir des données quantitatives. En modifiant un appareil photo numérique, on peut capter les infrarouges proches et la lumière bleue dans des canaux de couleur différents qui révèlent la condition des plantes, parcs, récoltes et terrains marécageux. Grâce à son prix abordable, Infragram est une solution alternative bon marché pour ceux qui veulent en savoir plus sur la vie secrète des plantes ou s'inquiètent de problèmes de sécurité alimentaire, biodiversité et dégradation de l'environnement.

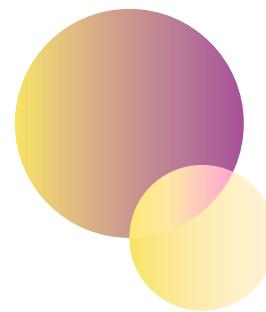
WITNESS KING TIDES

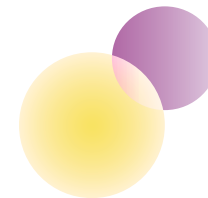
AUSTRALIE

www.witnesskingtides.org

@GreenCrossAus

La montée du niveau des mers menace de nombreuses populations costales. En attirant l'attention sur les *king tides* – ou marées géantes – Witness King Tides permet au public d'interpréter les prévisions de montée de niveau pour leur propre communauté. Les participants peuvent consulter une plateforme collaborative et y ajouter leurs propres photos de marées hautes à travers le pays. Ils peuvent également en apprendre plus sur les effets du changement climatique et s'impliquer dans l'adaptation proactive à un paysage littoral en plein changement.





SMART CITIZEN KIT

BARCELONE, ESPAGNE

www.smartcitizen.me

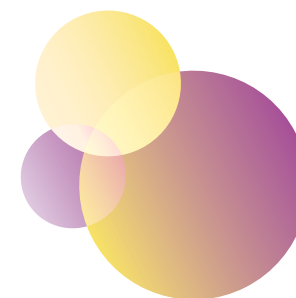
Les capteurs sont de fabuleux instruments pour recueillir des informations précieuses et prendre des décisions en toute connaissance de cause, mais ils coûtent cher et ne sont pas toujours facile à utiliser. Le Smart Citizen Kit est une plateforme open source qui permet aux utilisateurs individuels de créer collectivement une base de données interactive sur leur environnement urbain, financée par le crowdsourcing. Le kit, alimenté à l'énergie solaire, mesure la composition de l'air, la température, l'intensité lumineuse, le niveau sonore et le taux d'humidité pour évaluer si l'environnement est sain pour ses habitants. En ligne, les utilisateurs peuvent visualiser et partager leurs flux de données avec la communauté globale et ont accès à un forum multilingue pour partager leur expérience. Le kit comprend également une application pour synchroniser ces données avec d'autres appareils et ainsi faire des 'smart cities' des centres open source de bien-être pour tous.

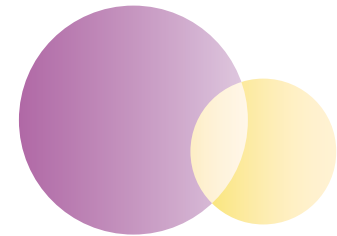
EAU DE PARIS

PARIS, FRANCE

www.eaudeparis.fr/page/accueil?page_id=1

Les fontaines publiques disparaissent de bien des villes, mais Eau de Paris a pour mission de changer tout ça. Le projet offre une carte des fontaines d'eau potable dans toute la ville et s'efforce de protéger la qualité des sources qui les alimentent. A partir d'une carte interactive des 220 points d'eau de la ville, Eau de Paris s'est transformé en une plateforme municipale pour promouvoir l'eau du robinet et faire circuler des informations importantes sur les multiples usages de cette précieuse ressource.





PROJECT NOAH

INTERNATIONAL

www.projectnoah.org

Project Noah est une plateforme de science citoyenne conçue pour aider les gens à renouer avec le monde naturel. Lancé par la faculté de Télécommunications interactives de l'Université de New York, le projet a pour but de mobiliser les contributions du public pour construire une archive de données écologiques qui permettra d'évaluer l'état de la faune et de la flore dans le monde. Project Noah, qui bénéficie du soutien de National Geographic, travaille avec une nouvelle génération d'explorateurs pour créer une plateforme incontournable de documentation et préservation de la biodiversité globale.

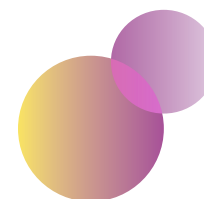
KORUPEDIA

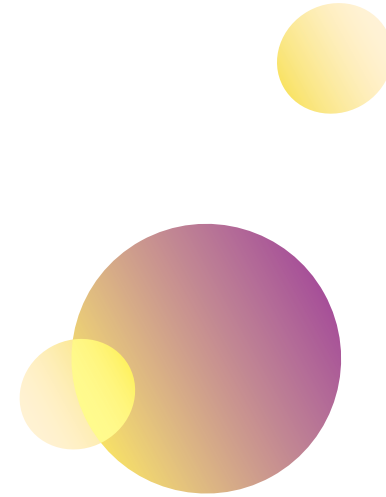
INDONÉSIE

www.korupedia.org

@KorupediaIND

Korupedia est une encyclopédie en ligne sous licence Creative Commons et basé sur la plateforme de suivi de crise Ushahidi qui s'attaque à la corruption en mettant à profit la participation des citoyens. Des résidents locaux peuvent signaler des cas de corruption via SMS ou email, contribuant ainsi à mettre à jour une carte interactive qui rend compte des pots-de-vin constatés partout dans le pays (des efforts similaires sont en cours en Inde, en Guyane, au Kenya et au Zimbabwe avec la plateforme I Paid a Bribe). Korupedia analyse ensuite ces informations pour mieux comprendre le rôle des pots-de-vin dans la prestation de services publics et pour exiger davantage de transparence et de justice dans les procédures administratives.





CRISIS MAPPING

INTERNATIONAL

crisimappers.net

@CrisisMappers

International Network of Crisis Mappers est la plus grande communauté globale de spécialistes, acteurs de terrain, politiques, techniciens, journalistes, universitaires, hackers et bénévoles travaillant au croisement de la crise humanitaire, la technologie et la cartographie. Le réseau a été lancé en 2009 par un groupe de militants qui voulaient créer une communauté pour les 'cartographes de crises', désormais au nombre de 5 000, qui documentent des violations des droits de l'Homme et répondent aux urgences humanitaires en temps réel. Les membres sont des particuliers ou sont affiliés à des institutions, parmi lesquelles on compte 400 universités, 50 agences des Nations Unies, des dizaines d'entreprises technologique et des organismes majeurs d'aide humanitaire.

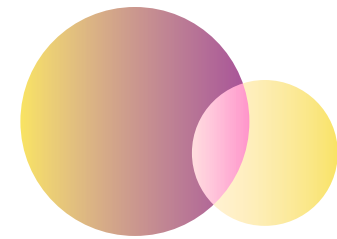
SOIL KITCHEN

PHILADELPHIE, ÉTATS-UNIS

soilkitchen.org

Soil Kitchen était une intervention architecturale temporaire, alimentée à l'énergie éolienne, où les habitants de Philadelphie pouvaient venir déguster une soupe gratuite en échange d'échantillons de sol prélevés dans leur quartier. Le projet avait pour objectif d'entamer un dialogue sur l'état de la contamination de la terre et a mené à la création d'une carte des friches industrielles et une archive du sol à l'échelle de la ville (Brownfields Map and Soil Archive). En plus de servir de la soupe et d'analyser la terre, le lieu était également utilisé comme un centre d'éducation, offrant des ateliers gratuits sur de nombreux sujets, de la construction d'une éolienne à la remédiation des sols. Bien que le projet soit désormais achevé, le format de Soil Kitchen est une source d'inspiration pour d'autres groupes et sert de modèle pour continuer la conversation sur la santé des sols dans d'autres parties du monde.





URBAN FOREST MAP

SAN FRANCISCO, ÉTATS-UNIS

urbanforestmap.org

@UrbanForestMap

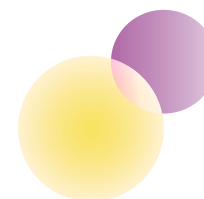
Bien connaître la forêt urbaine – savoir où se trouvent les arbres, les types d'espèces représentées, leur âge et santé, leur répartition géographique – est très important pour les urbanistes, les responsables de la foresterie urbaine, les écologistes et les habitants. Urban Forest Map est une plateforme qui fournit des données arboricoles complètes en recueillant et analysant des informations fournies par divers partenaires à San Francisco. Le projet calcule les retombées positives pour l'environnement de la forêt urbaine, notamment en quantifiant des informations qui vont du volume des polluants atmosphériques absorbés par les arbres à la quantité de kilowatt qu'ils contribuent à économiser. Grâce à ces données participatives, Urban Forest Map peut aider les services municipaux à prendre soin des arbres et à mobiliser le grand public dans la préservation de la canopée urbaine.

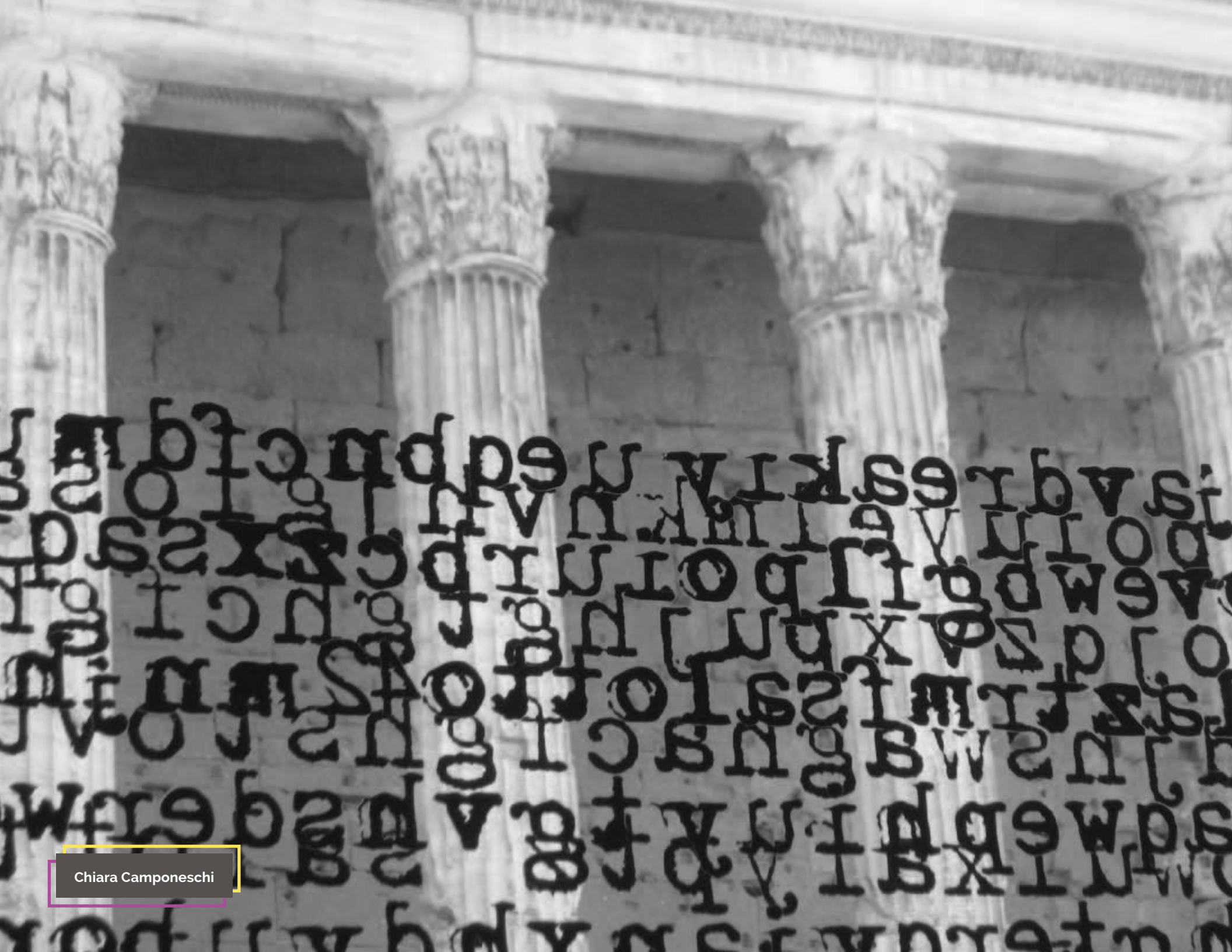
MAPNIFICENT

ALLEMAGNE, AUSTRALIE, BELGIQUE,
CANADA, ESPAGNE, ÉTATS-UNIS,
FRANCE, HONGRIE, IRLANDE, ISRAËL,
ITALIE, NOUVELLE-ZÉLANDE ET
ROYAUME-UNI

mapnificent.net

Mapnificent est un service basé sur la technologie de Google Maps qui permet aux utilisateurs de rechercher des cartes urbaines montrant la mobilité publique. La taille et la facilité d'accès d'une ville sont mesurées par rapport à l'efficacité et la disponibilité des options de transport en commun – pour beaucoup, le seul moyen de se déplacer en ville. Ces cartes, disponibles dans plusieurs villes et pays, sont fréquemment utilisées pour rechercher un logement proche du lieu de travail et pour organiser des événements accessibles à un grand nombre.







URBANISME PARTICIPATIF



TRANSFORMER LES QUARTIERS PAR L'ACTION CITOYENNE

Article de Lucinda Hartley

Nos lieux de vie nous concernent tous, mais inventer des manières de participer aux décisions qui affectent nos quartiers n'est pas chose aisée pour la plupart des gens – surtout les jeunes, les personnes âgées et les nouveaux arrivants.

Melbourne est une ville australienne qu'on trouve souvent vers la tête du classement annuel publié dans *The Economist* des villes les plus agréables à vivre. Pourtant, on y trouve des taux d'exclusion sociale très élevés¹ : plus d'un million d'habitants ont des problèmes sociaux et économiques dus à des failles dans l'infrastructure, à une pénurie de transports en commun, à la solitude et l'isolation.

Pour créer des lieux plein de sens dans une ville comme Melbourne, il nous faut changer radicalement la manière dont nous construisons nos villes, surtout en trouvant des façons d'impliquer ceux qui en sont exclus.

CoDesign Studio est un organisme parmi tant d'autres qui explore cette approche. En tant qu'entreprise sociale travaillant avec des communautés, des clients et des gouvernements, la mission de CoDesign est de créer des approches participatives à la revitalisation urbaine qui génèrent un impact social élevé et permettent aux quartiers de changer plus vite, à moindre coût et en s'amusant.

Par exemple, la boîte à outils de Revitalisation Urbaine Rapide (RUR) de CoDesign contient des stratégies et des idées pour

transformer des espaces de quartiers en un weekend. En utilisant des matériaux ordinaires, comme de la craie, des chaises, du gazon en rouleau et des sacs plastiques, les communautés peuvent, parfois pour la première fois, tester et développer des manières d'améliorer leur quartier. Les projets de Revitalisation Urbaine Rapide ont des résultats physiques immédiats, mais les interactions à l'œuvre contribuent à des impacts sociaux à long terme pour les participants en rendant les communautés plus autonomes et plus à même de comprendre comment influencer leur quartier et développer de nouvelles relations sociales.

D'ici 2050, cependant, nous vivrons dans un monde où sept personnes sur dix habiteront en ville, avec plus d'un tiers dans des bidonvilles et habitations précaires². Il nous faut trouver de nouvelles façons de faire. Alors que les bidonvilles sont en passe de devenir le type d'habitation dominant dans le monde entier, trouver des moyens d'adapter la profession pour prendre en considération des questions de véritable participation publique, mettre en place des collaborations interculturelles et renforcer la capacité des plus pauvres et des moins privilégiés ne sera bientôt plus un choix, mais une nécessité.

Comment en faire plus avec moins de moyens ? Les ressources les plus importantes dont nous disposons pour créer les villes du futur sont les idées citoyennes. Il

ne s'agit pas là de satisfaire une vague notion altruiste de 'communauté' mais plutôt d'apporter une solution urgente à des changements majeurs dans l'habitat humain. Bien que l'échelle des projets individuels puisse paraître réduite, les effets que des citoyens engagés et enthousiastes peuvent avoir sur la transformation de leurs communautés, espaces publics et villes sont loin d'être négligeables.

Par exemple, CoDesign a eu l'honneur de travailler avec des associations de résidents de Phnom Penh sur un projet d'amélioration urbaine. Notre cahier des charges était de concevoir une école et son environnement paysager qui répondrait à des besoins pressants pour l'éducation de leurs enfants. La description de notre dossier était plutôt typique, mais grâce à la participation extensive de la communauté concernée, nous avons fini par comprendre que le problème perçu n'était pas l'infrastructure de l'école, mais des crues annuelles importantes. Les enfants (et les adultes aussi, d'ailleurs) ne pouvaient pas se déplacer dans le quartier pendant la saison des pluies, avec des répercussions négatives sur la viabilité économique, environnementale et sociale de la communauté. Grâce à des techniques de conception collaborative, notre équipe parvint à imaginer une série de chemins surélevés avec un système de drainage souterrain qui relie les lieux d'éducation et de commerce et offre une solution bien plus simple et moins coûteuse pour améliorer le quartier que de reconstruire une école.

Ce sont ces interventions modestes, rapides et parfois temporaires qui vont nous permettre de générer plus de résultats avec moins de ressources.

Les communautés, partout dans le monde, savent comment améliorer leurs quartiers. Le défi à relever est d'équiper les décideurs, les collectivités territoriales, les fournisseurs de services et les spécialistes d'outils et de techniques qui permettent aux citoyens d'être de véritables partenaires dans la création de lieux durables et agréables à vivre.



Lucinda Hartley

Cofondatrice et Directrice Générale, CoDesign Studio

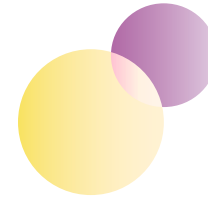
Après une formation de paysagiste, Lucinda Hartley a travaillé deux ans dans des bidonvilles au Vietnam et au Cambodge puis a fondé CoDesign Studio, une entreprise sociale à but non lucratif qui aide les communautés défavorisées à mettre en place des projets d'amélioration de quartier. Lucinda est un membre élu du UN-Habitat Youth Advisory Board et a récemment été nommée par The Age Melbourne Magazine parmi les 'Top 100' personnes d'influence à Melbourne.

→ www.codesignstudio.com.au

🐦 [@LucindaHartley](https://twitter.com/LucindaHartley)

1. Social Exclusion definition and rates are taken from the Brotherhood of St Lawrence Social Exclusion Monitor www.bsl.org.au/Social-exclusion-monitor

2. UN-Habitat, 2012/13, *State of the World's Cities Report: Prosperity of Cities*, UN-Habitat



CODESIGN STUDIO

AUSTRALIE

codesignstudio.com.au

@CoDesignStudio

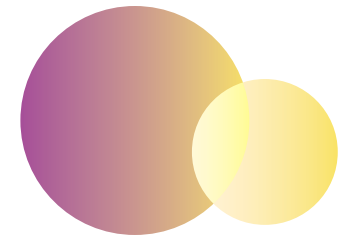
CoDesign Studio est une entreprise sociale qui travaille avec des populations locales, des professionnels et des fournisseurs de service pour renforcer la cohésion sociale par des projets d'amélioration de quartiers. L'organisme s'intéresse particulièrement aux méthodes participatives du renouvellement urbain qui génèrent un impact social positif important et accélèrent les changements sur le plan local. Typiquement, ces projets comprennent des espaces temporaires, des appropriations de friches et des efforts de renforcement de la capacité locale, ainsi que de nombreux projets de construction et d'aménagement du paysage en Australie et ailleurs.

10.000 IDEAS

AMÉRIQUE LATINE

10.000ideas.com

10.000 ideas est une plateforme collaborative d'action civique qui permet aux résidents de suggérer des améliorations pour leur ville. Avec 10.000 ideas, les citoyens peuvent proposer de nouvelles initiatives et solutions allant de la santé au tourisme. Grâce au système de plateforme ouverte, chacun est invité à contribuer et à voter pour les idées des autres ; les idées les plus plébiscitées sont sélectionnées par un panel de conseillers qui les recommandent ensuite aux représentants municipaux en charge du développement urbain. Guidé par le principe que ce ne sont pas les gouvernements seuls qui peuvent faire vivre la ville, le projet est aujourd'hui actif dans 20 territoires urbains de l'Amérique latine et aide les habitants à construire les villes qui leur conviennent.





OUR CITY FESTIVAL

PHNOM PENH, CAMBODGE

www.ourcityfestival.org

@OurCityFestival

Our City Festival est le tout premier festival cambodgien à s'intéresser à l'urbanisme et à son influence sur la culture contemporaine. Lancé en 2008 par Java Arts, l'événement cherche à rendre compte de l'accélération du changement urbain et ses effets sur le passé, présent et futur de Phnom Penh. Au programme, des ateliers et des labos créatifs qui servent de plateforme pour cultiver un sens communautaire et pour collaborer avec des institutions qui soutiennent cette activation de l'environnement urbain et de ses habitants. La dernière édition du festival était conçue comme un espace en réseau pour aborder les défis liés à la dégradation de l'environnement, surtout les inondations de 2011 et la vulnérabilité de Phnom Penh face à ce problème récurrent.

PUBLIC DESIGN FESTIVAL

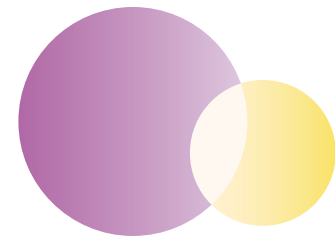
MILAN, ITALIE

www.esterni.org

@EsterniOrg

Le Public Design Festival recherche, catalogue et développe des idées qui transforment la façon dont les gens vivent et pensent aux espaces publics d'une ville. Ce festival transforme tous les ans la ville de Milan en centre d'interventions civiques et d'installations qui attirent des passionnés d'espace public et des artistes du monde entier. Imaginé par Esterni, une agence créative italienne, le Festival explore le rôle que jouent les espaces publics dans la création de villes sûres, accueillantes et dynamiques. Son slogan bien connu – « in public space we trust » - résume parfaitement la philosophie au cœur de l'événement : les villes ne peuvent changer que lorsque la conception durable est soutenue par la participation active des citoyens.





PORTLAND OFFICE OF NEIGHBORHOOD INVOLVEMENT

PORTLAND, ÉTATS-UNIS

www.portlandoregon.gov/oni

@ONIpdx

Office of Neighborhood Involvement, ou ONI – Bureau de participation des quartiers – a pour mission de soutenir et de coordonner le « réseau de quartiers » de Portland, un système reconnu au niveau national composé de 95 associations locales à travers la ville. Le Bureau fournit son assistance technique à des associations de quartier bénévoles, à des groupes communautaires et à des militants individuels qui veulent tous jouer leur rôle pour améliorer les services municipaux. Chaque groupe est autonome et régulé par des chartes indépendantes, et le personnel de ONI travaille avec le réseau pour coordonner les efforts d'organisation, former les membres à la prise de décision, créer des partenariats qui renforcent les liens sociaux et communiquer avec d'autres départements municipaux pour intensifier les effets des projets des membres.

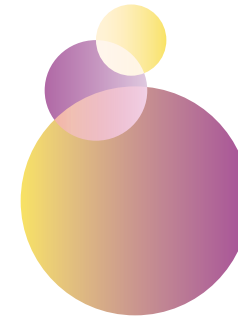
KOUNKUEY

ÉTATS-UNIS, HAÏTI, KENYA, MAROC

www.kounkey.org

@Kounkuey

Kounkuey est un mot Thaï pour dire 'connaître intimement'. Lancé en 2006, Kounkuey Design Initiative (KDI) est spécialisé dans l'architecture participative, l'ingénierie et l'urbanisme. En travaillant en collaboration avec des communautés en difficulté de la conception à la mise en œuvre, KDI encourage les participants locaux à se faire entendre et à s'attaquer collectivement aux défis majeurs physiques, sociaux, et économiques auxquels ils font face. Les projets de KDI mènent à la création d'un environnement bâti à coût réduit et haute efficacité qui améliore le quotidien et contribue à renforcer la capacité locale.





596 ACRES

NEW YORK, ÉTATS-UNIS

596acres.org

A New York, des centaines d'hectares de terrains municipaux vacants sont (mal) dissimulés derrière des clôtures métalliques, surtout dans des quartiers qui souffrent de manière disproportionnée de leur manque d'utilisation. 596 Acres est une initiative qui repose sur la participation bénévole et qui met à disposition des résidents des ressources gratuites en ligne pour les aider à surmonter les obstacles bureaucratiques pour accéder à ces terrains. L'équipe de 596 Acres, soutenue par le 'Fund for the City of New York', donne accès à des informations municipales sur son site Internet et en personne pour expliquer le statut juridique d'une parcelle et les étapes à suivre pour qu'un groupe puisse se la réapproprier. Les processus de prise de décision au niveau municipal et les connaissances juridiques essentielles pour mener à bien ces actions sont également au programme. Une fois qu'un groupe gagne accès à un terrain, le projet les aide également à définir leur mode de gouvernance et à disséminer l'information pour augmenter le taux de participation dans le processus municipal de prise de décision.

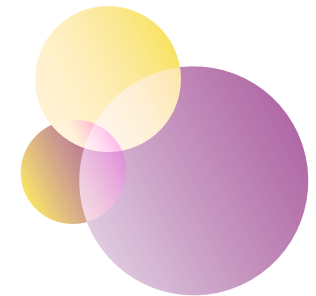
CIUDAD EMERGENTE

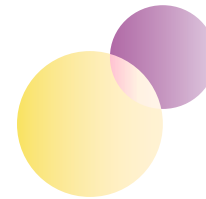
SANTIAGO, CHILI

ciudademergente.org

@CuidadEmergente

Ciudad Emergente, « ville émergente » en espagnol, est un collectif d'innovation urbaine qui cherche à améliorer la qualité de vie dans les villes d'Amérique latine. Fondé en 2011, l'organisme est rapidement devenu un spécialiste reconnu en tactiques urbaines et applications numériques qui permettent de recueillir, disséminer et coordonner des informations précieuses sur la ville et ses communautés. Les programmes offerts sont conçus pour faciliter la communication entre les décideurs et la société civile, contribuant à une meilleure expression des processus d'action citoyenne et à un renforcement du capital social des populations.





NEIGHBOURHOOD ARTS NETWORK

TORONTO, CANADA

www.neighbourhoodartsnetwork.org

@NANtoronto

Neighbourhood Arts Network aide les artistes et associations à faire ce qu'ils font de mieux : transformer Toronto en une ville plus dynamique, plus belle et plus agréable à vivre. Le réseau représente 350 membres issus de tous les secteurs de la culture et organise régulièrement des événements interactifs où les artistes, associations culturelles, bibliothèques, unions commerciales, notables locaux, pédagogues et citoyens partagent leurs idées pour soutenir l'expression artistique à Toronto.

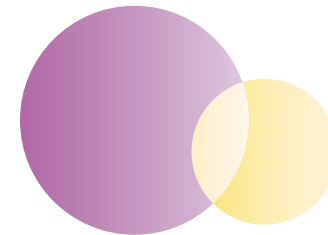
HELLO COMPOST

NEW YORK CITY, ÉTATS-UNIS

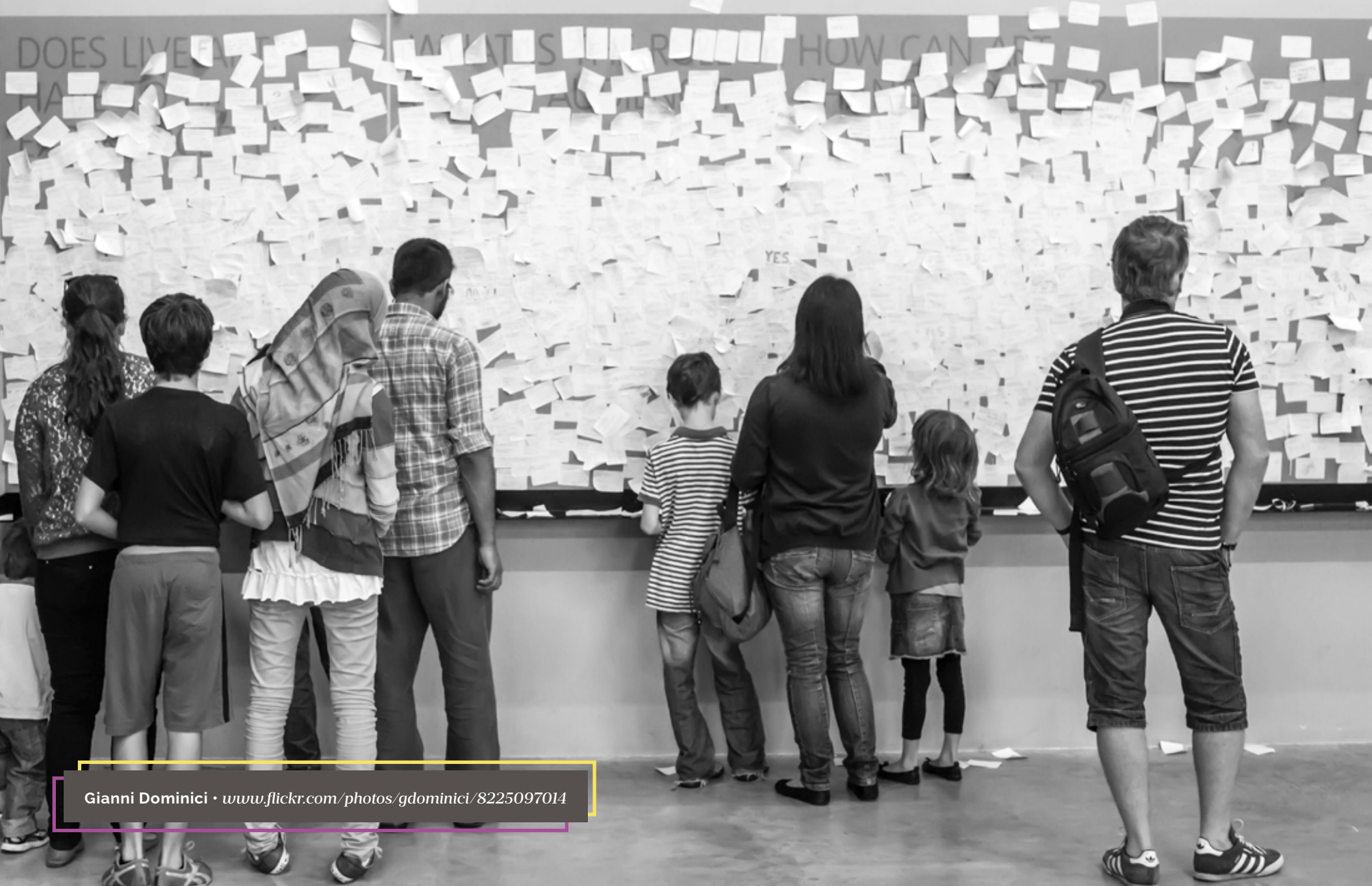
www.facebook.com/HelloCompost

@HelloCompost

Une des conséquences de la consommation d'aliments importés est l'appauvrissement en nutriments des sols locaux. Le compostage est un procédé qui rend aux sols appauvris la matière organique qui leur est indispensable, permettant d'éviter érosion et mauvaises herbes. A New York, une ville qui produit une quantité astronomique de déchets, 35% de ce qui se retrouve à la décharge est de la matière organique qui pourrait être compostée. Hello Compost est un service qui encourage les populations ouvrières à échanger leurs déchets de cuisine contre des crédits de nourriture. Créé par des étudiants en design de Parsons, une école de design, le projet fournit des sacs de compostage faciles à utiliser et anti-odeurs qui sont amenés à Project EATS, une association locale d'agriculture urbaine qui les pèse et leur attribue une valeur monétaire qui peut être échangée contre des bons d'achat. De cette façon, Hello Compost espère influencer les comportements et contribuer à améliorer la santé et la qualité de vie des participants.



WHAT DO YOU THINK?





ÉCONOMIE DU PARTAGE + ÉQUITABLE



ON VA GAGNER, REJOIGNEZ-NOUS

Article de Neal Gorenflo

Une des questions les plus importantes de ma vie m'est venue il y a trois ans déjà : « Comment pouvons-nous lancer un mouvement de partage ? »

C'est la question clé que nous nous sommes posée quand nous avons développé quand ils ont développé une stratégie pour ce qui est depuis devenu Shareable Magazine. Avec cette interrogation pour me guider, j'ai entrepris une recherche de longue haleine.

Après plusieurs semaines passées à creuser ici et là, je me suis rendu compte qu'il y avait déjà un mouvement d'ampleur globale en cours – mais sans nom, sans identité – et qui gagnait de l'élan. Ce que j'ai vu était un mouvement de mouvements, une collection d'innovations aussi diverses que les gens du monde entier qui leur donnaient forme. Parmi ces innovations, citons les logiciels gratuits et *open* ('free and open software' ou FOSS), les vélos en libre-service, la colocation, le coworking, le gouvernement 2.0, et plus encore.

Les innovations que j'ai « découvertes » sont distinctes les unes des autres et de diverses origines, mais elles ont un but en commun : démocratiser la création, la gestion et l'accès à des ressources vitales. J'ai clairement vu émerger un nouvel ordre, un ordre que l'équipe de Shareable et d'autres autour de nous appellent désormais l'économie du partage.

Ensuite, plus tard, j'ai pris conscience de la portée de ces

changements. Par exemple, les coopératives, au mode de propriété et gestion démocratique, emploient plus d'individus que les multinationales. La plupart du fonctionnement de l'internet est basé sur un logiciel open source, qui permet des transactions commerciales à hauteur de trois milliards de dollars. Les matériels en utilisation équitable (*fair use*) stimulent jusqu'à un sixième de l'économie des Etats-Unis. La majorité des gens vivent en ville, ont un téléphone portable et ont moins de 25 ans – les conditions parfaites pour se révolter ou pour partager, ou les deux.

Je me suis aussi rendu compte que ma conception de l'économie était complètement sens dessus dessous. J'ai fini par réaliser que toutes ces choses que nous partageons sont en fait comme l'oie aux œufs d'or. Le marché n'est que la pointe de l'iceberg des commons. Pas de commons, pas de marché.

Cette recherche entreprise pour Shareable s'est avérée être une expérience de modestie et d'inspiration. Je me suis rendu compte que nous avons commencé Shareable avec la mauvaise question. A un niveau personnel, je me suis également rendu compte que j'avais été incapable de voir tout le potentiel d'autonomie économique déjà à ma portée. Malgré tous mes progrès à me débarrasser des valeurs toxiques de la culture de consommation, je m'attachais encore à un scénario de pénurie.

J'en suis revenu complètement revigoré. Ce que j'ai vu était encore plus profond et magnifique que tout ce que j'aurais pu imaginer. Voilà l'énergie spirituelle qui me nourrit encore aujourd'hui.

Ces réalisations nous ont montré ce que Shareable pouvait apporter. Nous pouvions également contribuer à connecter divers mouvements et innovations pour réactiver cette vieille légende tissée tout au fond de notre conscience collective : celle qui dit que nos destins sont noués et que pour continuer à exister comme espèce nous devons travailler ensemble. Il n'y a pas d'autre scénario ou échappatoire face aux crises d'aujourd'hui.

Enfin, il nous fallait faire marcher tout cela en présentant des récits personnels et forts en émotions, et pas simplement des descriptions de ce qui se passait autour de nous. Nous savions déjà que des millions de personnes attendent une nouvelle direction pour leurs vies et pour la société dans son ensemble. Nous ne subissons pas seulement le poids de nos institutions traditionnelles en perte de crédit, mais aussi un modèle culturel obsolète qui tourne autour de la compétition (l'homme qui meurt avec le plus de jouets est celui qui gagne, épater la galerie, faire passer sa carrière avant tout...). Le nouveau méta-modèle peut se résumer en quelques mots, et les traditions de sagesse du monde entier nous le confirment – partageons pour prospérer.

Pour toutes ces raisons, c'est un véritable honneur pour moi d'ouvrir la section sur le Partage & Economies Equitables de la Ville des possibles. Shareable et Enabling City partage la même intention ici : de flécher l'importance de ces innovations, de raconter leurs histoires, et de vous emplir d'inspiration. J'espère que cette lecture vous mènera à agir. Pour moi, le partage est le mouvement le plus important de notre monde et de notre temps. Et c'est pourquoi je crois fermement que ce qui compte le plus est de s'y mettre, aujourd'hui même.



Neal Gorenflo

Co-fondateur et éditeur, Shareable Magazine

Neal Gorenflo est le co-fondateur et éditeur de Shareable Magazine. En tant qu'ancien stratège de niveau Fortune 500, Neal apporte une voix plutôt surprenante au mouvement du partage. Suite à une épiphanie en 2004, il a quitté le monde corporatif pour aider les autres à partager, et a depuis collaboré avec des organismes comme Sitra et de nombreuses startups de l'économie du partage pour mener sa mission à bien.

→ www.shareable.net

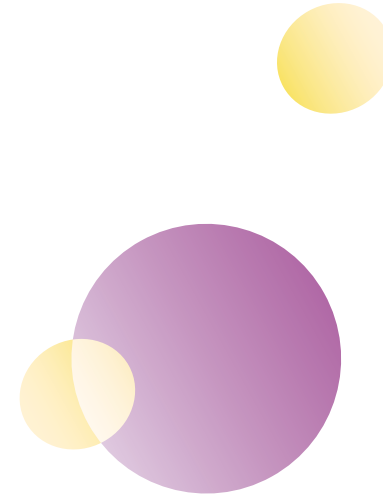
🐦 [@Gorenflo](https://twitter.com/Gorenflo)



BESÖK EN BANK

MALMÖ, SUÈDE
besokenbank.wordpress.com

Besök en bank, qui veut dire « visiter une banque » en suédois, est un réseau de réforme bancaire situé à Malmö, en Suède. Par des déambulations urbaines créatives et des interventions, l'association invite les résidents à repenser leur rapport aux banques traditionnelles en les informant sur les mécanismes internes des taux d'intérêt et de la dette, et sur les conséquences sur la protection sociale des fonds investis par les gouvernements pour sauver les banques de la faillite. Le groupe est bien connu en Suède pour ses actions provocatrices qui visent les banques commerciales principales. Pour l'une de ces actions, des participants en uniforme d'agents d'entretien se mirent à nettoyer la vitrine d'une banque à l'heure de pointe, attirant l'attention des médias et créant un symbole marquant du besoin de transparence et de justice dans le système bancaire. Besök en bank organise également des 'marches QR' pendant lesquelles des stickers sont placés à des endroits stratégiques, comme sur des distributeurs automatiques et à la mairie. Les codes QR redirigent vers le site Internet du groupe, où des vidéos courtes et informatives, adaptées aux utilisateurs de smartphones, peuvent être visionnées lors de leurs fréquentes « chasses au trésor QR ».



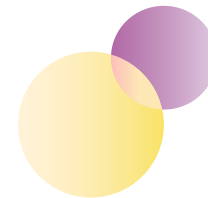
FAIRPHONE

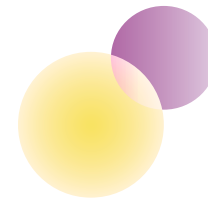
AMSTERDAM, PAYS-BAS

www.fairphone.com

@FairPhone

Les smartphones occupent une place de plus en plus grande dans notre quotidien, et pourtant nous en savons très peu sur leur fabrication. En révélant les aspects problématiques des méthodes actuelles de production, Fairphone propose un point de départ pragmatique pour commencer à comprendre comment nos économies fonctionnent. Fairphone est le tout premier téléphone mobile open source issu du commerce équitable. En utilisant des minéraux hors des zones de conflit, Fairphone s'assure que les matières premières qui composent nos équipements ne contribuent pas au financement des guerres civiles ou à la violation des droits de l'Homme. Le téléphone est également conçu pour être durable et recyclable, minimisant le besoin de le remplacer fréquemment et les e-déchets dangereux qui finissent dans les décharges. Lancé en 2013 avec le soutien de ses futurs utilisateurs, Fairphone rencontre déjà un vif succès, libérant la chaîne d'approvisionnement et démontrant qu'il est grand temps de passer aux smartphones éthiques.





CHILDREN'S DEVELOPMENT KHAZANA

INDE

butterflieschildrights.org/children-s-collectives.html

@Butterflies_in

Butterflies est une association de bénévoles qui aide les enfants des rues de Dehli à acquérir les compétences nécessaires pour briser le cycle de l'analphabétisme et de la pauvreté. Children Development Khazana est une caisse d'épargne, la première de ce type pour les pauvres en milieu rural, fondée sur des principes de coopération et gérée par les enfants eux-mêmes. Le projet fournit un espace pour enseigner l'épargne et le système bancaire aux jeunes et les aide à planifier pour l'avenir en leur laissant gagner un intérêt sur leurs économies. A ce jour, le projet a été déployé dans 120 succursales en Asie du Sud, notamment en Afghanistan, en Inde, au Népal, au Sri Lanka et au Kirghizistan.

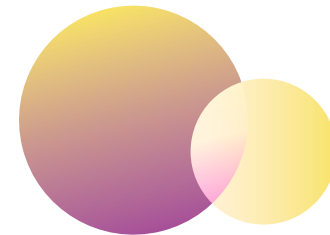
HAPINOY

PHILIPPINES

www.hapinoy.com

@Hapinoy

On compte plus de 800 000 magasins sari-sari aux Philippines, des petits commerces à domicile qui constituent le mode de transaction le plus répandu du pays et fournissent bien souvent un revenu vital pour les familles qui les tiennent. Hapinoy est un réseau de nanays (mères) qui s'efforcent de développer des micro-entreprises efficaces et indépendantes. En passant par Hapinoy, les mères peuvent accéder au capital qui leur permet d'ouvrir un sari-sari et de se procurer des produits rares, comme des médicaments, des équipements qui fonctionnent à l'énergie solaire et des téléphones portables. Hapinoy offre également des services de formation et d'assistance technique pour aider les nanays à acquérir les compétences en commerce et stratégie qui peuvent les aider à pérenniser leur activité et à contribuer à la santé de leur quartier.





EAT WITH

ALLEMAGNE, ARGENTINE, BRÉSIL,
ESPAGNE, ÉTATS-UNIS, FRANCE,
ISRAËL, ITALIE, PAYS-BAS, PORTUGAL,
ROYAUME-UNI

www.eatwith.com

@EatWith

Eat With est un réseau social où les gourmets locaux peuvent partager un repas avec des étrangers. C'est aussi un espace créatif pour monter un projet de cuisine temporaire, proposer des cours de cuisine ou s'embarquer dans une aventure culinaire. Déjà connu comme le Airbnb des cuisines, Eat With s'étend rapidement à de nouvelles villes comme Buenos Aires et Berlin, et ses membres font des rencontres et découvrent de nouvelles cultures de façon plutôt savoureuse.

SCHOLARMATCH

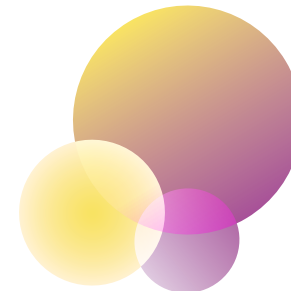
ÉTATS-UNIS

scholarmatch.org

@ScholarMatch

ScholarMatch est une plateforme de financement participatif qui relie les étudiants aux moyens modestes avec des donateurs qui peuvent les aider à aller à l'université. Alors que les taux des emprunts étudiants atteignent des records, ScholarMatch propose des services de soutien gratuits aux futurs étudiants et à leurs familles, pour s'assurer qu'il soient bien au courant des procédés d'admission et qu'ils puissent accéder à l'aide financière disponible. Fondé en 2010 par le philanthrope et écrivain Dave Eggers, cette plateforme a déjà connecté 98 étudiants avec des bourses universitaires d'un montant total de 275 000 dollars et constitue une voie d'investissement privilégiée pour les donateurs qui veulent investir dans la prochaine génération.





TRIBE WANTED

ITALIE, SIERRA LEONE

tribewanted.com

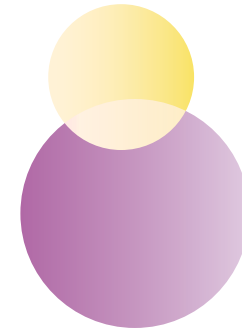
@TribeWanted

Depuis déjà six ans – sur les îles Fidji, une plage de Sierra Leone, et maintenant dans les collines de l'Ombrie en Italie – Tribe Wanted construit de toutes pièces des destinations touristiques éthiques, durables et gérées en coopératives. Jusqu'à présent, le projet a généré 1,5 millions de dollars de recettes et est en pleine opération ambitieuse de levée de fonds pour étendre son modèle coopératif et construire de nouvelles communautés soutenables partout dans le monde.

FON
INTERNATIONAL
corp.fon.com
@FON

Fon est un réseau de membres qui partagent un peu du wifi de leur domicile et profitent en échange de l'accès gratuit à d'autres points d'accès Fon partout dans le monde. Tout ce qu'il faut pour commencer est un routeur Fon qui crée un signal privé pour usage personnel et un signal partagé pour les membres du réseau. Ensemble, les points Fon constituent un réseau collectif – le plus large réseau wifi au monde – où tous les contributeurs peuvent se connecter gratuitement. Il n'y a pas de frais mensuels, simplement le désir de partager une ressource importante.





KLÄDOTEKET

MALMÖ, SUÈDE

kladoteket.se

@Kladoteket

Vous êtes du type à acheter vos vêtements en friperies mais à en avoir toujours trop ? Klädoteket est persuadé que le désir de s'exprimer par son identité vestimentaire n'est pas forcément synonyme de consommation excessive et irresponsable. Le projet propose une bibliothèque de vêtements qui mélange intérêt écologique et désir de démocratiser la mode en rendant les vêtements plus abordable et moins compliqués à acquérir. Les clients paient des frais d'adhésion modiques pour pouvoir emprunter des vêtements de haute qualité pour différents types d'occasions - des habits de tous les jours à des événements spéciaux.

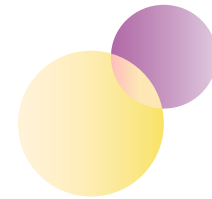
LA COCINA

SAN FRANCISCO, ÉTATS-UNIS

www.lacocina.sf

@LaCocinaSF

La Cocina est né de la conviction qu'un collectif d'agents de changement peut, avec les ressources adéquates, créer des entreprises indépendantes qui profitent à eux-mêmes, à leur famille, à leur quartier et à la ville entière. La mission de l'organisme est de développer des entrepreneurs du secteur alimentaire pour les aider à monter et porter leur projet. Le local offre une cuisine professionnelle abordable, un support technique spécialisé et un accès à des opportunités qui aident les entrepreneurs – surtout les femmes de couleur et les immigrants – à sécuriser leur financement en faisant ce qu'ils aiment : cuisiner et partager.



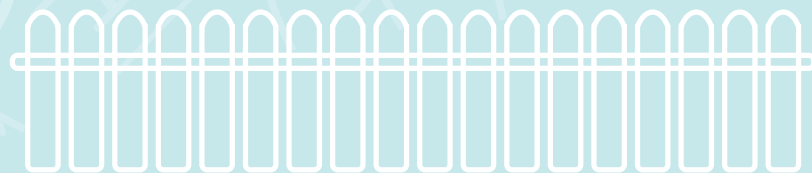
CROWDFUNDING : attention à la saturation



Voici quelques conseils - parmi tant d'autres - pour préserver ce rôle d'instrument d'engagement civique du financement participatif :

Utiliser la notoriété d'un projet pour promouvoir l'éducation civique

Des piscines municipales aux parcs souterrains, l'intérêt pour le crowdfunding civique a relancé la conversation sur l'état et les changements d'usage de l'infrastructure urbaine. Et si, plutôt que de s'arrêter au financement, les campagnes de crowdfunding étaient en même temps des messages d'éducation civique ? Si l'élan généré par un projet spécifique servait à éduquer sur les permis, règlements de zonage et processus de décision des collectivités ?



Lancé en 2009, Kickstarter a révolutionné la façon dont les produits arrivent sur le marché. L'alliance du crowdfunding et de l'urbanisme revitalise la question du financement et de la gestion des villes, en inspirant des initiatives telles que le tout premier pont financé par financement participatif à Rotterdam et le mouvement YIMBY (Yes In My Garden, par opposition à l'acronyme NIMBY, Not In My Garden).

Le financement participatif civique – le financement direct de projets publics par les citoyens – peut signaler des besoins locaux, mobiliser des actions territoriales et donner confiance aux habitants impliqués. Mais est-il vraiment approprié d'utiliser le même système pour financer un disque et un élément de l'infrastructure urbaine ? Et jusqu'à quel point peut-on contribuer avant d'atteindre une saturation ?

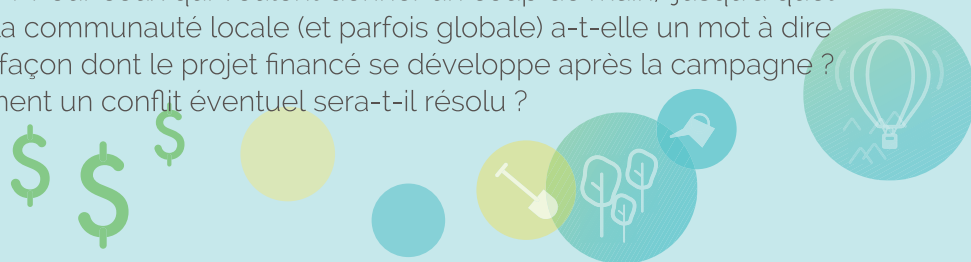
Se servir d'une campagne réussie comme prétexte pour parler des finances municipales

Les plateformes de financement participatif peuvent rendre un projet soudainement sensationnel et lever des sommes impressionnantes en très peu de temps. Le développement urbain, d'un autre côté, est loin d'être immédiat. Comment la culture d'une plateforme virtuelle s'accorde-t-elle avec le rythme des autorités de régulation et des urbanistes ? Comment un projet qui atteint ses objectifs de financement peut-il servir de point de départ pour concevoir des mécanismes de financement municipaux adaptés à notre époque ? Et peut-on s'assurer que ces budgets participatifs ne font pas payer les citoyens deux fois (par leurs impôts et par le crowdfunding) pour le même service public ?



Inventer des façons de s'engager autres que financières

Le financement participatif fonctionne à plein en conjonction avec d'autres stratégies de créativité territoriale appliquée. Il est important d'adopter une approche globale de l'activisme local pour s'éloigner du simple désir et de la 'consommation' d'un projet et au contraire créer une base citoyenne éduquée. Comment les contributeurs peuvent-ils s'impliquer même pendant les phases plus lentes du développement urbain ? Pour ceux qui veulent donner un coup de main, jusqu'à quel point la communauté locale (et parfois globale) a-t-elle un mot à dire sur la façon dont le projet financé se développe après la campagne ? Comment un conflit éventuel sera-t-il résolu ?



Elargir l'impact du crowdfunding en créant des opportunités de mentorat

Les communautés qui ont le plus besoin du financement participatif sont souvent celles qui sont le moins capables d'en profiter. Qui voudra financer des projets moins attrayants (bien que tout aussi importants), en marge des dernières tendances urbaines ? Comment les petites villes peuvent-elles s'aligner avec les destinations plus 'branchées' qui reçoivent la majorité des dons ?



Que se passe-t-il pour ceux sans connaissances en montage vidéo ou compétences rédactionnelles ? Les équipes derrière les campagnes réussies et les collectivités locales peuvent porter la créativité citoyenne en proposant des opportunités de mentorat, renforcement de capacités et partage de stratégies gagnantes.

INNOVATION CIVIQUE

au-delà des promesses du gouvernement 2.0

« A quoi
ressemblerait notre
société si nous
nous préoccupions
autant de notre
gouvernement que
de nos iPhones ? »

Jennifer Pahlka,
fondatrice, Code for
America

Gouvernement 2.0 est une tentative d'inscrire une structure de leadership partagé au cœur des opérations habituelles des institutions, tirant ainsi parti du potentiel du secteur public à rendre accessible la capacité à l'innovation à un plus grand nombre. Auparavant, les efforts de gouvernance ouverte étaient plutôt le produit d'une vision individuelle, achevé par des leaders isolés à la tête de nouvelles initiatives au sein de leur propre département et qui devaient bien souvent se justifier et démontrer l'efficacité de leur approche. De nos jours, les gouvernements, de l'Australie à la Finlande, sont plus réceptifs à l'idée d'un secteur public catalyseur d'innovation civique, et des 'labs pour le changement' sont créés en interne ici et là pour faciliter les échanges entre agences et initier un dialogue avec la base électorale.

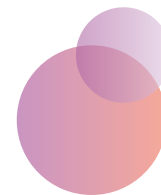
Pour évoluer vers un engagement civique plus généralisé, il faut faciliter un changement culturel qui concerne tous les aspects de la gouvernance ouverte, de l'accès à l'information à une plus grande collaboration, en passant par des méthodes différentes de diagnostic de problèmes et une expérimentation avec la coproduction. Pour construire un gouvernement plus réactif et transparent, il faut arriver au constant que le secteur public est une ressource nationale à même d'encourager la créativité – et que chacun, pas seulement le monde des affaires ou de la politique, peut y contribuer.

En 2009, le groupe de travail '2.0' du gouvernement australien a publié une liste de recommandations pour « passer au Gouvernement 2.0 ». Leur approche est fondée sur la conviction que pour obtenir une interaction efficace avec les citoyens, il ne suffit pas simplement de les y inviter, parce que de telles invitations sont désormais monnaie courante, mais bien de faire preuve d'une appréciation sincère pour les contributions publiques¹. Résultat : la commission de la fonction publique australienne a publié un *Plan d'action pour l'innovation* exprimant clairement les priorités nationales pour intégrer une culture d'ouverture au cœur de l'administration publique². L'accès à l'information constitue un des piliers de ce modèle national – sous forme fonctionnelle, lisible à la machine et sous licence Creative Commons. En offrant libre accès à des informations telles que le recensement, les statistiques nationales, les archives publiques et les rapports scientifiques, l'Etat s'assure désormais que l'énorme masse de données générée quotidiennement dans le pays entier est sous la responsabilité d'une administration qui s'engage à en être le gardien plutôt que, par défaut, à en octroyer des licences d'usage (payantes).

San Francisco fait également des efforts dans le même sens : peu après l'élection du maire Edwin Lee, la ville a créé un poste de Responsable de l'innovation pour mettre en place un nouveau type d'interface gouvernementale.

1. Government of Australia, *Engage: Getting on With Government 2.0*, Report of the Government 2.0 Taskforce, p. 28

2. Pour en savoir plus : bit.ly/1biBNxm



Dans la même veine que le « Mayor's Geek Squad »³ (les geeks du maire) de New York, le Bureau de l'Innovation Civique de San Francisco a réussi, en très peu de temps, à tester, lancer et ouvrir un nombre impressionnant de services pour connecter les « inventeurs de terrain » avec les institutions officielles. Parmi ces programmes, on peut citer le portail emblématique ImproveSF.com, les Living Innovation Zones (qu'on pourrait traduire par Zones d'innovations à vivre) et tout une panoplie d'initiatives et issues de l'*open source* et du financement participatif qui ont jailli de ces plateformes.

« Les villes sont des machines vivantes, et le gouvernement écrit le code qui dicte les opérations d'une ville »⁴, déclare le Bureau dans son premier rapport annuel, *A Start-up Called Government* (Une Start-up nommée gouvernement). Grâce à la création d'un poste de Coordinateur de l'open data, en charge de promouvoir et d'établir des standards communs d'open data (poste plein de potentiel, et pas seulement à San Francisco), le Bureau de l'Innovation Civique travaille à changer les relations souvent difficiles entre le gouvernement et les électeurs, en mettant en place les bases de la confiance et en contribuant à l'amélioration du quotidien. Fait peut-être étonnant, ce Bureau est également frugal – il dispose d'un budget annuel modeste, et ses activités génèrent des retombées positives pour un grand nombre d'habitants, sur un modèle de faible coût et impact élevé. En l'espace d'une année, par exemple, le Bureau a facilité le lancement de nouveaux Indicateurs de Communautés Durables pour contribuer au travail de HopeSF (une association qui reconstruit les logements sociaux en mauvais état), soutenu des événements comme le Food Justice Service Design Jam et a assemblé une bibliothèque complète des permis et licences nécessaires pour monter un projet à San Francisco.

Lorsque les besoins et les aspirations des citoyens sont écoutés et soutenus, il en résulte des initiatives dynamiques qui revigorent l'imagination publique et le lien social. Avec pour point de départ une question : « Comment pouvons-nous innover autrement, au-delà de la technologie ? », le modèle australien et celui de San Francisco sont autant de preuves que l'innovation civique n'est pas simplement une affaire de smartphones ou d'internet, mais que la technologie est un moyen qui offre des instruments flexibles et adaptés aux citoyens-utilisateurs pour permettre un engagement véritable – sur le terrain.

« Ce qui compte n'est pas de connaître la taille du gouvernement, mais comment il fonctionne : s'il est en faveur des libertés et du droit d'expression ; s'il encourage les services publics à travailler avec le secteur associatif ; s'il est ouvert ou clos. »

Geoff Mulgan et Phoebe Griffith, *Investing in Social Growth*

Une politique des possibles : l'innovation comme processus collectif

Bien que nous soyons encore loin d'une 'révolution de l'innovation civique' globale, on peut remarquer des signes prometteurs en provenance de gouvernement locaux innovants dans des villes qui ont adopté une 'culture de l'ouverture' en faisant preuve d'enthousiasme et de vision stratégique. Ces efforts montrent que l'innovation n'est pas le domaine exclusif des entreprises privées ou des individus à l'esprit entrepreneur – il ne faut pas non plus sous-estimer les fonctionnaires et la société civile.

Par exemple, « combien de gens savent-ils que l'algorithme à la base du succès de Google a été rendu possible par une subvention de la Science Foundation (Fondation pour la Science) ? »⁵, s'interroge Marianna

3. Feuer, A. The Mayor's Geek Squad, *New York Times*, 23 mars 2013. nyti.ms/16SYRvc

4. The San Francisco Mayor's Office of Civic Innovation (2013) *A Start-Up Called Government: Our First Year in Retrospect*, p.6.

5. Mazzucato, M. (2011) *The Entrepreneurial State*. Londres: Demos, p.19

« Le changement culturel est au cœur même du Gouvernement 2.0, plus important que le développement de nouvelles politiques ou que les défis techniques posés par les nouvelles technologies »

Gouvernement de l'Australie, Engage Report



Mazzucato. Son ouvrage, *Entrepreneurial State*, contient des cas frappants où une entité gouvernementale agit comme catalyseur et principal investisseur dans le processus de développement de l'innovation. Comme le note Mazzucato, en examinant le rôle que le gouvernement peut jouer, et joue déjà, dans le soutien de telles avancées, on force le débat à se déplacer de l'idée de l'Etat comme 'sauveteur' du monde des affaires à celle d'un acteur du financement des phases du processus que le secteur privé trouve trop risquées à son goût. Bien que son propre domaine d'étude soit la politique industrielle – avec des exemples tirés de champs riches en controverses, comme la nanotechnologie et la recherche pharmaceutique – Mazzucato reconnaît le potentiel de ce rôle pour soutenir les innovations qui ne contribuent pas forcément à la croissance économique mais ont tout de même des répercussions sociales. Si l'on élargit cette notion au champ de la conception de services, cela pourrait mener à la création d'une infrastructure en réseau d'agents institutionnels travaillant à soutenir, investir et mobiliser des ressources pour relever les défis urgents de notre époque : l'énergie renouvelable, le traitement des déchets, les prestations sociales, le coût du logement, et d'autres encore.

Le secteur associatif, lui aussi, a joué son rôle pour s'assurer que cette promesse de gouvernance ouverte soit plus qu'une simple invitation à participer, et au contraire une véritable chance de s'exprimer. Sunlight Foundation a pour mission d'augmenter la transparence et la responsabilité du gouvernement des Etats Unis, et des efforts similaires

sont à l'œuvre de l'Inde à l'Italie. Au sein de l'organisme, la Sunlight Academy propose des formations pour optimiser le pouvoir des données ; un autre de ses programmes, 'Political Party Time', observe les mouvements – et les liens – de financement des partis politiques nationaux ; et les Sunlight Grants (bourses Sunlight) accélèrent la création d'outils semblables en offrant des subventions de 5 000 à 10 000 dollars par idée.

Les universités peuvent aussi contribuer à l'émergence d'une culture de l'imagination civique. Beaucoup ont déjà adopté des méthodes de recherche action participative, remplaçant la relation habituelle 'chercheur'/'recherche' par quelque chose de plus collaboratif et itératif. Elles pourraient également mettre leurs ressources et installations à la disposition de 'maker labs' ou de pépinières étudiantes sur campus. Enfin, elles pourraient soutenir des événements organisés par les étudiants, comme les non-conférences et les hackatons, et s'intéresser au potentiel du partage de connaissance des licences digitales et Creative Commons.

Pour comprendre l'innovation en tant que processus collectif, il faut se placer dans la perspective de l'abondance, plutôt que de la pénurie, prendre en compte le potentiel à résoudre les problèmes de façon créative de tous les acteurs impliqués et créer les conditions pour que ce potentiel collectif puisse grandir. Comme dans le cas de Fairphone (p. 129), le paradigme de l'abondance place toute l'importance sur l'infrastructure qui sous-tend une innovation – en d'autres mots, ses valeurs et principes de base. Pour passer à une culture de l'ouverture, il faut exiger une relation réciproque entre institutions et électeurs, par laquelle les gouvernements nationaux encourageraient et encadreraient tous les niveaux de gouvernement à défendre l'innovation civique et où la

structure opérationnelle de ces institutions seraient le reflet des principes mêmes qu'elles veulent adopter.

Co-production : pensée globale, action municipale

En lien étroit avec ce changement culturel, on reconnaît que les communautés peuvent et devraient avoir un rôle actif dans leur propre renouvellement, en analysant ce que le bien-être collectif signifie localement et en testant des solutions collaboratives qui répondent à des problèmes sociétaux complexes. Cependant, dans un contexte de coupes budgétaires et de pressions accrues sur les résidents, on présume généralement que la valeur est créée dans la sphère privée par les entreprises à but lucratif, et que la société civile n'en constitue que les 'restes'. Comme le dit Michael Bauwens, spécialiste du peer-to-peer, « cela est visible à travers les termes dérivés que nous employons pour parler de la société civile, comme 'à but non lucratif' ou 'non gouvernemental'. »⁶

Le *design thinking*, à l'inverse, nous permet d'envisager une manière plus globale de créer de la valeur. Les compétences en design sont de plus en plus appréciées pour éclairer ce qui est souvent désigné comme 'l'architecture du problème', ou encore pour nous aider à concevoir des services intégrés en introduisant complexité et incertitude au stade de la recherche. Ce processus s'appuie sur l'hypothèse que tout n'est pas forcément linéaire et que la compréhension passe par l'ouverture d'esprit et la capacité à expérimenter avec différents points de vue. Cette incertitude, en fait, ne sert pas seulement à générer une solution, mais également à l'identifier.

Pendant des années, le Helsinki Design Lab a été à la pointe d'une génération d'organismes hybrides, facilitant la rencontre entre les mondes du design et de la politique. En défendant

une approche centrée sur l'utilisateur, l'équipe du Lab s'approprie des méthodes tirées des mouvements sociaux et de la recherche participative pour promouvoir ce qu'ils appellent 'l'optimisme appliqué', ou encore « les possibilités du design comme compétence gouvernementale »⁷.

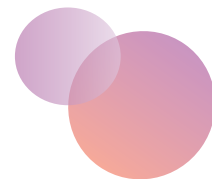
Quand le design croise l'engagement public, il en résulte ce que l'on appelle souvent le codesign, ou coproduction. D'abord utilisé par Elinor Ostrom, lauréate du prix Nobel d'économie, ce terme décrit la relation réciproque qui se forme lorsque des citoyens 'ordinaires' s'impliquent dans la production de services publics⁸.

Ce qui rend la coproduction si intéressante, c'est justement ce que Christian Bason, directeur de l'unité d'innovation danoise MindLab (voir Volume 1) appelle l'« empathie professionnelle »⁹, une opportunité pour les fonctionnaires d'utiliser les instruments du design pour constater par eux-mêmes les effets pratiques des mesures qu'ils mettent en place. Cela ne veut pas dire pour autant que le mode expérimental est toujours adéquat ou à préférer, mais il peut certainement servir à repenser les mesures politiques comme « perfectibles » plutôt que complètes.

Pouvoir aux besoins collectifs : défis et aspirations

Toutefois, malgré toutes ces promesses et engouement, Bason pose une question essentielle : « Peut-il y avoir trop de réciprocité ? Les citoyens peuvent-ils se révolter et exiger de simplement 'recevoir' les services qu'ils paient de leurs impôts ? »¹¹

Si les collectivités sont amenées à jouer un plus grand rôle, il devient crucial de comprendre que l'organisation communautaire est en soi une activité complexe, exigeante en temps et en argent. De la manière dont les efforts



6. Bauwens, M. (2012) "Evolving towards a Partner State in an Ethical Economy" en *Towards Peer Production in Public Services: Cases from Finland*, A. Botero et al., eds. Helsinki: Aalto University, p. 41

7. Boyer et al. (2012) *In Studio: Recipes for systemic change*. Helsinki: Helsinki Design Lab/Sitra, p. 45

8. Pour en savoir plus sur les travaux d'Elinor Ostrom, voir l'ouvrage de l'Université de l'Arizona, *Sustaining the Commons*: bit.ly/15BtoUJ

9. Voir: Bason, C. (2010) *Leading Public Sector Innovation: Co-Creating for a Better Society*, Bristol: Policy Press.

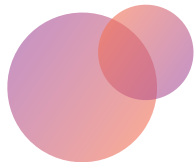
10. Christiansen, J. et L. Bunt (2012) *Innovations in Policy: Allowing for Creativity, Social Complexity and Uncertainty in Public Governance*, Londres: NESTA/MindLab, p. 19 bit.ly/1fybBRg

11. Ibid., p. 13

12. Pestoff, V. (2012) "Innovations in Public Services: Co-Production and New Public Governance in Europe" en *Towards Peer Production in Public Services: Cases from Finland*, A. Botero et al., eds. Helsinki: Aalto University, p. 18

« Le schéma émergent d'innovation dans les villes est ouvert et distribué – un système écologique plutôt qu'un pipeline. »

Simon and Sophia Parker, *Unlocking Innovation: Why Citizens Hold the Key to Public Service Reform*



communautaires sont pris en compte et soutenus à la façon dont les projets sont financés, il y a tout un ensemble de règles, règlements, mesures et mécanismes à moderniser pour être en cohérence avec ce changement. Il serait donc peut-être plus pertinent de promouvoir ce que le chercheur Victor Pestoff appelle la 'co-gouvernance', un processus qui laisse ample place aux contributions en dehors des consultations de rigueur en fin de projet et qui consacre le droit à la participation au sein même des institutions¹². On peut en voir une première expérience à Rosario, en Argentine, où la municipalité s'est récemment auto-proclamée « ville des droits de l'Homme » et s'est engagée formellement à plus d'ouverture, transparence et responsabilité. En Europe, Paris, Lyon et Turin sont quelques villes parmi bien d'autres qui ont rédigé une Charte de la participation citoyenne pour reconnaître officiellement le droit à l'implication directe dans une démocratie locale¹³.

Cependant, malgré ces multiples exemples, le passage à l'échelle tant prôné actuellement ne prend pas suffisamment en compte les problèmes structuraux qui doivent pourtant être résolus avant que les systèmes puissent devenir innovants. La coproduction n'est pas du bénévolat, et on ne peut s'attendre à un engagement inscrit dans la durée si l'on ignore toutes les ressources investies par les citoyens eux-mêmes dans le projet. Alors que davantage de services essentiels sont privatisés ou laissés aux bons soins de la soi-disant Big Society, il est impératif de créer un processus solide, viable et juste qui ne mène pas tout droit à l'épuisement des participants.

La co-gouvernance implique également de trouver un équilibre entre la nécessité de partager le pouvoir avec les

communautés et celle de ne pas les 'abandonner' dès que tout semble bien aller avec leurs projets. Selon Max Wind-Cowie dans *Control Shift*, les collectivités locales devraient toujours avoir le rôle – qui peut évoluer dans le temps – de s'assurer que le niveau de service est comparable sur tous les territoires et qu'il n'existe pas de « loterie du code postal »¹⁴ par laquelle les quartiers les plus aisés sont aussi les mieux desservis. Et selon Bauwens, « nous en avons besoin, parce que si la main invisible du marché est un mythe, il en va de même pour la main invisible du bien commun. On a tendance à se préoccuper de « son » bien commun. »¹⁵ Au contraire, un Etat qui investit dans le social pourrait permettre la création de valeur par ses citoyens en protégeant l'infrastructure de coopération que forme l'ensemble de la société.

La diversité est tout aussi importante à défendre, qu'elle touche les individus ou les processus. Qui définit la mission d'un projet et de sa gouvernance ? Le bien-être, la résilience et l'inclusion sont-ils appréciés et mesurés par les institutions ? S'il est difficile de répondre à ces questions, alors les communautés elles-mêmes seront difficiles à soutenir.

Avec la montée de la coproduction et de la résolution créative de problèmes, le défi qui nous attend est d'étendre l'invitation de gouvernance ouvert même à ceux qui ne sont pas capables de créer, ou qui pensent qu'ils n'en sont pas capables. De nos jours, les individus créatifs sont recherchés et reconnus pour leurs compétences, mais la coopération et le design thinking ne sont toujours pas enseignés dans la majorité des formations universitaires et professionnelles. C'est pour cela qu'il ne suffit pas pour la conception de service de créer des espaces de changement, mais, comme le dit Andrea Cornwall, de « mettre à disposition des espaces évolutifs ».¹⁶

A quoi ressemblerait le monde si tous les fonctionnaires étaient invités à prendre en charge leur imagination et mettaient en place les conditions nécessaires pour que d'autres en fassent de même ?

13. Voir bit.ly/16SZlvL

14. Wind-Cowie, M. (2013) *Control Shift*. Londres: Demos, p. 36

15. Bauwens, M. (2012) "Evolving towards a Partner State in an Ethical Economy" en *Towards Peer Production in Public Services: Cases from Finland*, A. Botero et al., eds. Helsinki: Aalto University, p. 38

16. Cornwall, A. (2008) *Democratising Engagement: What the UK Can Learn From International Experience*. Londres: Demos, p. 37 bit.ly/18zkRgm

Citations, dans l'ordre du texte (traduction libre)

Pahlka, Jennifer. CX: *Citizen Experience*, Code for America blog. 24 août 2012: c4a.me/14SrHOF

Mulgan, G. et P. Griffith (2010) *Investing in Social Growth: Can The Big Society Be More Than a Slogan?* Londres: Young Foundation, p. 6

Government of Australia, *Engage: Getting on With Government 2.0, Report of the Government 2.0 Taskforce*, p. 28

Parker, S. et S. Parker (2007) *Unlocking Innovation: Why Citizens Hold the Key to Public Service Reform*, Londres: Demos, p. 94



L'ÉCOLE DE créativité citoyenne

Collaborer n'est pas facile. Cela demande du temps, des efforts et des compétences que nous n'apprenons pas forcément à l'école ou ne développons pas au travail. Si la collaboration est amenée à prendre une place toujours plus importante dans nos procédés de résolution de problèmes, comment pouvons-nous formaliser les voies d'apprentissage de cette aptitude qui nous aide à mieux participer ?

Imaginez un espace qui permettrait de faire le bilan sur les ressources disponibles, de développer de nouvelles facultés, de servir de centre pour que de nouvelles idées puissent germer et mener à des changements durables.

A mi-chemin entre l'école du soir et le labo de design, l'Ecole de créativité citoyenne se propose de diffuser les compétences en pensée créative à un large public – quel que soit leur âge, profil ou formation. Le terme d'école n'est pas utilisé ici pour conjurer des images d'emploi du temps inflexible ou d'enseignement autoritaire, mais plutôt évoquer l'enthousiasme et la joie caractéristiques de la découverte et de l'apprentissage tout au long de la vie.

L'Ecole de créativité citoyenne peut prendre la forme d'un local permanent d'open learning financé par les collectivités locales, d'une initiative communautaire entièrement indépendante ou d'une collaboration entre les deux. Les conseils ci-dessous ne sont que des points de départ – à vous de les adapter ou adopter selon vos besoins.

Faire le bilan



APPRENDRE Pour pouvoir coopérer efficacement, il faut posséder un niveau élevé d'intelligence émotionnelle et de compassion. Vous pouvez en apprendre plus sur la communication non violente, la résolution de conflit et la facilitation – ces compétences feront de vous un meilleur auditeur, un collaborateur plus patient et un atout pour tous ceux autour de vous.

DIRIGER Rejoignez ou créez un groupe de lecture pour mieux comprendre les questions qui vous intéressent (par exemple, l'urbanisme, la gouvernance municipale, la finance éthique). Invitez des intervenants à partager leur expertise à travers des événements de type Trade School, ou contribuez à l'expérience d'apprentissage en partageant des ressources comme Open Culture et Academic Earth.

LANCER Associez-vous aux universités et think-tanks locaux pour concevoir des cadres de recherche participative, documenter les défis et opportunités autour de vous, identifier les subventions et partenariats potentiels et développer un plan d'action territoriale pour réaliser vos objectifs.

Passer à l'action



TRADUIRE La capacité à créer un langage commun est essentielle pour favoriser la compréhension mutuelle et faire le pont entre différents secteurs. Vous pouvez organiser des événements comme la Journée nationale du hacking civique ou des 'non-conférences' pour traduire des informations complexes en nouveaux services, ou pour développer des ressources interactives qui rendent accessibles à tous les résultats de la recherche et des mesures politiques, y compris aux non spécialistes.

FORMER Partagez vos compétences avec d'autres – enseignez ou participez à des cours communautaires abordables qui contribuent au transfert et à la diffusion de compétences créatives dans la communauté. Les compétences numériques sont particulièrement importantes : réseaux sociaux, développement de sites internet, design thinking et dialogue interculturel, ainsi que gestion de projets et campagnes et organisation communautaire.

TRANSFORMER Libérez le pouvoir de la culture locale en transformant des espaces ordinaires en centres de réinvention créative – ouvrez des 'maker labs' dans les bibliothèques, organisez des festivals d'idées, lancez des programmes de résidences d'innovateurs ou concevez des projets d'art public interactif pour encourager l'apprentissage (in)formel et l'échange communautaire.

S'implanter



MILITER Pour défendre la cause de la créativité citoyenne, il faut des militants qui en comprennent le potentiel et qui s'efforcent de créer les conditions qui lui permettront de s'épanouir. Encouragez les pionniers et facilitez les prises de décision au niveau local.

COPRODUIRE Travaillez avec des élus et agents locaux pour assembler un guide de bonnes pratiques pour l'apprentissage partagé, et explorez des modes de subvention qui reflètent au mieux les valeurs et impacts de la communauté. Envisagez un programme de 'jumelage de projets' pour relier différents groupes qui travaillent dans le même sens, ou ouvrez en grand le processus de résolution de problèmes avec des compétitions (inter)nationales de design.

CONNECTER Pour que des initiatives collaboratives puissent germer, des ressources comme l'Ecole de la créativité citoyenne ont besoin d'espaces permanents, faciles d'accès, et de programmes sur mesure. Amusez-vous ! Pensez à ces espaces comme à des centres variés et multifonctionnels qui sont à la fois des 'cafés sociaux', 'laboratoires de créativité' et des points d'ancrage pour le mentorat intergénérationnel et intersectoriel.

Enabling City Volume 1 – Participation chapter
www.enablingcity.com/read

Social and Emotional Learning Across the Globe
casel.org/policyadvocacy/selacrosstheglobe

Policies for Shareable Cities: A Sharing Economy Policy Primer for Urban Leaders
bit.ly/1ctn1DG

IDEO Human Centered Design toolkit
bit.ly/19gS50C

Art of Hosting
www.artofhosting.org/resources/reading-list

Story-based Strategy Charts
bit.ly/18NP6kV

Effective Groups video series
bit.ly/19yxM0b

...et une bibliographie :
bit.ly/GM25KY

Service Design Repository
desis.parsons.edu/repository

Service Design Toolkit
www.servicedesigntoolkit.org/templates

Collective Action Toolkit
www.frogdesign.com/collective-action-toolkit

Common Cause Report
bit.ly/1goK5OC

Conflict Resolution Network
www.crnhq.org/pages.php?plD=7

Community Economies Collective
www.communityeconomies.org/Home

Social Business Model Canvas
bit.ly/17llVSw

CONCLUSION

le pouvoir des mots

« *Les mots sont importants ; le langage est important ; la vérité est importante.* »

Rebecca Solnit

Dans un article publié en 2012 dans Harper's Magazine, Christopher Ketcham raconte l'histoire surprenante d'un des jeux de société les plus connus au monde : Monopoly. Créé officiellement en 1933 par un homme du nom de Charles Darrow, le Monopoly a un parcours incroyablement passionnant et surprenant.

Tout a commencé avec Henry George, un économiste politique du 19^{ème} siècle intéressé par la montée en puissance de l'industrie américaine. Intrigué par un paradoxe apparent – au fur et à mesure que le capital s'accumule, de plus en plus de gens tombent dans l'indigence – George décida d'étudier les conditions qui sous-tendent l'inégalité sociale. Il en vint aux villes – « où un petit bout de terrain peut faire la fortune d'un homme »¹ – puis à la propriété privée, qui selon lui gagnerait à être rectifiée par le groupement des individus en « propriétaire général ».

En 1906, inspirée par le message de George, une actrice du nom de Lizzie Magie s'attela à la création d'un jeu de société intitulée The Landlord's Game (Le Jeu du propriétaire) pour attirer l'attention sur la valeur du partage. L'invention de Magie consistait en un plateau de jeu divisé

en cases délimitant une propriété, par exemple un chemin de fer ou un service public, et des règles conçues pour démontrer le « principe destructif » des monopoles. Tout comme pour le Monopoly que nous connaissons, les concurrents étaient censés causer la ruine des autres puis perdre toutes leurs propriétés au profit d'un seul monopole, avec une exception notable – les joueurs pouvaient voter pour la coopération et rassembler toutes leurs ressources en un fonds commun.

Le jeu de Magie fut vite disséminé à travers les Etats Unis, sous des noms variés : Monopoly, Finance, Enchères. Ainsi que l'écrit Ketcham, « En tant qu'invention du domaine public en libre partage, qui faisait partie des biens culturels communs au même titre que les échecs ou les dames, *The Landlord's Game* appartenait à qui voulait apprendre à y jouer. » Le jeu fut adopté sur les campus de Harvard, Princeton et Columbia, puis quitta le domaine universitaire pour traverser le sud, d'où il remonta lentement vers la côte est. L'option de s'associer et de coopérer se perdit en route (d'après Ketcham, « redistribuer est bien moins amusant que de cause la ruine des ses semblables » !), et le nom de Monopoly finit par s'imposer.

De retour sur la côte est, le jeu fut repéré par un nommé Charles Darrow, qui breveta le Monopoly avec l'aide des frères Parker en 1935. En à peine deux ans, ils vendirent

1. Pour l'histoire complète (en Anglais) : Ketcham, C. (2012) "Monopoly is Theft." *Harper's Magazine*. 19 octobre 2012 : bit.ly/18dHbxc

2 millions d'exemplaires du jeu, et le Monopoly est joué de nos jours par un milliard de joueurs dans 111 pays. « La seule innovation (de Darrow) », selon Ketcham, « fut de s'autoproclamer inventeur. Il fit rapidement son entrée dans le panthéon des héros américains des affaires. »

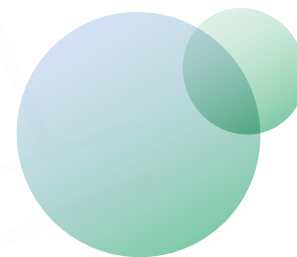
L'histoire du Monopoly, riche en rebondissements, nous fascine parce qu'elle est bien plus qu'une simple ironie du sort. Ce qui est important, dans cette histoire d'un jeu en accès parfaitement gratuit sur la propriété collective devenu marque déposée très rentable, c'est d'appeler les choses par leur vrai nom. « Avant d'être monopolisé par une seule personne travaillant en tandem avec une entreprise », écrit Ketcham, « Monopoly a en fait d'abord été 'inventé' par beaucoup d'individus. (...) Ce jeu qui glorifie maintenant l'impitoyable individu et définit la victoire par la pauvreté des autres est né d'un effort commun. »

A l'âge des campagnes de marketing virales et de notre mémoire collective à court-terme, nommer et protéger les valeurs qui sous-tendent la mise à contribution d'efforts collaboratifs est une question qui touche de près les mouvements sociaux actuels.

Comme beaucoup des initiatives présentées dans ce livre, la lutte pour la résilience, pour les biens communs, pour le droit à la ville, est aussi une lutte pour défricher des espaces où le sens peut se renouveler et où ce qui a été compromis et dégradé peut être récupéré. C'est une lutte pour continuer inlassablement à creuser – au-delà du goût du jour, du surfait, du 'sexy' – pour arriver aux questions compliquées, difficiles et longues à résoudre au cœur de toute véritable transformation. Dans le Volume 1 de *Enabling City*, on trouve une citation de Melissa Mean, selon laquelle il y a un « décalage entre le langage de l'innovation économique — avec ses références

constantes à l'ouverture et la répartition — et la nature essentiellement fermée de l'élaboration des politiques et de la gouvernance dans la plupart des grandes villes d'aujourd'hui »². C'est précisément cette ouverture et cette répartition qui doivent être maintenues, pas par un slogan ou un gadget mais à travers la délibération.

Ce volume et le précédent font fréquemment référence à l'ingénuité et la créativité comme étant essentielles au processus d'autonomie réelle. Certes, cela peut sembler un peu simpliste, mais c'est cette combinaison du pouvoir des deux qui nous permet de trouver des voies alternatives pour décrire, récupérer et partager ce qui nous tient à cœur. En acceptant des définitions toutes faites de ce qui donne forme à notre quotidien, on court le risque d'éroder notre capacité à penser et agir par nous-même, contribuant ainsi à un appauvrissement de l'imagination qui est la cause de bien des problèmes actuels de notre société. D'autre part, les initiatives présentées dans ce livre représentent les efforts d'innombrables individus qui ont donné une chance à leurs idées et donné foi à leur intuition que les choses pouvaient être différentes, et ont inspiré tout un mouvement du même coup. Ils sont la preuve qu'un désir d'avenir idéal est un exercice important, mais que vivre – et investir – dans le présent en est un bien plus satisfaisant.



2. Mean, M. (2007) "Chapter 6: Urban Innovation and the Power of Mass Imagination" en *Unlocking Innovation: Why Citizens Hold the Key to Public Service Reform*. Parker, S. et S. Parker, eds., Londres, Royaume-Uni : Demos, p. 95

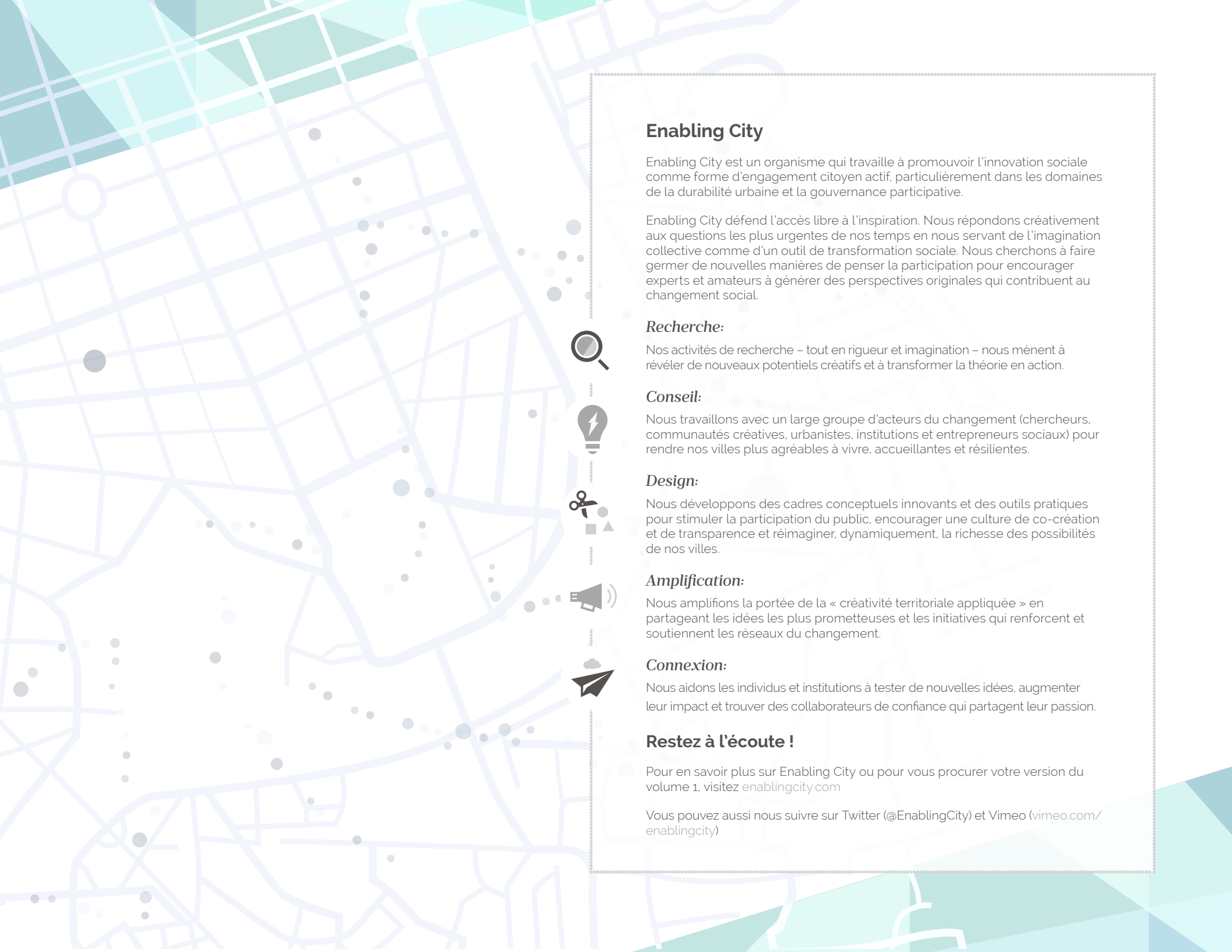
Citation:

Solnit, R. (2012) "Against the Destruction of the World and the Climate by Greed" *The Nation*. 29 octobre 2012 : bit.ly/16zuiAi

A small, rectangular cardboard box filled with smooth, dark-colored stones or pebbles, resting on a light-colored, sandy or dusty ground. The box is slightly tilted, and some stones have spilled out onto the surface.

VOTRE
imagination
EST IMPORTANTE





Enabling City

Enabling City est un organisme qui travaille à promouvoir l'innovation sociale comme forme d'engagement citoyen actif, particulièrement dans les domaines de la durabilité urbaine et la gouvernance participative.

Enabling City défend l'accès libre à l'inspiration. Nous répondons créativement aux questions les plus urgentes de nos temps en nous servant de l'imagination collective comme d'un outil de transformation sociale. Nous cherchons à faire germer de nouvelles manières de penser la participation pour encourager experts et amateurs à générer des perspectives originales qui contribuent au changement social.

Recherche:

Nos activités de recherche – tout en rigueur et imagination – nous mènent à révéler de nouveaux potentiels créatifs et à transformer la théorie en action.

Conseil:

Nous travaillons avec un large groupe d'acteurs du changement (chercheurs, communautés créatives, urbanistes, institutions et entrepreneurs sociaux) pour rendre nos villes plus agréables à vivre, accueillantes et résilientes.

Design:

Nous développons des cadres conceptuels innovants et des outils pratiques pour stimuler la participation du public, encourager une culture de co-création et de transparence et réimaginer, dynamiquement, la richesse des possibilités de nos villes.

Amplification:

Nous amplifions la portée de la « créativité territoriale appliquée » en partageant les idées les plus prometteuses et les initiatives qui renforcent et soutiennent les réseaux du changement.

Connexion:

Nous aidons les individus et institutions à tester de nouvelles idées, augmenter leur impact et trouver des collaborateurs de confiance qui partagent leur passion.

Restez à l'écoute !

Pour en savoir plus sur Enabling City ou pour vous procurer votre version du volume 1, visitez enablingcity.com

Vous pouvez aussi nous suivre sur Twitter (@EnablingCity) et Vimeo (vimeo.com/enablingcity)



www.enablingcity.com

@enablingcity